

AFRIQUE

A ZURICH, DU 4 AU 6 SEPTEMBRE

M. Kissinger va s'entretenir avec M. Vorster de la détérioration de la situation en Afrique du Sud

Après les entretiens prévus à Zurich, du 4 au 6 septembre, entre MM. John Vorster, premier ministre sud-africain, et Henry Kissinger, le secrétaire d'Etat américain pourrait entreprendre un nouveau voyage en Afrique noire qui le conduirait notamment en Zambie, au Zaïre, en Tanzanie, au Kenya et au Botswana.

Les entretiens de Zurich feront suite

à ceux qui avaient eu lieu entre les deux hommes d'Etat, en Bavière, les 23 et 24 juin, et porteront sur la question rhodésienne, la décolonisation de la Namibie, la détérioration de la situation en Afrique du Sud.

L'initiative de la rencontre revient aux Etats-Unis, la suite de la tournée d'information effectuée par MM. William Schaefele et William Rogers, sous-secré-

taires d'Etat respectivement chargés des affaires africaines et des affaires économiques, qui ont rencontré récemment les présidents Kaunda de Zambie, Mobutu du Zaïre et Nyerere de Tanzanie. Les deux envoyés du gouvernement américain se trouvaient actuellement à Maputo, où ils devaient être reçus par M. Samora Machel, président du Mozambique. — (A.F.P., A.P., Reuters).

L'apartheid : une ségrégation raciale minutieuse et inepte

Au terme *apartheid*, les autorités de Pretoria préfèrent dépeindre l'apartheid. En effet, tout en considérant l'homme de son être en général, et le Noir en particulier, comme un *citoyen* de seconde catégorie, les dirigeants sud-africains s'efforcent, de plus en plus, à le présenter surtout comme un « être différent ».

Du fait de cette « différence », les diverses communautés raciales sont, selon Pretoria, contraintes de se développer séparément. S'il est admis, sous la pression des nécessités économiques, que des gens de couleur différente peuvent travailler ensemble, ils ne peuvent ni habiter ensemble, ni se marier entre eux, ni se distraire, ni même prier ensemble (1), ni — à plus forte raison — exercer des responsabilités politiques communes.

Aux termes du *Population Registration Act*, qui remonte à un peu plus d'un quart de siècle, tous les habitants de l'Afrique du Sud sont enrégistrés et classifiés selon leur race. La carte d'identité comporte un numéro de code qui indique à quel groupe racial appartient le titulaire : blanc, indien, noir ou bantou. En ce qui concerne les métis, la répartition est plus subtile, car elle comporte les métis proprement dits (*colored*), les Malais et les « autres métis » (*other colored*).

C'est au *Race Classification Board* et à son équipe de « spécialistes », qu'il appartient de déterminer la classification de chaque individu par groupe racial. Ou de les « reclasser », car il est admis que, à tout moment de son existence, le sud-africain peut faire l'objet d'une « cure de révision ». C'est ainsi qu'au moment de l'admission à l'école un enfant peut, à la suite du dépôt d'une plainte anonyme par exemple, cesser d'être considéré comme blanc et être « étiqueté » comme métis, avec toutes les conséquences que cela entraîne pour lui non seulement sur le plan de la so-

larité, mais dans tous les domaines de la vie quotidienne. Le *Group Areas Act* stipule explicitement que des zones de résidence différentes sont assignées à chacune des diverses communautés raciales. Seuls les Blancs peuvent résider dans les zones blanches (*white areas*), et, théoriquement, les Bantoustans, foyers autonomes promis à l'indépendance, leur sont interdits. De même, les Noirs n'ont accès aux zones blanches que dans les limites étroites d'un contrôle permanent. Astreints au port du pass, document dont ils ne doivent jamais se séparer, ils ne peuvent séjourner dans les zones réservées aux Blancs que dans des conditions bien définies, étant entendu que à l'intérieur même de ces zones, des quartiers leur sont réservés.

La dispersion des familles C'est ainsi que le centre des grandes villes sud-africaines, comme Johannesburg et Le Cap, Durban et Pretoria, est réservé à la population blanche. Les communautés de couleur étant installées dans des quartiers spéciaux qui, du fait de l'expansion urbaine, sont situés de plus en plus loin des villes elles-mêmes. Une agglomération comme Soweto, ville satellite de Johannesburg, capitale économique du pays, compte plus d'un million d'habitants groupés en plusieurs dizaines de kilomètres de leur lieu de travail. Dassenburg, nouvelle cité réservée à la population métisse du Cap, est située à près de cinquante kilomètres du centre du grand port sud-africain et compte plus de cinq cent mille habitants.

Le *Group Areas Act* est sans doute, avec l'*Immorality Act*, l'une des lois sud-africaines responsables du plus grand nombre de drames humains. Il est en effet à l'origine de l'éclatement de la cellule familiale parmi les gens de couleur. Contraints de quitter les

Bantoustans, dont les terres arables sont trop peu étendues pour assurer leur subsistance, les Noirs doivent émigrer et se chercher du travail dans les zones blanches. Ils deviennent mineurs dans les gisements aurifères du Transvaal ou de l'Etat libre d'Orange, journalistes agricoles, ou employés. Ceux de ces « travailleurs migrants » (c'est ainsi que les qualifient eux-mêmes) qui trouvent un emploi leur permettant de se loger eux-mêmes peuvent, en principe, emmener leur famille avec eux. Ce n'est pas le cas des mineurs qui sont contraints de laisser femme et enfants dans les Bantoustans, en majorité peuplés d'éléments non actifs.

De la même façon, les domestiques noirs, qui sont logés par leurs patrons, ne sont admises à vivre avec leur mari et leurs enfants qu'en cas de congé ou de disposition du *Group Areas Act*, ne peuvent résider à l'intérieur d'une zone blanche. Quelques exceptions sont prévues, notamment en ce qui concerne les couples de domestiques.

Au demeurant, dans le domaine de l'« apartheid », rien n'est laissé au hasard ni même à la simple improvisation. Un professeur de droit de l'université de Durban nous déclarait à ce propos : « L'Afrique du Sud est sans doute le pays du monde où la loi est la plus rigoureuse ». Ainsi, bien que les réunions interraciales soient interdites, fussent-elles de caractère privé, certaines dispositions ont été prises pour permettre qu'occasionnellement des gens appartenant à des communautés de couleur différentes puissent se recevoir.

L'« Immorality Act »

Prenez l'exemple d'un couple de métis souhaitant réunir à son domicile, pour un dîner, d'autres métis, quelques Blancs et des Noirs. Une autorisation préalable devra être sollicitée auprès de la police locale — qui l'accordera — tant pour les Blancs que pour les autres. Les Blancs, en outre, ne sont admis que dans des lieux de consommation de boissons alcoolisées, seuls les métis et les Blancs pourront accepter l'offre de la maîtresse de maison. Les Noirs, quant à eux, ne sont admis que dans des lieux de consommation de boissons alcoolisées, seuls les métis et les Blancs pourront accepter l'offre de la maîtresse de maison. Les Noirs, quant à eux, ne sont admis que dans des lieux de consommation de boissons alcoolisées, seuls les métis et les Blancs pourront accepter l'offre de la maîtresse de maison.

L'immorality Act est tout aussi choquant dans son application. Il fait tomber sous le coup de la loi tous les rapports sexuels entre personnes de races différentes. Non seulement la législation sud-africaine interdit les mariages mixtes, annulant notamment ceux qui ont pu être contractés à l'étranger par des ressortissants sud-africains, mais elle réprime la relation sexuelle entre ceux qui sont mariés. Pour avoir ignoré ce fait, des marins étrangers blancs ont souvent été accusés de crimes de sang. Les Noirs, quant à eux, ne sont admis que dans des lieux de consommation de boissons alcoolisées, seuls les métis et les Blancs pourront accepter l'offre de la maîtresse de maison.

Le rôle positif du patronat Dans ce domaine, le patronat qui, comme ailleurs, a un sens aigu de ses intérêts, a fait en sorte que la pratique prohibée des mariages mixtes ne soit pas un obstacle à l'expansion économique. En effet, celle-ci n'est conservable que si les postes les plus importants du développement sont occupés par des Blancs. Or, ces communautés n'ont pas libre accès au monde du travail car le premier obstacle est constitué par le maintien des privilèges des travailleurs blancs.

Le rôle positif du patronat

Dans ce domaine, le patronat qui, comme ailleurs, a un sens aigu de ses intérêts, a fait en sorte que la pratique prohibée des mariages mixtes ne soit pas un obstacle à l'expansion économique. En effet, celle-ci n'est conservable que si les postes les plus importants du développement sont occupés par des Blancs. Or, ces communautés n'ont pas libre accès au monde du travail car le premier obstacle est constitué par le maintien des privilèges des travailleurs blancs.

La Fédération luthérienne mondiale vient d'adresser, de Genève, une lettre ouverte à M. John Vorster, incluant le premier ministre sud-africain en demeure de rétablir rapidement la justice dans son pays, sous peine de prêter une violence qui pourrait embraser toute l'Afrique australe. — (Reuters).

En Tanzanie, deux touristes français, MM. Jean-Louis Pignat et Bruno de Léonard, ont été blessés par des soldats « non identifiés », à une soixantaine de kilomètres de Dar-es-Salaam, à l'indiqué, lundi 30 août. L'ambassade de France dans cette capitale. — (A.F.P.).

Les Nations unies s'inquiètent des violations des droits de l'homme en Ouganda et en Guinée-Équatoriale

De notre correspondante

Genève. — La sous-commission de lutte contre les mesures discriminatoires, organe subsidiaire de la commission des droits de l'homme de l'ONU, — qui siège depuis le 12 août au Palais des Nations, a demandé au secrétaire général de l'ONU de faire mener une enquête et rédiger un rapport sur le massacre des réfugiés du camp de Nyazola, au Mozambique, perpétré le 8 août dernier par les troupes rhodésiennes. A propos de l'Ouganda, elle a recommandé à la commission des droits de l'homme de procéder à une enquête approfondie sur les « traitements inhumains » dont se serait rendu coupable le gouvernement de Kampala. Une recommandation en ce sens a été votée par 14 voix et 3 abstentions, celles des experts de l'Union soviétique, de l'Egypte et du Nigeria.

Les experts ont également été saisis d'un rapport de la Ligue antiesclavagiste de Londres, selon

laquelle la Guinée-Équatoriale emploierait vingt mille travailleurs forcés dans ses plantations de cacao pour remplacer la main-d'œuvre nigérienne rapatriée. Le rapport précise que, selon des récits faits par des réfugiés, « la président Macías Nguéma aurait donné l'ordre à sa garde d'arrêter entre deux mille et deux mille cinq cents personnes dans chacun des districts des provinces de Río-Muni pour servir de main-d'œuvre dans les plantations de l'île Macías-Nguéma, anciennement Fernando-Po ». — I. V.

Le prince Sadruddin Aga Khan, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a lancé, lundi 30 août, un appel en vue d'obtenir 48 000 tonnes de vivres et 32,5 millions de dollars en espèces pour un million de personnes déplacées et de rapatriés en Angola. — (A.F.P.).

ASIE

Chine

La recrudescence de la criminalité pourrait être une conséquence de la crise politique

De notre correspondant

Pékin. — Quelques jours après que des voyageurs ont relaté l'attaque d'une banque à Changchow, province du Honan, une affaire du même genre est signalée, de source chinoise cette fois, dans la province du Cheliang. C'est le quotidien de cette province, apprend-on à Pékin, qui en a fait état, le 20 août, en rendant hommage au directeur d'une banque, mortellement blessé au cours d'une agression. Celle-ci a eu lieu dans le district de Chingling, environ 250 kilomètres au sud de Hangchow. Le journal précise qu'elle était menée par « un groupe d'ennemis de classe armés ». Le directeur de la succursale locale de la banque populaire est tombé « en tentant de protéger le bien de l'Etat » contre les malfaiteurs.

Il est rarissime que de tels incidents soient signalés en Chine. Les villes chinoises sont généralement considérées parmi les plus sûres du monde. Chaque visiteur étranger a pu en faire lui-même l'expérience en laissant des objets de valeur dans sa chambre d'hôtel ou dans une voiture non fermée.

Les Chinois insistent toujours sur la persistance d'« ennemis de classe » à qui ils imputent la maintenance d'un certain niveau de criminalité. Il arrive effectivement, dans une rue de Pékin, on voit un délinquant conduit, sans ménagement, apparemment vers le poste de police le plus proche. Le bruit court que de jeunes citoyens, expédiés à la campagne, regagnent clandestinement les agglomérations urbaines et y vivent plus ou moins d'expéditions.

La survie de malfaiteurs dans le

milieu social chinois est toutefois d'une extrême difficulté compte tenu du quadrillage serré assuré par les milices populaires. Ces dernières ont des représentants dans chaque rue, dans chaque cour, dans chaque immeuble, à qui il est aisé de repérer l'intrus éventuel ou la personne en situation irrégulière.

A la campagne, où les habitants se connaissent tous à l'intérieur de chaque village, il est encore plus difficile à des criminels de trouver refuge.

Les attaques de banques soulèvent, dans ces conditions, des questions auxquelles il est très difficile de répondre. Comment les bandes parviennent-elles à s'évader dans la nature ? De plus, la moindre tentative pour utiliser leur butin attire-t-elle pas immédiatement l'attention sur eux dans un pays où les ressources de chacun sont connues ?

A moins, bien sûr, qu'ils ne disposent de complicités au sein même des organismes de sécurité qui sont censés donner la chasse aux criminels.

Il n'est pas exclu que la crise politique consécutive aux incidents qui se sont produits au printemps à Pékin et dans diverses provinces — Honan, Kiangsi, Kiangsu, Yunnan, Kweichow — aient donné lieu à des « flottements ». A l'occasion du tremblement de terre, les autorités chinoises ont répété leurs mises en garde contre les tentatives qui pourraient faire « les ennemis de classe » pour « profiter des calamités naturelles ». Sans doute ne s'agissait-il pas seulement de tentatives de nature « révisionniste ».

ALAIN JACOB.

Inde

Le projet de réforme constitutionnelle confère à l'exécutif des pouvoirs quasi illimités

New-Delhi (A.F.P., Reuters, A.F.P.).

Le gouvernement de Mme Gandhi a rendu public, lundi 30 août, un projet d'amendement constitutionnel conférant à l'exécutif des pouvoirs quasi illimités. Ce texte, d'une vingtaine de pages, dont l'adoption par les deux chambres, en principe au cours de la session parlementaire d'octobre (le gouvernement étudie cependant la possibilité de convoquer une session extraordinaire), ne fait aucun doute, constitue une refonte du préambule et des cinquante-neuf articles de la loi fondamentale. Il définit l'Inde comme une République « laïque et socialiste », précise les « devoirs fondamentaux » du citoyen, proscrire toute activité ou groupement « antinationnel », restreint la compétence du pouvoir judiciaire en ce qui concerne les libertés civiles et la révision des lois. Il prévoit en outre que le président de la République devra, sa soumission à l'avis du conseil des ministres et qu'il pourra, au cours des deux prochaines années, amender si nécessaire la Constitution. La durée de la législature de la Chambre basse passera de cinq à six ans.

Ces propositions complètent et

renforcent les ordonnances en vigueur depuis la proclamation de l'état d'urgence, le 26 juin 1975. Le gouvernement indique que son objectif est de mener à bien une « révolution socio-économique qui abolira la pauvreté, l'ignorance, la maladie et l'inégalité des chances ». Mais l'opposition estime que cette initiative va détruire les derniers vestiges de la démocratie en Inde. Elle craint, en particulier, que certaines formations ne soient visées par les dispositions prévoyant l'interdiction des associations antinationales et que, sous couvert de lutter contre les « troubles à l'ordre public », on ne porte encore davantage atteinte au droit de grève.

On se souvient à un Parlement-pollé que M. Krishna Kant, personnalité connue l'an dernier du parti gouvernemental, « et si le président peut amender la Constitution, la démocratie perd toute signification ». Le projet « ouvre la voie à une dictature institutionnelle », estime de son côté M. D.N. Singh, membre de l'opposition. Il prépare la domination d'une femme seule.

Namibie

Une rencontre en Suisse serait envisagée entre la SWAPO et des officiels sud-africains

Le Conseil de sécurité des Nations unies, qui avait demandé à l'Afrique du Sud de s'engager, avant le 31 août, à organiser des élections en Namibie (Sud-Ouest africain), devait se réunir mardi pour examiner cette question. Avant cette séance, M. Sean MacBride, haut-commissaire des Nations unies pour la Namibie, a invité, lundi, le gouvernement américain et le gouvernement britannique à faire pression sur l'Afrique du Sud afin qu'elle négocie directement avec la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain).

Si les Etats-Unis coopèrent avec l'Afrique du Sud et reconnaissent comme interlocuteurs les participants à la conférence institutionnelle de Windhoek, la Namibie sera de toute façon libérée, probablement par des troupes russes et cubaines et par des bataillons sous le drapeau de l'ONU, a ajouté M. MacBride dans une interview au quotidien de Johannesburg, le Mail.

D'autre part, rapporte le Financial Times, M. William Eteki Mboumou, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), a déclaré, lundi à Lusaka, que la SWAPO a avalé le droit de faire appel à l'aide des Cubains. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.).

De notre envoyée spéciale

Windhoek. — Au moment où le comité restreint de la conférence constitutionnelle qui réunit deux délégations : une blanche, une métisse et dix noires, à Windhoek, reprend ses travaux mardi. Les journaux namibiens, sud-africains et namibiens évoquent une possible rencontre en Suisse entre la SWAPO et des émissaires du gouvernement sud-africain en présence d'observateurs de l'ONU.

L'idée a été développée au cours d'une interview à Lusaka (Zambie) de M. Sean MacBride, haut commissaire des Nations unies pour la Namibie, et aurait été évoquée lors des voyages en Zambie de M. William Schaefele, secrétaire d'Etat américain adjoint pour les affaires africaines, et de M. Ted Rowlands, responsable des questions africaines au Foreign Office.

M. Clemens Kapuno, délégué herero, pressenti comme futur chef d'Etat, parait contrarié par une telle éventualité. « C'est ici même, à l'endroit où se réunirait le comité constitutionnel, que la SWAPO devrait venir discuter », nous a-t-il déclaré.

Une telle rencontre entre des officiels sud-africains et la

SWAPO en présence de représentants de l'ONU permettrait de sortir du cercle vicieux dont sont prisonniers tous les protagonistes du conflit namibien. Elle satisferait également la Grande-Bretagne, qui désire que le Mouvement nationaliste ne soit pas tenu à l'écart des négociations pour l'indépendance.

La SWAPO s'est toujours déclarée hostile à toute discussion avec les délégués réunis à Windhoek. Elle les considère comme non représentatifs et les qualifie de « marionnettes ». En revanche, elle demande à rencontrer le gouvernement sud-africain « occupant ». Pour qu'une telle conférence puisse se tenir, la SWAPO pourrait renoncer momentanément à poser comme condition préalable le retrait de l'armée sud-africaine. M. Tjongarero n'a pas exclu la création d'une zone tampon de l'ONU, au nord de la Namibie, près de la frontière angolaise. Le porte-parole a réaffirmé la position des alliés intérieurs et extérieurs de son mouvement : « Toutes deux, dit-il, poursuivent une politique identique, mais utilisent des moyens différents. La SWAPO déplore le départ de certains Blancs. A plusieurs reprises, nous avons dit notre polonnie de parler de pays avec tous ceux qui voudront rester, quelles que soient leur race et leur couleur... »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Journal de 1976

L'AFFAIRE LOCKHEED

EUROPE

ITALIE : la chasse à « Antelope Cobber » reprend dans la presse

De notre correspondant

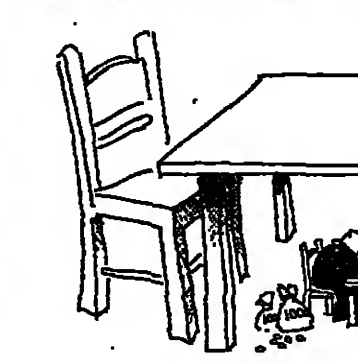
Roma. — Accordé une place considérable à la mission de la presse italienne s'agit de savoir si en Italie le scandale de Lockheed ne risque pas d'être définitivement étouffé. Les journaux à secouer la langue de l'opposition et la presse jusqu'à la fin du mois de septembre, la mise en cause de la présidence du conseil, M. Andreotti, par l'hebdomadaire de gauche l'Espresso.

Dans une lettre adressée au président de la Lockheed, M. Andreotti, datée du 8 septembre, il est question de 28 000 dollars versés à M. Andreotti, pour sa précieuse collaboration et celle de son parti dans la vente de huit avions de type Orion à la marine italienne. On remarquera toutefois que cette transaction n'a pas été, puisque, en fin de compte, le chef des autorités militaires italiennes, avion français. Une autre lettre du président de la Lockheed pour le prince-Orion fait référence à un second versement de 15 000 dollars. Enfin, une page d'agenda d'un haut fonctionnaire de la société américaine mentionnerait un rendez-vous avec M. Andreotti à l'hôtel Excelsior de Rome, le 10 mai 1975, en vue de vendre à la Turquie des Stinger fabriqués en Italie sous licence américaine.

L'Espresso prétend avoir contrôlé dans les moindres détails l'authenticité de ces documents. Il Popolo, le quotidien de la démocratie chrétienne, a réagi à ces accusations avant même la parution de l'hebdomadaire. « Antelope n'a été ni de près ni de loin à l'affaire de la Lockheed », proteste le journal. Que ceux qui veulent attaquer le prési-

dent du conseil sur le plan politique le fasse à la lumière du soleil et sans recourir à des moyens indignes.

En attendant la nouvelle réunion de la commission prévue pour le 15 septembre, la Stampa révèle que les deux personnalités dont les noms ont été le plus souvent cités, MM. Leone et Rumor, ont été mis hors de cause par M. Enrico Manca, l'ancien représentant de la Lockheed en Europe. D'après les réponses de celui-ci au correspondant du journal à Washington, il s'agit d'un homme plus jeune — dont le nom



PAYS-BAS : les députés choisissent la défense de la monarchie

De notre correspondant

Amsterdam. — Le débat parlementaire sur l'affaire Lockheed s'est déroulé, le lundi 30 août, d'une façon presque « apollodique ». Il était acquis d'avance que les conclusions du gouvernement de M. Den Uyl et celles de la commission des trois ne seraient pas contestées par les parlementaires. Une majorité écrasante s'est rangée derrière M. Den Uyl. Une poursuite judiciaire du prince Bernhard est désormais exclue. Seuls les deux parlementaires du parti pacifiste socialiste (partei comparable au P.S.U. français) ont demandé l'ouverture d'une enquête judiciaire.

Toutefois, les partis non confessionnels, aussi bien dans l'opposition qu'au gouvernement (libéraux conservateurs et partis de gauche), ont traité ces problèmes de façon plus pressante. Le leader du groupe socialiste (quarante-trois sièges, la plus grande formation au Parlement) a demandé l'ouverture d'une enquête, dont les modalités restent encore à définir pour renforcer le contrôle parlementaire sur les achats d'armes : « Quand on prend connaissance des pratiques dans les boutiques militaires de fabricants d'armes avec les militaires, on se rend compte que le contrôle parlementaire n'est pas un luxe superflu », a-t-il dit.

Wielge, chef de file des libéraux, a demandé des explications sur les deux rapports Lockheed, desquels il ressort que la firme américaine a aussi fait des avances auprès des membres du Parlement pour tenter de favoriser l'avion Orion P3C de Lockheed, en 1974. La commission des trois avait jugé ces rapports « intéressants » sans donner d'autres précisions. Dans l'atmosphère tendue du vendredi 27 août, au lendemain de la publication du rapport de la commission, cette petite phrase avait fait quelques vagues (le Monde daté 29-30 août).

Dans sa réponse, M. Den Uyl a répondu qu'il laissait le champ libre aux parlementaires afin d'ouvrir une enquête. En ce qui concerne les rapports de Lockheed sur les parlementaires, le rapport de la commission de la Bourse américaine. Mais, a-t-il dit, c'est la présidence du Parlement qui doit se saisir de cette question.

Ainsi, chez M. Den Uyl, la réserve était de rigueur. Il a surtout marqué sa volonté « de garder la monarchie constitutionnelle qui est enracinée dans la Constitution ». Il a repris les arguments du ministre de la justice, M. Van Agt, selon lequel « les ministres ne peuvent pas prendre la responsabilité d'ouvrir une enquête judiciaire ». D'abord, parce que beaucoup de faits seraient difficiles à prouver de façon juridique, mais aussi pour le plus grand bien de l'Etat en posture difficile.

Seul M. Van Der Lek, socialiste, pacifiste, a rompu cette atmosphère d'unité en posant la question juridique, qui venait à l'esprit de beaucoup mais que personne ne voulait soulever en public : « Est-ce que la reine a menacé de démissionner si une enquête judiciaire était ouverte ? » Si cela était, a-t-il dit, nous trouverions le dilemme horrible, mais nous estimons que le gouvernement n'aurait pas dû céder à ce chantage.

Si quelques socialistes du parti de M. Den Uyl soient d'accord avec ces propos dans leur cœur, ils se gardaient bien de l'exprimer à la tribune. La voix de la République fut faible, beaucoup plus faible qu'il y a dix ans, à l'occasion du mariage contesté de la princesse Beatrix avec M. Claus von Amsberg.

Tous les partis se sont néanmoins d'accord pour que le statut de membre de la famille royale soit mieux défini afin d'éviter la répétition de ce qui s'est passé avec la princesse Beatrix. Le gouvernement préparera un projet de loi qui clarifiera la responsabilité ministérielle (politique) des membres de la famille royale.

Si la reine ne peut être mise en cause comme chef de l'Etat, dont les actes sont complètement couverts par les ministres, en ce qui concerne la famille royale, la responsabilité est seulement responsable pour les autres membres de la famille royale dans la mesure où l'intérêt de l'Etat est en cause, a dit M. Den Uyl, sans vouloir être plus précis. Le ton réservé du débat a fait qu'aucun parlementaire ni le premier ministre n'ont indiqué exactement comment on pouvait éviter de nouveau ce cas Bernhard.

Dans le système d'une monarchie constitutionnelle, il est du reste presque impossible de définir exactement à l'avance ce qu'un prince peut et ne peut pas faire. Toutefois, tous les problèmes soulevés par le rapport Lockheed n'ont pas été traités durant ce débat. Personne n'a pu se y attendre. Jusqu'au va le « leçon démocratique » des Pays-Bas dont parlait le leader radical M. de Geus, le ministre de la Défense, en toute modestie à l'éditorial du Monde ? On ne sait toujours pas si ce débat a marqué le début d'une vraie enquête concernant les pratiques dans les achats d'armes ou la fin de la dernière crise de la monarchie.

MARTIN VAN TRAA.

Allémanne fédérale

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS DU 3 OCTOBRE

L'opposition chrétienne-démocrate présente son cabinet fantôme

De notre correspondant

Bonn. — M. Helmut Kohl, président de l'Union chrétienne-démocrate et candidat chancelier de l'opposition, a présenté le lundi 30 août les hommes politiques qui siégeront dans son gouvernement si son parti remporte les élections du 3 octobre prochain. C'est un exercice auquel il aurait aimé se livrer beaucoup plus tôt, mais l'indécision de M. Strauss l'a contraint d'ajourner plusieurs fois la désignation de son cabinet fantôme.

Si M. Kohl a maintenant cité une quinzaine de noms, toutes les personnalités n'ont pas été affectées à un poste déterminé. Il semble que la discussion sur la composition d'un éventuel gouvernement chrétien-démocrate ne soit pas encore achevée au sein de l'opposition.

D'autre part, M. Kohl, qui entend devenir chancelier de la République fédérale avec une voix au-dessus ou au-dessous de la majorité, n'a pas perdu tout espoir d'amener les libéraux à former une coalition avec la C.D.U.-C.S.U. Dans ce cas, il est habile de leur réserver quelques maroquins.

En cas de victoire des chrétiens-démocrates, le gouvernement dirigé par M. Kohl comprendrait ainsi : M. Strauss (finances), Carstens (affaires étrangères), Stoltenberg (économie), Wörner (défense), Dreger (intérieur), Kasper (travail), ainsi que M. Barzel, candidat malheureux contre M. Brandt en 1972. Biedenkopf, secrétaire général de la C.D.U., président de la C.D.U. berlinoise, von Weizsäcker, théoricien libéral de la démocratie chrétienne, et deux membres du parti de M. Strauss, M. Mäler et Stübgen. M. Kohl a indiqué que son gouvernement comprendrait en outre, cinq femmes. On prête ainsi au candidat chancelier de l'opposition l'intention de faire appel au président de l'Association des paysans allemands, le baron von Herbermann, pour occuper le ministère de l'Agriculture.

Portugal

LE LIEUTENANT-COLONEL HUGO DOS SANTOS a été nommé le lundi 30 août commandant de la région militaire du Centre. Jusqu'alors attaché militaire à l'ambassade du Portugal en Roumanie, il remplace le général Franco Charais, qui a récemment choisi d'abandonner son commandement opérationnel pour rester membre du Conseil de la révolution. Comme le général Pizarra Correia, récemment remplacé à la tête de la région militaire du Sud par le lieutenant-colonel Baptista Heilmann, le général Franco Charais représente la gauche au Conseil de la révolution. Les régions du Sud et du Centre sont désormais commandées par des militaires considérés comme très proches du président Ramalho Eanes. La région du Nord reste commandée par le général Pires Veloso, considéré comme un conservateur. — (A.F.P.)

Après M. Brandt, M. Genscher, ministre des affaires étrangères, a déclaré que cette équipe « n'était pas seulement conservatrice, mais ultra-conservatrice ». Le reproche n'est pas totalement injustifié : M. Kohl, qui se présente volontiers comme un homme du centre, a été contraint d'accepter des amis politiques de M. Strauss aux postes importants.

Toutefois, ce n'est pas la composition de l'équipe gouvernementale qui du côté de l'opposition comme du côté de la coalition, fera la décision le 3 octobre prochain. Le S.P.D., comme la C.D.U.-C.S.U. misent sur leur candidat chancelier. La coalition déclare : « Le meilleur chancelier doit rester Helmut Schmidt », tandis que M. Kohl rêve d'un duel télévisé à l'américaine avec celui-ci.

DANIEL VERNET.

Espagne

LES DOCUMENTS EXAMINÉS PAR LE CONSEIL DES MINISTRES SERONT DÉSORMAIS CONFIDENTIELS

(De notre correspondant)

Madrid. — Le gouvernement espagnol a décidé, samedi 28 août, que tous les documents examinés en conseil des ministres seraient désormais considérés comme confidentiels. Leur publication tombera sous le coup de la loi de 1968 réprimant la divulgation des secrets d'Etat.

La presse avait commenté de révéler les grandes lignes des trois esquisses de réforme constitutionnelle actuellement étudiées par le gouvernement. Celui-ci ne souhaite vraisemblablement pas que ces textes soient commentés avant l'adoption du projet définitif par le conseil des ministres. Le gouvernement préférerait ainsi éviter les critiques, aussi bien de l'opposition démocratique que de l'extrême droite avant que le projet ne devienne une réalité. La décision prise par le gouvernement de M. Suarez a été sévèrement critiquée par la presse. Deux quotidiens idéologiquement opposés, mais d'accord sur le fond, ont accusé le gouvernement d'être « libéral et pas éternel ». Selon le premier, « la liberté d'information et le droit de savoir sont des piliers sur lesquels la démocratie doit se construire ». Pour sa part, El País estime que « la presse est un instrument de contrôle beaucoup plus important dans des pays comme l'Espagne, où, en l'absence de Parlement, d'élections et de gouvernants élus, le régime démocratique, elle représente pratiquement le seul contrôle ». — J.-A. N.

JAPON : le premier ministre s'engage à remanier le gouvernement

Après trois heures et demie d'entretien, le premier ministre, M. Miki, et ses adversaires au sein du parti libéral démocrate (P.L.D.) sont parvenus, lundi 30 août, dans la soirée, à un compromis. Le premier ministre s'est engagé à remanier son gouvernement et à constituer une équipe dirigée par le parti majoritaire, dont il est également président, avant la convocation d'une session extraordinaire de la Diète, qui doit avoir lieu au milieu de septembre.

Ce compromis intervient après une lutte serrée entre M. Miki et ses deux principaux rivaux dans le P.L.D., MM. Fukuda, vice-premier ministre, et Ohira, ministre des finances, qui exigent la démission du chef du gouvernement. Bien que mis en minorité au sein de son parti, M. Miki, qui estime avoir l'opinion publique derrière lui, a fermement résisté aux attaques de ses adversaires. La décision de modifier la composition de l'équipe dirigeante du P.L.D. est sans doute plus significative que le remaniement ministériel lui-même. A la faveur d'un changement dans l'exécutif du parti gouvernemental, il est vraisemblable que M. Nakasone, secrétaire général, va faire une sortie aussi discrète que possible. Son nom est de plus en plus mêlé

à l'affaire des pots-de-vin versés par Lockheed à des personnalités nippones. M. Nakasone a notamment été mis en cause directement par M. Kotohira, ancien vice-président de la société aéronautique américaine, dans une interview accordée au quotidien Asahi (le Monde du 28 août).

Le départ probable de M. Nakasone du devant de la scène politique, afin d'éviter qu'une personnalité occupant des fonctions importantes dans le P.L.D. ne soit compromise dans l'affaire Lockheed, scelle à terme celui du premier ministre. M. Nakasone était en effet le seul soutien de M. Miki au sein du parti libéral démocrate. — Ph. F.

GRÈCE : ouverture d'une enquête

Athènes (A.F.P.). — Le procureur de la Cour de cassation grecque a ordonné une enquête préliminaire sur les pots-de-vin qui auraient pu être versés par la compagnie Lockheed des militaires grecs, durant la dictature.

M. Evangelos Averof, ministre de la défense, a révélu lundi soir 30 août qu'un accord conclu avec les Etats-Unis en mai der-

nier avait permis de rassembler deux mille documents concernant cette affaire. Cependant, le gouvernement américain avait mis comme condition à la livraison de ces documents qu'aucun nom ne serait révélé, sauf en cas de poursuites judiciaires.

Le gouvernement grec, a conclu M. Averof, désire faire la pleine et entière lumière sur cette question.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

MM. SOLARI YRIGOYEN ET AMAYA ont été retrouvés sains et saufs le 30 août. Les deux sénateurs parlementaires radicaux avaient été enlevés près de deux semaines plus tôt dans le sud du pays. — (A.F.P.)

Corée du Sud

UN BATEAU DE PÊCHE SUD-CORÉEN a été arraisonné par un navire de pékoudillo nord-coréen, et les trente-trois marins qui se trouvaient à bord ont été faits prisonniers, a annoncé lundi 30 août, l'office de pêche de Séoul. Le bateau, de 17 tonnes, aurait franchi par erreur la ligne de démarcation des eaux territoriales nord-coréennes. Cet arraisonnement intervient alors que les deux Corées sont en état d'alerte depuis l'incident de Panmunjon du 18 août. — (A.F.P.)

Éthiopie

SELON LE « DAILY TELEGRAPH », LES REBELLES ÉTHIOPIENS DU FRONT DE LIBÉRATION DU TIGRE réclameraient une rançon d'environ 5 millions de francs pour libérer le vétérinaire britannique Lindsay Taylor, sa femme et leurs deux enfants, enlevés en mai dernier et détenus dans un camp proche de la frontière soudanaise. Le Front de libération du Tigre détiendrait aussi le journaliste John Swain, et trois autres ressortissants britanniques se-

raient captifs du Front de libération de l'Érythrée, qui n'a formulé aucune demande de rançon. — (A.F.P., U.P.I.)

États-Unis

M. GEORGES MEANY, président de la Confédération ouvrière A.F.L.-C.I.O., s'est prononcé, lundi 30 août, en faveur de M. Jimmy Carter, candidat du parti démocrate à la présidence des États-Unis.

Koweït

PREMIÈRE VICTIME de la nouvelle loi sur la presse, le journal pro-palestinien Al Watan a été suspendu pour un mois. Selon le ministre de l'Information, Al Watan avait publié, dimanche, sans autorisation préalable, un supplément sur les récents développements à Koweït (le Monde du 31 août). Lundi, il avait critiqué en termes modérés la dissolution de l'Assemblée nationale et la suspension de quatre articles de la Constitution. — (Reuter.)

Union soviétique

M. ALEXIS KOSSYGUINE a fait le soir après avoir eu une crise cardiaque lors qu'il se baignait dans la Moskova, annonce l'Evening News de Londres, citant des informations de Russie et non son correspondant habituel à Moscou, M. Victor Louis. Le chef du gouvernement a pu être sauvé « grâce à l'intervention rapide et efficace » de ses

gardes du corps, précise le journal. — (U.P.I.)

LE PEINTRE IGOR SINIAVINE, un des chefs de file de l'école artistique non conformiste à Leningrad depuis deux ans, a annoncé qu'il avait reçu l'autorisation d'émigrer en Occident avec sa femme et ses deux enfants. Il s'est fait quitter le pays avant le 22 septembre. Il compte se rendre aux États-Unis. (Reuter.)

LE MARECHAL PIOTR KOCHETOV, inspecteur général du ministère soviétique de la défense depuis 1963, est décédé à l'âge de soixante-deux ans, après une longue maladie, annonce lundi 30 août l'agence Tass. Entré dans les rangs de l'Armée rouge en 1920, il avait été commandant de division pendant la seconde guerre mondiale ; puis il commanda les régions militaires de Sibirie et de Kiev. De 1964 à 1968, il fut commandant en chef des troupes soviétiques en R.D.A. — (A.F.P.)

Suisse

UN MEMBRE DE L'AMBASSADE DE SUISSE A TEBERAN a été expulsé en représailles d'une mesure analogue prise contre un membre iranien du secrétariat de l'ONU à Genève. Ce dernier, M. Malek-Mahdavi, avait dirigé un réseau de la Savak (police politique iranienne), selon M. Jean Ziegler, député socialiste de Genève, et Denis Payot, secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme. — (A.F.P.)

PARENTS D'ÉLÈVES... Bientôt la RENTRÉE

Du 2 au 11 septembre 1976, cours spéciaux de révisions :

LA PRÉ-RENTRÉE

MATH Physique

- De 6^e en terminale (toutes sections)
- Entrée en fac

- STAGE IDEAL POUR LA REMISE EN CONDITION DES ÉLÈVES.
- 2 HEURES CONSÉCUTIVES PAR JOUR DURANT 8 JOURS.
- GROUPES DE TRAVAIL DE 6 ÉLÈVES EN MOYENNE.
- PROFESSEURS QUALIFIÉS.

Centres pédagogiques privés

MATH - ASSISTANCE

ST-LAZARE : 49, rue de Châteaudun - 75009 PARIS - Tél. 526-37-17
VAUGIRARD : 254, rue de Vaugirard - 75015 PARIS - Tél. 531-31-13
NATION : 4 et 6, rue de la Plaine - 75020 PARIS - Tél. 373-09-37

D'octobre à juin : notre cours annuel « HEBDO-MATH »

Nous consulter

PROCHE-ORIENT

Les accrochages se multiplient sur plusieurs fronts au Liban

Le président élu, M. Elias Sarkis, a quitté Jounieh mardi 31 août à bord d'un hélicoptère de l'armée de l'air syrienne, à destination de Damas où il doit rencontrer le président Assad. Le président Sarkis est accompagné du colonel Mohamed Al Kholi, chef des services de renseignements syriens.

Des accrochages très violents se sont déroulés lundi 30 août sur plusieurs fronts au Liban, et notamment dans le centre commercial de la vieille ville de Beyrouth. Pour la première fois depuis plusieurs jours, des obus ont atteint les quartiers résidentiels de la capitale.

Des combats ont également opposé, à quelque 25 kilomètres de Beyrouth, les forces de droite qui occupent Kahala et les unités de la garde qui tiennent la ville de Aley, dans la montagne libanaise.

La Voix de la Palestine, station de radio diffusion de l'O.L.P., a annoncé que les forces conservatrices avaient tenté, sans succès, de renforcer leurs positions sur le mont Sannine, à une trentaine de kilomètres au nord-est de Beyrouth. Un régiment syrien aurait été envoyé en renfort dans ce secteur.

Des tirs de mitrailleuse lourde et des bombardements d'artillerie ont enfin été signalés sur le front de Tripoli-Zghorta, dans le nord du pays.

Tous les belligérants s'efforcent de renforcer leur potentiel militaire. Les principales forces du camp conservateur ont été placées lundi sous un commandement unifié dirigé par M. Béchir Gemayel, chef militaire des phalangistes, cet organisme, qui a pour objectif, selon son chef, de « libérer la totalité du territoire libanais », coiffe les troupes des phalangistes, des « Gardiens du Cedre », du parti national libéral de M. Camille Chamoun, et les membres du « Tannin », organisation militaire de l'ordre des moines maronites.

Selon Radio-Archit, poste fidèle au président français, les forces palestino-progressistes continuent à recevoir des renforts en hommes. Il s'agit de volontaires libyens et irakiens et de mercenaires qui affluent dans les ports contrôlés par la gauche. Le nombre de ces volontaires aurait atteint, selon cette radio, deux mille cinq cents depuis samedi.

Enfin, la radio progressiste a annoncé que les vingt mille soldats syriens qui se trouvent dans la vallée de la Bekaa, au Centre-Liban, « ont été mis en état d'alerte ». Elle a également indiqué que vingt mille soldats syriens supplémentaires étaient rentrés en territoire libanais, ce qui porterait à quarante mille hommes l'effectif du corps expéditionnaire de Damas. Ces informations n'ont reçu aucune confirmation.

Les contacts entre les phalangistes et la résistance palestinienne se poursuivent pour parvenir à une formule de cessez-le-feu. On a appris lundi soir, de sources phalangistes, que ces conversations avaient abouti à « des résultats positifs » et qu'un brouillon de projet d'accord aurait été élaboré. Il porterait sur le retrait des troupes palestino-progressistes de la montagne, premier pas vers l'arrêt des combats sur l'ensemble du front.

M. Raymond Eddé, chef de file des chrétiens modérés, a adressé lundi à M. Louis de Guiringaud, le nouveau ministre français des

affaires étrangères, un message dans lequel il déclare : « Je suis sûr que la sous-garde de la souveraineté du Liban, dont la France a proclamé les frontières le 1^{er} septembre 1920, qui vont de la Méditerranée aux crêtes de l'Anti-Liban, sera au nombre de vos préoccupations à l'heure où l'indépendance territoriale du pays est menacée. »

● AU CAIRE, la Ligue arabe a annoncé lundi que la réunion des ministres des affaires étrangères arabes qui devait se tenir mercredi 1^{er} septembre, avait été reportée au samedi 4 septembre. Cet ajournement a été décidé à la demande de « certains pays arabes ». Les ministres doivent se réunir pour la date et le lieu d'une conférence « au sommet » dont la tenue a été approuvée jusqu'à présent par douze pays et par l'Organisation de libération de la Palestine.

● A TEL-AVIV, la radio israélienne a indiqué que les dirigeants du village libanais (chrétien) d'Ein-Elhel, situé à 5 kilomètres de la frontière israélienne, avaient demandé la protection d'Israël à la suite d'une attaque de fedayin palestiniens lundi. Le speaker a souligné que c'était la première fois qu'un tel appel était lancé par des villageois libanais. La réponse des autorités de Jérusalem n'est pas connue. Les correspondants militaires de la presse israélienne ont précisé ce mardi que l'accrochage entre les fedayin et les villageois avait fait trois morts parmi ces derniers et quatre dans les rangs palestiniens. — (A.F.P., Reuters.)

● Les deux principaux quotidiens chypriotes-turcs, « Bozkurt » et « Halkin Ses », affirment, lundi 30 août, que « le trafic d'armes et de munitions au profit des phalangistes du Liban continue à partir du port (chypriote-grec) de Larnaca ».

Les deux quotidiens indiquent que les cargaisons d'armes et de munitions viennent d'Europe et sont débarquées à Larnaca, d'où elles sont acheminées par des navires se rendant dans les secteurs sous contrôle conservateur-chrétiens. Ils ajoutent que ce trafic d'armes passe également par la Grèce et se fait « ou au vu ou des autorités grecques et chypriotes-grecques, avec la participation active de contrebandiers notoires chypriotes-grecs ». Ils s'étonnent que « le gouvernement (chypriote-grec) n'ait jusqu'à présent adopté aucune mesure pour mettre un terme à ces activités ». — (A.F.P.)

OUTRE-MER

M. Haroun Tazieff a été légèrement blessé au cours d'une mission à la Soufrière

Pointe-à-Pitre. — Aasia en bout de table, les traits marqués, un peu livide, M. Haroun Tazieff écoutait.

A ses côtés, bras croisés, les yeux niés, la cigarette sainte collée aux lèvres, le professeur Grousse tendait lui aussi l'oreille. Derrière eux, M. Michel Failland, seul Guadeloupéen, puis le gardien permanent de la Soufrière, et les deux jeunes chimistes de l'équipe Tazieff. Plus loin, MM. John Tomblin, venu de Trinidad, et Richard Fisk, fraîchement arrivé de Los Alamos. Enfin, entourant le préfet de la Guadeloupe, M. Guy Aubert, directeur adjoint de l'Institut national d'aéronomie et géophysique (I.N.A.G.), et M. Claude Allégre, directeur de l'Institut de physique du globe (I.P.G.) de Paris. Non, personne ne manquait à l'appel, lundi soir 30 août, dans ce rez-de-chaussée d'été de l'office du tourisme de Pointe-à-Pitre transformé en salle de presse. Comme si, à l'heure où l'on craignait d'assister à quelques explications sans assaut de courtoisie, on avait résolu en haut lieu de prévenir le danger en rassemblant tous ceux qu'une même passion, une « même abnégation au service de la science », ont amenés sur les flancs du volcan menaçant.

De fait, publiant pour un temps inimitables, brouillés passagers et querelles d'école, à escalader les efforts considérables, le travail remarquable de toute une équipe scientifique, laissant au docteur Fisk, responsable du programme américain de prévisions volcaniques, le soin de saluer « l'extraordinaire efficacité et la compétence » de ses collègues français. Belle démonstration d'« union sacrée » pour faire taire de fâcheuses chamailleries qui, atténuées au fil des jours et relancées par les dernières déclarations un peu tonitruantes de M. Haroun Tazieff (le Monde du 31 août), finissaient par inquiéter nombre de gens et par indisposer les autorités.

« Si l'on se complait à étaler des désaccords, dis-je dans l'entourage du préfet, la crédibilité du diagnostic établi par les scientifiques va en souffrir et l'on arrivera très vite à contester le bien-fondé des

NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS

par ALDEEB-SAMI (*)

Le premier mort sur terre fut un innocent tué par son frère qui nia son acte en termes suspects : « Suis-je le gardien de mon frère ? » Mais Yahvé a répondu : « Le sang de ton frère crie vers moi... Sois maudit ! » (Genèse, 4, 10-11).

La réponse de Cain est d'actualité face à la tragédie du Proche-Orient, au face de laquelle le sentiment d'impunité qui s'empare de tous : intelligents, dirigeants d'institutions internationales, chefs religieux et même chefs d'Etat, contribue à la bonne conscience. Que dire du public ?

Personne pourtant ne peut se dire innocent ni invoquer l'impunité. La religion dans la tragédie n'est qu'un prétexte. Le vrai problème est le problème palestinien. Tout qu'il persiste, les massacres, les souffrances et les actes de terrorisme continuent. Or ce problème est né à la suite de la création de l'Etat d'Israël sur la terre d'où a été chassé le peuple palestinien. Ce peuple est persécuté et massacré partout où il se trouve. Tout droit au retour dans sa terre lui est refusé. La partie des réfugiés palestiniens est déterminée dans l'expulsion de ce peuple et dans le refus de son droit au retour. Ils engagent ainsi la responsabilité de leurs citoyens. Tout citoyen qui refuse cette responsabilité doit exiger une solution prompte et équitable au problème ainsi créé et perpétué.

UNE des conséquences du problème palestinien est le terrorisme. Les moyens d'information le dénoncent à qui mieux mieux. On s'entoure de toutes les précautions pour se protéger et protéger les intérêts nationaux. On multiplie les traités entre Etats pour éliminer le terrorisme. Résultat : rien, sauf la perte de temps. On oublie que le terrorisme ne vient pas des faits divers, qu'il est le produit de structures sociales laïques. On néglige de s'attaquer aux racines. Tant que le problème palestinien n'est pas résolu, rien n'est encore résolu. Pour tuer un serpent, il faut écarter sa tête ; il ne suffit pas de couper sa queue. Et « avant de regarder la paille dans l'œil du voisin, il faut regarder la poutre dans son propre œil ». C'est ce que nous devons faire comprendre à nos représentants.

Mais si nous sommes responsables, pouvons-nous faire quoi que ce soit ? « Un caillou soutient un rocher », dit un proverbe palestinien. Personne ne peut résoudre le problème palestinien à lui seul, mais chacun doit apporter sa contribution. Des personnalités ont refusé de lancer un appel pour la paix au Liban en vue de soulager les souffrances, « car cela ne sert à rien ». Et pourtant, combien il est utile que le public et les responsables soient alertés devant la tragédie du Liban !

LES moyens d'information pourraient créer le climat favorable à la solution du problème palestinien. Mais ils préfèrent trop souvent s'occuper de choses de moindre importance. On assiste à un renversement de l'échelle des valeurs. Le cas de Tel-El-Zatar aurait dû être exploité au maximum pour faire comprendre au public et aux responsables les données du problème. C'est le contraire qui a été fait. On a parlé des blessés, non de la cause du drame. Dans le cas de l'Aïrbus, on a continué à relater, pendant toute une semaine, l'événement, mais on a oublié d'expliquer qu'il faut résoudre la tragédie, aux dimensions effrayantes, qui est à la base. Les cinq cents personnes mortes dans l'effondrement d'unabri à Tel-El-Zatar ont été oubliées le deuxième jour, alors qu'une seule disparue — Mme Bloch — a occupé plus d'une semaine les moyens d'information.

Chacun de nous doit exiger l'arrêt immédiat des combats au Liban ; chacun doit aider les organisations humanitaires. Mais ce n'est pas tout. Il faut résoudre le problème palestinien à la base pour ne pas assister de nouveau à d'autres massacres. Chacun doit manifester énergiquement sa désapprobation devant l'attitude passive et coupable des régimes qui refusent de résoudre le problème palestinien. Cela est un devoir de frère responsable et humain.

« Vous ne pouvez séparer le juste de l'injuste et le bon du méchant, car ils se tiennent tous deux devant le face du soleil, tout comme les fils noirs et blancs sont tissés ensemble. » (Khalil Gibran, poète libanais).

* Palestinien chrétien, docteur en droit, diplômé en sciences politiques de l'Institut des hautes études internationales de Genève.

Deux points de vue sur le drame libanais

Justice (aussi)

pour les Libanais chrétiens

par JEAN TOULAT (*)

COMMENT ce peuple si hospitalier, si pacifique — les maronites et autres chrétiens du Liban — en est-il venu à prendre les armes ? Plus : à placer des emblèmes religieux sur tel ou tel tank ?

J'ai cherché à comprendre. J'ai voulu écouter des Libanais. Nous avons accueilli les Palestiniens à bras ouverts. L'Egypte, l'Arabie et la Libye n'en ont pas voulu. La Jordanie les a éliminés. L'Irak et la Syrie les ont mis au pas. Seul le Liban les a reçus sans conditions, sur un territoire étroit comme un département français, avec quatre cents habitants au kilomètre carré. Et c'est notre président de la République, un maronite, qui, au nom de tous les chefs d'Etat arabes, a plaidé leur cause aux Nations unies, ouvrant ainsi la voie à Yasser Arafat.

— Que s'est-il donc passé ? — Supposons qu'en France la cinquième de la population devienne composée d'étrangers : dix millions de Portugais ou de Nord-Africains. Ils s'installent dans des camps autour de la capitale et des principales villes. Ces camps deviennent des forteresses, des arsenaux. Ils renferment leur effectif avec des mercenaires libyens, irakiens, somaliens, soudanais, yéménites, japonais — sans parler des terroristes internationaux qu'ils abritent. Peu à peu, ces étrangers contrôlent les entrées de la capitale, s'immiscent dans les affaires intérieures du pays, désorganisent l'Etat, déclenchent les hostilités dans l'intention de conquérir le territoire national.

C'est ce qui s'est passé au Liban, affirmant mes interlocuteurs. — A Tel-El-Zatar, comme ailleurs, on a retrouvé des graffiti révélateurs : « Le Liban est à nous... C'est notre nouvelle patrie. » Les Deux Grands eux-mêmes semblent avoir ouvert ces visages, croyant ainsi résoudre sur notre dos la question palestinienne et le conflit arabo-israélien.

— Pourquoi avoir réagi par les armes ? — Depuis près de dix ans, nous avons essayé d'éviter par toutes sortes de concessions, sachant bien que la violence est contraire à l'Evangile. Un moment est venu où la seule alternative nous a paru : se laisser massacrer ou résister. Les médias ont braqué les projecteurs sur Tel-El-Zatar. Pourquoi leur discrétion sur toutes les « Saint-Barthélemy » que les chrétiens ont subies depuis des mois : villages brûlés, populations massacrées (cinq cent quatre-vingt personnes à Damour), vieux moines égorgés, bébés dont les yeux ont été crevés devant leurs mères avant d'être tués avec elles, à Chekka ?

— J'admets : la guerre est une abomination. Mais pourquoi des signes chrétiens sur certains engins de mort ?

— A force de voir la croix phénicienne et leurs parents et amis égorgés ou crucifiés aux cris de « Allah Akbar ! », des chrétiens ont relevé le défi : « Mourir pour mourir, nous préférons mourir sous le signe de la croix. »

J'ai écouté — sans forcément acquiescer. Mais ce son de cloche m'a paru mériter audience à côté des autres. D'ailleurs ces chrétiens ne cessent, depuis des années, de faire des autoréflexions sévères sur leurs responsabilités et leurs défaillances au sein de l'Eglise et de l'Etat, comme en témoignent leurs vingt brochures de la collection « Question libanaise ».

Les grandes puissances, aussi, ont à s'interroger. Qui a rendu possible la turberie libanaise, sinon leur commerce de mort ? Et quelle est l'origine lointaine de ce conflit ? L'antisémitisme d'Occident a suscité le sionisme. Le sionisme a provoqué le drame palestinien. Et celui-ci, le drame libanais. On ne résout pas une injustice en en créant une autre.

Le Liban pourra-t-il redevenir cet exemple de coexistence des cultures et des cultes dont le monde a besoin ? « Nous ne voulons pas de partition : un ghetto chrétien et un ghetto musulman », m'a dit Francis Meroun. « Nous voulons rester le témoignage vivant des enseignements de Valéon II sur la liberté religieuse et les relations de fraternité entre les diverses confessions. »

Après la massacre de Damour, le curé de la ville écrivait : « Nous n'avons de rancune envers personne. Nous continuons à penser que les musulmans sont nos frères. Nous continuons à croire que la cause palestinienne est juste. (...) Il nous suffit d'avoir payé la facture de la haine pour que vivent ces 10 000 kilomètres carrés, terre de liberté, de foi et de fraternité : le Liban. » Le message de Damour sera-t-il entendu ?

(*) Frère, journaliste et écrivain.

Un appel de l'Association médicale franco-palestinienne

L'Association médicale franco-palestinienne lance l'appel suivant — signé des professeurs Paul Millies, président ; Michel Lartigue, secrétaire général ; Marcel Kallin, Eric Hagan et Francis Meroun, et des docteurs Abraham Bahar et Bernard Morin. — dont voici la conclusion :

« On sent, à propos de Tel-El-Zatar, monter partout la honte d'avoir laissé commettre ce crime « au nom du Christ ». — Rarement crime politique aura eu autant de complices, d'inspirateurs et d'exécutants directs ou indirects, à l'échelle des gouvernements. L'acharnement à détruire le peuple palestinien et tout ce qu'il représente par sa lutte et ses aspirations est devenu une épidémie même aux yeux les plus sceptiques et les plus présumés. »

Mais ce peuple n'abandonne pas la lutte. Un puissant mouvement de l'opinion publique mondiale peut encore rétablir les droits des massacrés. Le gouvernement français se souviendra-t-il, au-delà des simples déclarations d'intentions, des promesses qu'il a faites ? Fera-t-il l'effort massif de soutien sanitaire en vivres, en médicaments, en personnel, que la situation exige et que le droit commande ? Une conclusion s'impose. Puisque ce qui devrait être un devoir d'Etat n'est pas rempli,

ou si peu, jusqu'ici, c'est l'initiative individuelle ou collective des citoyens qui doit le prendre en charge.

« Que des milliers, des dizaines de milliers de voix s'élèvent pour exiger la survie du peuple palestinien. Que la solidarité matérielle afflue, que soient envoyés, médicaments, matériel sanitaire, expédiés en masse au Liban. Que les chirurgiens, les réanimateurs, les médecins, les infirmières de France se sentent concernés. Les besoins sont immenses. Manifester sa sympathie ne suffit pas ; le peuple palestinien attend notre soutien actif sur place. Que les personnes n'acceptent sans remords de ne rien faire alors qu'il en est encore temps. »

* 24, rue de la Réunion, 75002 Paris. C.O.P. 34221-83.

● ERRATUM. — Dans l'article de notre correspondant en Egypte paru dans le Monde du 31 août, c'est par erreur qu'étaient mentionnées « les protestations de l'ambassade de Sanaa au Caire » à propos de l'arrestation du consul à Yémen du Sud. C'est évidemment de l'ambassade d'Aden qu'il s'agissait.

Ouvert en AOUT tous les jours
LES ETABLISSEMENTS
MAURICE
26, rue St-Jacques PARIS (19^e)
CHAMPAGNES ET WHISKIES EN GROS
Livraisons immédiates A DOMICILE
SUIVRE APPEL TELEPHONIQUE
202-20-21

VOYAGE CULTUREL LA PERSE BIBLIQUE
du 27 sept. au 12 octobre 1976
avec le R.-P. DALMAIS
Professeur à l'Institut Catholique de Paris.
enseignements et inscriptions :
les grands itinéraires de l'Asie et Terre Sainte
R. P. l'Opéra, 75001 PARIS
Tél. 310 11-66 L'Etat 309 A

MÉDECINE
PRÉPARATION A L'ENTRÉE EN P.C.E.M.
DU 6 SEPT. AU 1^{er} OCT.
80 heures = 1.600 F
SOS-MATH SUP'ex
Cours d'enseignement supérieur privé
326-93-54 ou 326-30-75

L'EGYPTE MILLÉNAIRE
avec croisière sur le Nil
du 17 nov. au 4 décembre 1976
et
du 1^{er} déc. au 18 déc. 1976
VOYAGES CULTURELS
accompagnés de PARIS à PARIS
par des Conférenciers diplômés de l'Ecole du Louvre
Renseignements et inscriptions :
PEUPLES ET CIVILISATIONS
3, av. de l'Opéra, 75001 PARIS
Tél. 360-21-66 - L'Etat 309 A

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

50

LA LIBYE SEPT ANS APRÈS

Les déclarations du colonel Kadhafi

(Suite de la première page.)

— Ne prenez-vous pas au sérieux l'accord tripartite conclu à la mi-juillet entre l'Égypte, le Soudan et l'Arabie Saoudite ?
— Non, absolument pas. Cet accord, nous le savons, est dirigé contre la Libye, mais ses auteurs ne sont pas en mesure de nous suivre. L'accord n'est pour nous qu'une sorte de fuite en avant.
— N'êtes-vous pas non plus inquiet des activités du commandant Omar El Meheichi (1) au Caire ?
— C'est un personnage méprisable, détesté par tous les Libyens. Son rôle se limite à diffuser de vulgaires propos, mais de propagande à la radio du Caire, enquêtes aux annonces publicitaires présentant une marque de savon ou de parfum. Meheichi n'est qu'un agent au service d'une puissance étrangère.
— La puissance à laquelle vous faites allusion — l'Égypte — nourrit à votre égard de nombreux griefs. Elle vous accuse d'avoir fomenté des attentats meurtriers...
— Ce sont des Égyptiens, assassinés par leur gouvernement, qui ont recouru à la violence, parfois aveugle, malheureusement. Nous déplorons, par exemple, les victimes de la bombe qui a explosé récemment dans un train à Alexandrie. Cette violence est dans la tradition égyptienne ; elle avait cours avant la révolution nassérienne de 1952. Le président Sadate est bien placé pour le savoir puisqu'il se livra à l'époque à des assassinats politiques.
— D'autre part, Le Caire vous tient pour responsable de nombreux détournements d'avions...
— Aucune preuve n'a jamais été fournie à l'appui des accusations insensées dont nous sommes l'objet. La bande à Carlos, qui a monté l'attaque de Vienne contre les ministres de l'OPEP — attentat que Le Caire nous attribue ! — a tué un membre de notre délégation...
— Cependant, il a été rapporté à plusieurs reprises que Carlos a bénéficié par le suite de votre hospitalité. On l'aurait même vu à...
— C'est faux ! Carlos n'a jamais posé les pieds en Libye ! Il aurait été arrêté et jugé pour avoir tué l'un des nôtres à Vienne.

« Nous condamnons sans appel le terrorisme »

— Quelle est exactement votre attitude à l'égard du terrorisme ? Quels sont les critères qui vous permettent de distinguer le terrorisme de la lutte armée des mouvements de libération que vous soutenez ?
— Le terrorisme est tout acte dirigé contre des civils innocents, étrangers à la cause que l'on prétend défendre. Nous condamnons sans appel cette forme de violence, quelles que soient les motivations et les justifications de ses auteurs. En revanche, nous soutenons les Palestiniens qui luttent selon les mêmes méthodes que l'ennemi israélien utilise contre eux.
— S'il fallait s'en tenir à vos définitions, le détournement d'un avion israélien ayant à bord des citoyens israéliens ne serait pas un acte terroriste, mais une forme de lutte légitime...
— Après un moment de réflexion, le colonel Kadhafi répond : « Il s'agit d'un cas qui faudrait laisser à l'appréciation des Palestiniens eux-mêmes. Je persiste à penser, pour ma part, que le combat sur le sol palestinien est le plus rentable. »

— Monsieur le président, trois pays — l'Égypte, la Tunisie et le Soudan — vous ont

accusé d'entraîner dans des camps situés en Libye des centaines de leurs citoyens afin de les utiliser, par la suite, pour fomenter des mouvements séditions.

— Ces accusations sont absurdes. Où sont ces camps ? Nous sommes disposés à démontrer notre bonne foi en accueillant des commissions d'enquête composées de citoyens de pays concernés ou désignés par des pays neutres. Croyez-moi, les opposants comme ceux qui ont tenté de renverser le régime du général Némery au Soudan — n'ont pas besoin de la Libye pour entraîner au mouvement d'armes.

— N'avez-vous pas soutenu le leader de l'insurrection soudanaise, M. Sadek El Mahdi ?
— Nullement. M. Mahdi, qui entretient les meilleurs rapports avec l'Arabie Saoudite, a reçu d'importantes quantités d'armes de ce pays.

— Mais l'Arabie Saoudite est l'alliée du régime soudanais...
— Le colonel Kadhafi éclate de rire et répond : « Ce n'est pas contradictoire. Les dirigeants soudanais soutiennent le général Némery tout en préparant sa succession. »

— Regrettes-vous d'avoir aidé le général Némery, en juillet 1971, à reprendre le pouvoir que lui avait ravi une junte progressiste ?
— Non, mais je suis, depuis, dévoré par le remords de lui avoir livré — dans un état d'enthousiasme irréfléchi — deux leaders de la conjuration que nous avions appréhendés après avoir contraint leur avion à atterrir en Libye. Némery et ses acolytes, malgré mes appels à la clémence. Nos rapports n'ont cessé, depuis, de se dégrader.

La Syrie s'enlise dans le marécage libanais

— Monsieur le président, votre attitude dans la crise libanaise paraît paradoxale. D'une part vous soutenez, par tous les moyens, le camp palestino-progressiste et, d'autre part, vous entretenez de bons rapports avec la Syrie, tout en assumant un rôle de médiation. Comment pouvez-vous être juge et partie dans le conflit ?

— Nos objectifs et ceux qu'affiche la Syrie sont identiques : nous cherchons, eux et nous, à empêcher la partition du Liban et l'internationalisation de la crise. Nous estimons, cependant, que nos alliés syriens ont adopté la mauvaise méthode en envoyant leur armée se battre contre les Palestiniens et les progressistes libanais. Nous ne cessons de lui conseiller, avec insistance, de retirer son armée, de chroniquer ainsi le conflit qui seuls Libanais. Ces derniers seraient alors en mesure d'élaborer un règlement selon la formule traditionnelle qui leur est propre, dite de « ni vainqueurs ni vaincus ».

— Les Palestino-progressistes jugent le comportement de Damas autrement que vous. Ils sont persuadés que le président Assad cherche à les vaincre afin d'étendre l'hégémonie de la Syrie avant de conclure avec Israël une paix conforme aux vœux de Washington. Qu'en pensez-vous ?
— Soudain, soudain, le colonel Kadhafi répond après réflexion : « Tel n'est pas notre avis, mais rien n'est exclu dans le monde arabe. En tout cas, à quel servirait-il de dénoncer la politique de Damas ? Nous voulons être utiles, obtenir l'acquiescement de l'armée syrienne, sauver le camp palestino-progressiste, favoriser un compromis sous l'égide du président élu, M. Elias Sarkis. Nous n'avons donc d'autre choix que de poursuivre nos efforts de médiation. »

Propos recueillis par ERIC ROULEAU.

Le plus fort revenu par habitant de toute l'Afrique

Négligée par les hommes d'affaires occidentaux, oubliée dans les statistiques économiques internationales, la Libye, avec ses 2 millions d'habitants, paraissait vouée, il y a quelques années encore, au sous-développement. Aujourd'hui, le pays

est le plus fort revenu par habitant de toute l'Afrique : 3 500 dollars en 1975 (dernière statistique connue). Le double vraisemblablement aujourd'hui après la hausse des prix du pétrole. En 1974, elle a importé pour 2,7

Plus que l'Égypte et ses 40 millions d'habitants. Les profits gigantesques de construction de complexes industriels se multiplient. Le béton se répand dans Tripoli et les villes de la côte.

C'est miracle économique à une cause unique : le pétrole. Avec des réserves évaluées à 4 milliards de tonnes, d'un accès facile, proches des grands centres de consommation, le pétrole et le gaz naturel assurent plus de la moitié de la production nationale brute de la Libye. L'extraction d'hydrocarbures a été poussée au maximum à la fin des années 60, atteignant 165 millions de tonnes en 1970. Depuis, elle a sensiblement régressé, et ce, pour deux raisons : la volonté du gouvernement libyen de ne pas éprouver trop rapidement les gisements, et une politique restrictive de la part des grandes compagnies, qui ont quelque peu « boudé » le pétrole libyen ces deux dernières années.

La production est tombée en 1975 à 70 millions de tonnes/an, entraînant du même coup une baisse sensible des revenus pétroliers au moment où la Libye était engagée dans un vaste effort de développement industriel. Toutefois, depuis le début de l'année, la production augmente et tourne actuellement sur une base quotidienne de 2,2 millions de barils, soit 110 millions de tonnes/an, ce qui devrait apporter dans les caisses libyennes quelques 8 milliards de dollars en 1976.

Cet argent, la Libye en a un impératif besoin pour développer rapidement son économie. Avec en toile de fond un objectif : ne plus dépendre exclusivement des ventes d'hydrocarbures, qui représentent aujourd'hui 99 % de ses exportations.

Le nouveau plan quinquennal de développement, qui porte sur la période 1976-1980, prévoit des investissements d'un montant de 7 milliards de dollars libyens, soit quelque 25 milliards de dollars ou encore 120 milliards de francs. L'effort principal porte sur l'agriculture (4,1 milliards de dollars), l'objectif : lever 700 000 hectares. D'ores et déjà, on « travaille » sur la mise en valeur de 500 000 hectares.

Tous les dollars du monde ne sauraient, certes, fertiliser un désert aride. Mais le sous-sol libyen, outre le pétrole, recèle une autre richesse : l'eau. Elle se trouve en profondeur, entre 200 et 1 000 mètres. Les techniques modernes permettent aujourd'hui d'accéder à ces énormes nappes souterraines. Dès maintenant, dans l'oasis de Kufra, 10 000 hectares de luzerne, de blé et d'orge

émergent du désert. Sur la côte, dans les régions de Tripoli et de Benghazi, il est prévu l'implantation de vingt mille fermes. Second axe de développement : l'industrie (3,4 milliards de dollars prévus dans le plan). Depuis plusieurs années, la Libye a dans ses caillons, des projets de complexes sidérurgiques. Les réserves de minerais de fer du pays sont considérables : 5 % des ressources mondiales estimées. Disposant également de gaz

PLAN QUINQUENNAL 1976-1980 (en millions de dinars libyens)

	Dépenses totales	Dépenses 1976
Agriculture et réforme agraire.....	445,296	111,086
Développement agricole intégré.....	781,380	165,840
Alimentation et richesses maritimes.....	41,351	8,836
Industrie et ressources minières.....	1 839,133	145,195
Exploitation du pétrole et du gaz.....	648,156	18,800
Électricité.....	543,649	116,533
Éducation.....	470,430	111,990
Information et culture.....	91,240	21,800
Maintenance.....	41,729	7,341
Santé.....	171,405	35,330
Affaires sociales et sécurité sociale.....	43,157	9,527
Logement.....	794,236	150,980
Services de sécurité.....	35,690	10,000
Municipalités.....	532,650	106,850
Transport et communications.....	632,134	87,535
Transport maritime.....	373,560	70,850
Planification et recherche scientifique.....	36,745	7,635
Commerce.....	32,720	6,280
Réserves.....	325,338	22,512
Total.....	7 170,000	1 285,000

1 dinar libyen = 3,40 dollars.

naturel, la Libye souhaite donc se doter d'une sidérurgie, qui utiliserait le système de la réduction directe.

Une usine devrait être installée à Misrata, à 150 kilomètres à l'est de Tripoli. Sa capacité initiale serait de 600 000 tonnes/an et pourrait être portée à 5 millions en 1980. L'investissement total est évalué à 1 milliard de dollars. L'équipement électrique figure au second rang des priorités industrielles. Il est notam-

ment prévu l'installation de plus de vingt centrales classiques. Plus de 4 milliards de dollars seront consacrés à la construction de logements, près de 2 milliards à l'extension des universités de Tripoli et de Benghazi, et 1,3 milliard à la construction de routes. La réalisation de ce vaste programme se heurte cependant à de nombreux obstacles : absence d'une main-d'œuvre abondante et qualifiée ; faiblesse des infrastructures. Les ports sont toujours aussi embouteillés. Or le pays a un besoin vital des importations de biens d'équipement et de produits alimentaires. De 1969 à 1974, le total des importations libyennes a été multiplié par trois et demi. Elles sont passées de 241 millions de dinars à 817,5 millions (2,7 milliards de dollars).

Les clients privilégiés de la Libye ont été de tout temps l'Italie et la Grande-Bretagne. La première continue d'assurer 25 % des importations libyennes. La seconde a vu son rôle diminuer au fil des ans et elle ne représente plus aujourd'hui que 4,8 %. Cet effacement britannique s'est fait au profit de l'Allemagne fédérale, qui est actuellement le second fournisseur de la Libye (11,5 % des importations). Quant à la France, elle a fait une percée importante.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.
(Lire la suite page 7.)

La « troisième théorie » et la révolution culturelle

Le colonel Mouammar Kadhafi, né en 1942 sous une tente bédouine de la Grande-Syrie, a été fasciné par l'exemple du colonel Nasser qu'il a longuement étudié pendant ses études à l'académie militaire et les quatre années où il a fondé avec d'autres officiers le « commandement du Conseil de la révolution » qui a renversé sans coup férir la monarchie saoudite le 1^{er} septembre 1969.

Il convient de garder présent à l'esprit que ce jeune homme austère et ombrageux avait quatorze ans lors de la nationalisation du canal de Suez et l'expédition militaire tripartite subséquente, dix-huit ans au moment de l'éclatement de l'union égypto-syrienne et vingt et un ans à la promulgation de la charte nationale égyptienne. Le colonel Kadhafi et ses compagnons d'armes ont vécu pendant huit ans un culte exclusif au président égyptien : les grandes options idéologiques choisies entre 1961 et 1969 sont directement issues des réflexions du colonel Nasser à la même époque et, peu après le changement de régime à Tripoli ce dernier avait présenté dans le colonel Kadhafi son successeur politique dans le monde arabe. Déjà atteint par la maladie qui devait l'emporter (28 septembre 1970), le colonel Nasser déclarait en public à Benghazi en juin 1970 : « Je vais vous quitter demain... Je sens que la nation arabe se reconnaît en vous tous et je vous dis aujourd'hui : mon frère Mouammar Kadhafi est le dépositaire du nationalisme arabe, de la révolution arabe, de l'unité arabe. Chers frères, qu'Allah revoie sur vous pour la prospérité du monde arabe. » Après le coup d'État, les jeunes officiers ont révélé que le Coran avait été leur lecture favorite, qu'ils avaient puisé leur idéal politique et ses objectifs.

« Un socialisme islamique »

Kadhafi lui-même, en avril 1976, prononçant un discours à Misrata où il définissait ainsi sa tâche principale : « Créer un socialisme islamique, émanation d'une nation musulmane basée sur les préceptes du Coran, l'ethos du capitalisme exploitateur et du communisme totalitaire. » Les officiers conjurés se sont levés sur le Coran le pacte secret qui devait les amener au pouvoir : sa lecture confortait leur maturation idéologique et élayait leur aversion pour le marxisme. C'est pourquoi le C.C.R. prit dès le début ses distances à l'égard de toutes les tentatives du parti Baas, considéré par eux comme d'essence laïque et dans la mouvance du mouvement marxiste-léniniste mondial.

Il est donc intéressant de relever l'étonnant parallélisme qui existe entre le prosélytisme islamique de la révolution nassérienne et le militantisme mystique du colonel Kadhafi. Ce dernier, trois mois après sa prise du pouvoir, convoqua à Tripoli la « première conférence missionnaire islamique » et, dans son allocution inaugurale du 12 décembre 1970, déclarait notamment : « L'islam a une vocation universelle, il est la source de tout progrès et de toute science, il est plus progressiste que toutes les idéologies révolutionnaires ; il a défini les normes d'une société conçue au service de l'individu et de la communauté ; il a découvert avant tous les autres les principes du

droit de l'homme et du travailleur, la suppression des classes, etc. » Partant ainsi des principes du Coran, la révolution libyenne estime que l'islamisme pousse inéluctablement l'humanité à se transformer en communauté socialiste. En effet, le dogme musulman vise à la fois l'égalité entre les hommes et l'égalité des chances. Ainsi le socialisme suit un axe rigoureusement parallèle à celui de l'islam. Il serait l'instrument temporel du croyant, l'expression politique de l'enseignement divin, le seul moyen d'aboutir à l'unité arabe et de précipiter la disparition de l'impérialisme, des monopoles et du sionisme qui cherchent tous à détruire l'Oumma (la communauté des croyants une et indivisible).

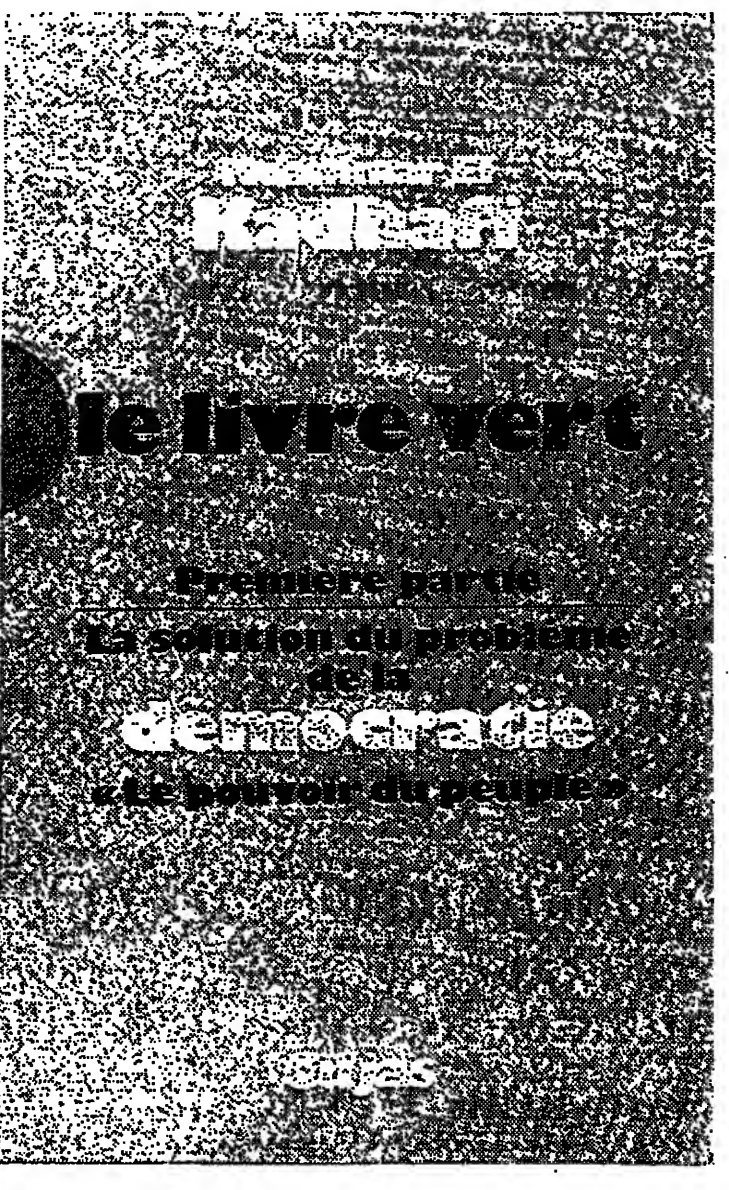
Les grandes idées relevées au hasard des déclarations du colonel Kadhafi attestent l'emprise constante fait aux doctrines officielles égyptiennes de 1962 à 1965. En définitive, la formulation de la « troisième théorie » et de la révolution culturelle est l'aboutissement d'une évolution idéologique constatée en Égypte et d'un nouvel état de choses politique en Libye même.

En 1962, pour reprendre en main le pouvoir après la sécession syrienne, le président Nasser, s'ap-

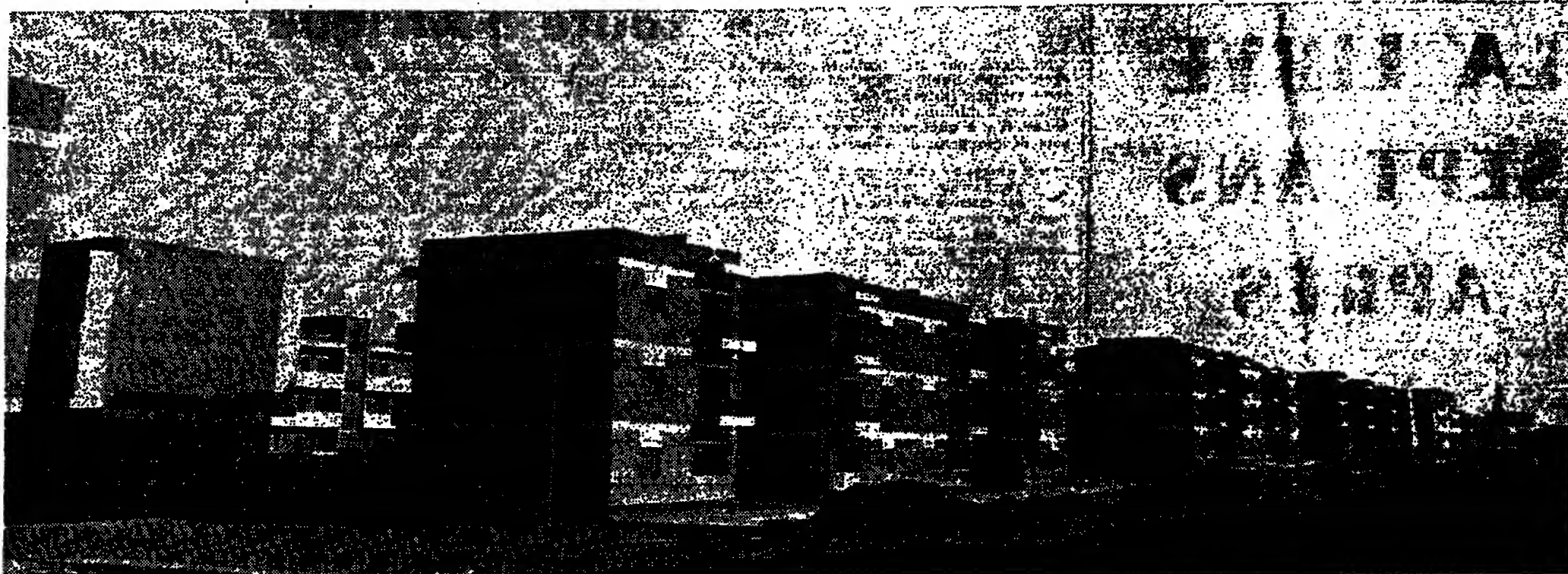
puant sur la gauche de M. Ali Sabry, promulguait la charte égyptienne, échantillon d'habiles dosages idéologiques qui n'ont pour effet que de diviser l'équipe nassérienne en fractions de gauche et de droite. Simultanément, le Baas mettait en place les structures de l'Union socialiste arabe, organisation de masse à l'intérieur de laquelle devait se « dissoudre les antagonismes de classe ». Rapidement, son caractère hybride éclata aux yeux, la pesanteur bureaucratique fit le reste, obligeant le président et ses fidèles (tous officiers de carrière) à gouverner l'Égypte d'« en haut ». Il est intéressant de constater que le colonel Kadhafi a créé le 11 juin 1971, une Union socialiste arabe de Libye, directement calquée sur son modèle égyptien, malgré un bilan aussi décevant.

Il s'agit de faire simultanément échouer « aux éléments réactionnaires manipules de l'étranger et à la droite conservatrice, séquelle de la réaction ». L'Union seule évite les dangers de la pluralité des partis et concrétise l'alliance des forces barbares de la nation. Les conditions d'admission dans l'U.S.A.L. sont très réglementées, pour éviter l'infiltration de groupes opportunistes.

NOËL JEANDET.
(Lire la suite page 7.)



(PUBLICITÉ)



L'EFFORT DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS POPULAIRES EN REPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

problème de logement en Libye avec toutes ses conséquences négatives sur les plans social et sanitaire. L'établissement a, depuis sa création, avancé d'un pas ferme et rapide sur la voie de l'exécution de sa tâche et de l'abolition des bidonvilles, des taudis et des campements mobiles.

Le plan d'action de l'établissement

Dès sa création, l'établissement s'est chargé de la réalisation du projet de « logements d'urgence » qu'il a commencé en 1970 et terminé à la fin de 1973. Les unités d'habitation ainsi réalisées comptaient 828 unités, dont le coût global se chiffrait à 2.214.000 dinars. De surcroît, l'établissement a achevé la construction de la plus grande partie du projet de « logements moyens », avec la réalisation de 4.779 unités d'habitation qui a coûté 35 millions de dinars. Il y a, ensuite, le projet de « logement public », considéré comme étant le plus important projet de logement dans le pays, aussi bien du point de vue du nombre des unités réalisées que de celui des investissements engagés. Les unités de ce projet se répartissent dans la plupart des villes et villages de la Libye et représentent, jusqu'à maintenant, 49.408 unités coûtant 441 millions de dinars. Le projet a été mis en chantier au milieu de 1971.

Trente-quatre mille cent cinquante trois unités ont déjà été livrées à l'établissement, qui les a distribuées aux citoyens dans les différentes localités du pays.

L'E.P.H. contribue également à la révolution industrielle, pétrolière et agricole en fournissant aux travailleurs de ces secteurs des conditions de logement adéquates. A ce titre, l'établissement a conclu des accords pour la construction d'unités d'habitation à Jazour, Ghourbane, Az-Zaoulyeh, Misrata, Zliten et Derna pour les travailleurs du secteur industriel. Le projet représente 1.808 unités de logement pour un coût global de 14.027.792 dinars. De même, il a contracté la construction d'autres projets à Al-Barika, Al-Harcheh, Az-Zaoulyeh pour les travailleurs du secteur pétrolier. Il s'agit là de 926 unités coûtant 8 millions 300.000 dinars.

L'établissement assure aussi la construction de plusieurs cités d'habitation liées aux grands projets agricoles du pays tels que le projet de « la colline verte », ceux de « Ouadi Tiam », « Ouadi Zamzam », Taouergha, Al-Jefra, Ouadi Jaraf. Ces projets couvrent 2.227 unités d'habitation coûtant 22 millions 950.178 dinars. Dans le secteur de l'électricité, il est question de construire 108 unités pour un coût global de 603.000 dinars.

Le projet de logement industriel

Le plan de l'E.P.H. comporte la création de deux usines de logements préfabriqués produisant chacune trois mille unités d'habitation à Tripoli et à Benghazi. L'usine de Benghazi a déjà commencé la production des unités d'habitation planifiées pour cette ville. Le coût global de cette usine avec les trois mille unités d'habitation prévues et l'infrastructure nécessaire a atteint 37 millions de dinars libyens. L'usine de Tripoli, quant à elle, est également entrée en production. Son coût global avec les trois

mille unités prévues et l'infrastructure est de l'ordre de 43 millions de dinars.

Le projet de logement de Sabha

Notre glorieuse révolution s'est assigné pour tâche d'assurer à chaque citoyen un logement décent et confortable, qu'il s'agisse des citadins, des campagnards ou des habitants du désert. Dans ce but, l'E.P.H. assume la réalisation de certains projets visant à répartir équitablement entre les différentes régions de la République les fruits de l'essor économique général. Ainsi, plus de cent cinquante projets de logement sont actuellement en cours d'exécution à travers les différentes régions du pays. La révolution n'a pas oublié les zones périphériques et lointaines que l'ancien régime avait pour règle de négliger. L'E.P.H. est en train d'y réaliser huit mille huit cent vingt-six unités d'habitation dont le coût s'élève à 115 millions de dinars libyens.

Les villes et villages intégrés

L'E.P.H. n'a jamais perdu de vue le problème résultant de la pression démographique accrue sur les grands centres urbains. C'est pourquoi il a pris la charge de créer des agglomérations urbaines intégrées afin de limiter cette inflation démographique des grandes villes et d'en absorber une partie. Ainsi, une grande agglomération intégrée comportant trois mille cent quatre-vingt unités d'habitation est en train d'être édifiée à Jazour, de même qu'une autre de mille deux cent quatre-vingt unités à Tajoura. Toutes les conditions d'une vie moderne et confortable, seront réunies dans ces agglomérations : crèches pour enfants, écoles de tous niveaux, commissariats de police, centres sanitaires et commerciaux, maisons de culture populaire, jardins publics et mosquées.

Les activités de l'E.P.H. se sont diversifiées pour couvrir de multiples domaines de l'habitation nationale, afin de mieux servir l'économie du pays. Il participe, par exemple, à plusieurs projets d'investissement immobilier où il intervient soit en tant qu'entrepreneur travaillant pour son propre compte, soit en tant que maître d'œuvre pour le compte d'autrui, comme ce fut le cas avec l'Etablissement de la Sécurité sociale ou la Banque industrielle et immobilière.

Notre établissement a signé, également, et dès sa création, un contrat pour la construction de quarante-neuf écoles dans les différentes régions du pays, dans le but de contribuer à réaliser un grand objectif de la révolution libyenne : créer un citoyen instruit et cultivé. Ces écoles regroupent neuf cent quarante-deux classes et coûtent 9.669.170 dinars libyens.

Cet exposé sommaire des activités de l'E.P.H. montre le rôle capital qu'il entend jouer, et joue déjà effectivement, dans la réalisation des objectifs du plan de développement dans le domaine du logement. Les unités d'habitation qui ont fait l'objet de contrats avec notre établissement se chiffrent à près de soixante-quinze mille, d'un coût global de 756 millions de dinars libyens.

Ces chiffres donneront, nous l'espérons, une idée claire de l'importance des réalisations de la glorieuse révolution du 1^{er} septembre.

LA République arabe libyenne assiste à une révolution généralisée dans le domaine de l'urbanisme. « Un logement décent et adéquat pour chaque citoyen », voilà le mot d'ordre de l'Etablissement public de l'habitat (E.P.H.).

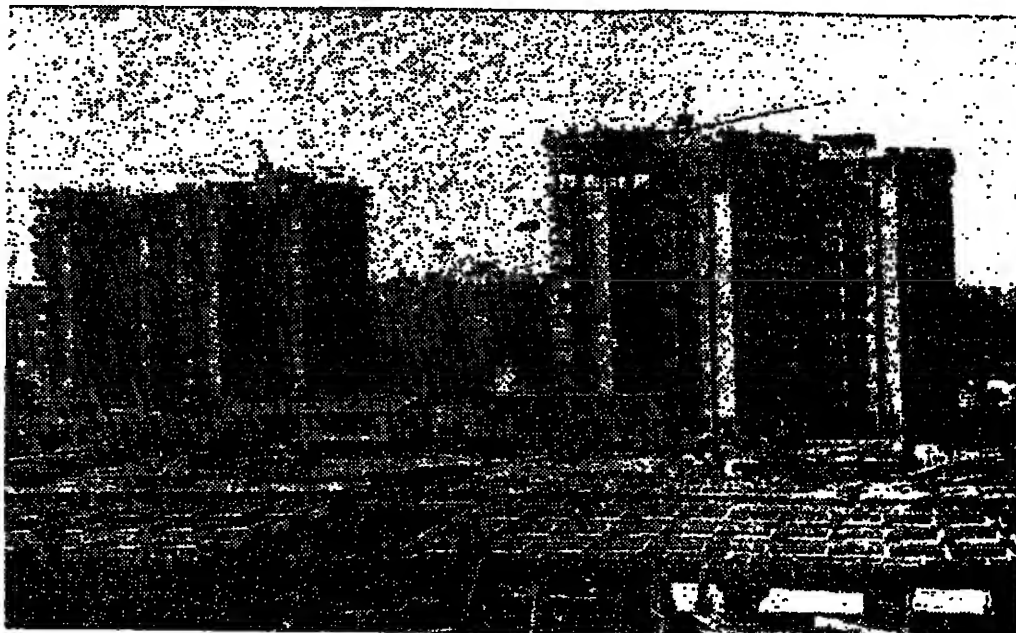
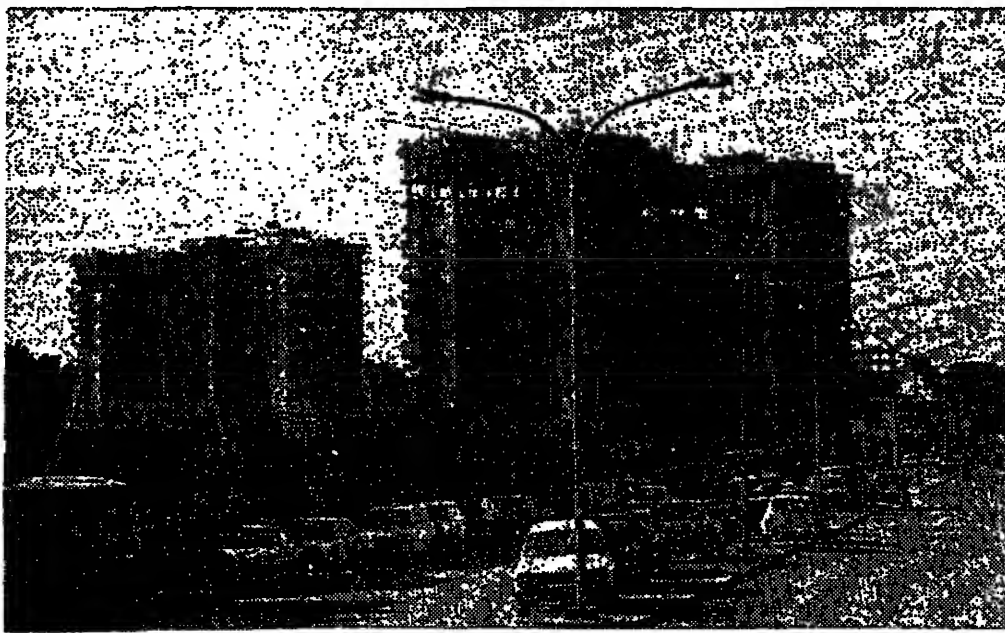
La glorieuse révolution du 1^{er} septembre s'est engagée sur la voie menant à la solution du grave problème de l'habitat qui engendrait le sous-développement social et sanitaire.

Avant la révolution du 1^{er} septembre, le problème de l'habitat était l'un des aspects marquants les plus négatifs de l'ancien régime. Il était un élément déterminant dans la baisse constatée des niveaux sanitaire, culturel et social, et ce du fait des mauvaises conditions de vie et de logement des citoyens.

Avec le déclenchement de la glorieuse révolution du 1^{er} septembre, dont le but était justement d'éliminer le sous-développement social et sanitaire des citoyens pour leur assurer un niveau de vie digne et prospère, il a été décidé de brûler les taudis et de les remplacer par des maisons confortables pour chaque citoyen.

L'Etablissement public de l'habitat

Afin de réaliser l'objectif de la révolution en matière de logement social, la loi 151 de l'année 1970 a été décrétée stipulant la création de l'Etablissement public de l'habitat, qui a pour tâche de déployer toute son énergie pour résoudre le



150

Libye 1976

Une exigeante logique unitaire arabe

La Libye entend s'identifier avec l'arabisme. Toute politique libyenne, à cet égard, est donc une politique arabe et constitue une fonction très importante de la diplomatie libyenne et sans doute un de ses aspects les plus controversés.

Rien n'est plus naturel. Le territoire libyen s'étend, comme une marche, entre le Maghreb et le Machrek; il participe de l'un et de l'autre. Et ce qui y prédomine, c'est la sienne illimité, plutôt que la cité ou le champ, le futur président Mouammar El Kadhafi et nombre de ses compagnons ont eu conscience d'un horizon plutôt que d'un terroir : adolescents, ils ont été enlevés par l'épée de Gamal Abdel Nasser et par les prestigieuses conjonctions de la libération et de l'union arabe. Ne doit-on pas s'attendre que leur véritable attachement, leur allégeance profonde, aille à la nation arabe, sans considération des frontières ni distinction de pays et d'Etat?

L'islam corrobore ce sentiment unitaire. En tant que croyant sincère et zélé, le président Kadhafi situe son personnage dans la communauté musulmane, dont le centre est la nation arabe, dépositaire du message divin et détenteur de la langue du Coran et de la liturgie, actuellement en lutte contre Israël pour son intégrité. Religion et nationalisme, qui aux yeux du colonel Kadhafi sont les seuls facteurs de l'histoire, conjugués donc leur exigence unitaire. Et la souveraineté musulmane classique ne pouvant être qu'une, les gouvernements actuels des pays musulmans sont en quelque sorte des autorités de fait, dont la légitimité provisoire s'efface dès que l'unité paraît possible. A plus forte raison, étant donné le caractère et les responsabilités de l'arabisme, tout mouvement unitaire arabe se justifie de lui-même, chacun lui doit dévouement et sacrifices, et nul gouvernement arabe ne peut valablement s'y opposer.

Selon cette logique unitaire, la politique arabe de la Libye revêt, malgré certaines apparences, une cohérence remarquable. Comment s'étonner que le président Kadhafi s'indigne des résistances que rencontrent ses efforts unitaires? Elles lui paraissent dictées par des attachements passés et par le souci d'intérêts particuliers et passagers, tandis qu'il envisage le bien commun et l'avenir. C'est un dialogue de sourds qui se déroule alors, comme durant l'été 1972 lorsqu'en Egypte ses arguments échouèrent aussi bien auprès des représentants de l'opinion que du président Anouar El Sedate et des dirigeants.

On ne saurait non plus être surpris, bien que pareille procédure soit insolite, lorsque le président Kadhafi présente à divers Etats arabes des offres presque simultanées d'unification : une jonction à deux ne serait qu'une étape, c'est la réunion globale qui constitue le but et peut donc être poursuivie par des démarches différentes. La fusion en cours avec l'Egypte, provisoirement reportée durant l'été 1976, ne constituait pas, dans cette perspective, un obstacle à la présentation, l'été suivant, d'analogues propositions à la Tunisie.

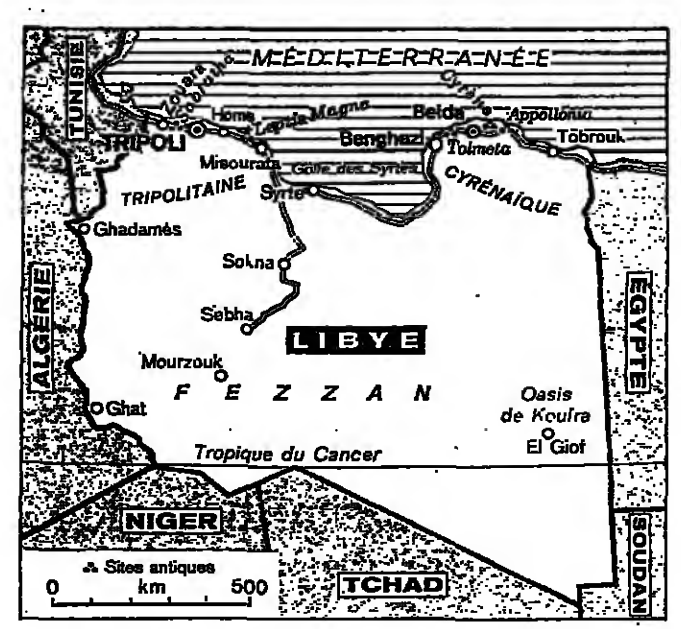
Faudrait-il enfin faire grief au président Kadhafi des réserves, parfois très vives d'ailleurs, qu'il articule à l'encontre des procédures et des institutions créées en vue de réaliser ou de maintenir entre Etats arabes une unification plus ou moins poussée? Conférences gouvernementales, comités interministériels, commissions paritaires mixtes, etc., se contentent de compromis boiteux ou obscurs ou, s'ils cherchent à les éliminer, butent sur des détails concrets; en tout cas, ils usent rapidement les élan et volonté unitaires. La faible efficacité de l'Union des Républiques arabes à ce point déstabilisée de sa mission qu'en octobre 1975 le chef de l'Etat libyen ne fut pas même informé par ses associés égyptien et syrien de leur décision d'entrer en guerre, ne peut que justifier le scepticisme désormais ressenti par ceux-là mêmes qui, tel le président Kadhafi, avaient le plus vivement préconisé sa création, tout en déplorant qu'elle n'allât pas au-delà du simple lien fédéral.

L'idée d'un recours direct au peuple doit dès lors paraître séduisante. C'est dans ce sens que s'oriente, en effet, le président libyen, durant l'été 1976; il espère qu'un contact massif entre les deux peuples mettra un terme aux hésitations égyptiennes. Mais la Libye ne dispose pas de moyens suffisants de mobilisation et d'acheminement, et la manifestation projetée se réduit à un geste symbolique.

Reste à susciter l'enthousiasme populaire en modifiant le processus d'unification : au lieu de préparer lentement union ou fusion par voie administrative, la proclamer d'emblée au sommet, et provoquer ainsi un élan tel qu'il soulèvera aussi les fonctionnaires chargés des modalités concrètes de l'opération. C'est ce que le président Kadhafi propose au début de 1974 au président Bourguiba, qui acquiesce d'abord, puis se reprend.

En l'occurrence, le chef de l'Etat libyen ne fait d'ailleurs que transposer, dans le cadre de la diplomatie, des procédés antérieurement mis en jeu à l'intérieur du pays en vue de la « révolution culturelle » : il tente d'appliquer à la bureaucratie un impact populaire qui la soulève enfin et lui donne une chance de rénovation.

Mais pareille attitude va bien au-delà d'une simple tactique : le président Kadhafi met très haut les valeurs de caractère, il s'efforce de les exalter et de pousser au plus haut degré les possibilités de réalisation humaine de chacun. A plusieurs reprises, d'ailleurs, il insiste sur sa volonté de créer en Libye « un homme arabe nouveau », dégagé des habitudes serviles mais exalté par le pousseur du bien commun et s'y dévouant tout entier. On le voit même prêcher cette éthique à des hommes d'Etat voisins : au printemps 1973 il rappelle ainsi au président Anouar El Sedate qu'il avait déclaré vouloir instaurer dans l'Etat les « vertus du village ». Démarche qui paraît insolite, mais qu'inspire un sentiment communautaire et unitaire indifférent à ces faits temporaires que représentent les frontières et les spécificités étatiques à l'intérieur de la nation arabe.



La Libye tiendra donc pour son ennemi, non seulement tout adversaire extérieur de la nation arabe ou d'un peuple arabe, mais encore tout fauteur intérieur de division, voire même, à la limite, tout responsable d'injustice sociale ou d'immoralité politique dans un pays arabe. D'où un vif empressément à l'intervention, un souci permanent d'appui aux mouvements de libération : ainsi est reprise, et même avec une ampleur accrue, la tradition de Gamal Abdel Nasser. Non seulement en Afrique, mais plus loin encore, les efforts d'émancipation sociale, les soulèvements des peuples et des opprimés, suscitent les sympathies de la Libye et, si c'est possible, une aide au moins symbolique. Mais il va de soi que c'est surtout aux peuples arabes que s'applique cette sollicitude, non parfois sans difficultés.

Les relations interarabes de la Libye revêtent donc des aspects divers. On ne saurait les réduire, à l'instar de certains écrits occidentaux, aux malentendus parfois bruyants ou aux chocs suscités par les fusions manquées, ni aux contentieux nés de problèmes de coopération ou de voisinage : conditions d'emploi en Libye de très nombreux enseignants et spécialistes égyptiens et tunisiens ; délimitation du plateau continental prolongé, sous la Méditerranée, les côtes libyennes et tunisiennes et reculant peut-être des gisements de pétrole ; terrains de parcours, déplacements et finalement allégeance des tribus nomades dans les confins égypto-libyens.

On risquerait encore de n'avoir qu'une vue caricaturale des choses si l'on s'en tenait aux polémiques de presse et de radio, aux diatribes, aux révétements dialogues des hommes politiques. Ces griefs verbaux ne font pas nécessairement obstacle au maintien ou au rétablissement des relations ; certaines ruptures éclatantes, comme celle qui intervint entre le Maroc et la Libye après l'affaire de Skhirat, font place, à plus ou moins bref délai, à des réconciliations, d'ailleurs généralement discrètes et donc peu remarquées au-delors. Sans qu'un choc occasionnel puisse être complètement exclu, ces circonstances apparemment explosives doivent être considérées avec sang-froid.

PIERRE RONDOT.

La remise en ordre de l'industrie pétrolière

L'UNE des principales conséquences du renversement, il y a sept ans, de la monarchie libyenne a été un bouleversement de fond en comble de la politique pétrolière du pays. Jusqu'en 1^{er} septembre 1969, la Libye était considérée par certains comme un « paradis » pétrolier, avec un régime fiscal des plus généreux, une administration bien plus portée vers les affaires que soucieuse de l'intérêt public, des concessions distribuées à tour de bras à des sociétés

production. Pour y parvenir, la Libye a appliqué une tactique aussi simple qu'efficace : discuter séparément avec les compagnies en commençant toujours par le maillon le plus faible. La première bataille livrée et gagnée a été celle des prix. Avec une densité de 30-30,9° API et une teneur en soufre de 0,21 %, le pétrole libyen était alors affiché à 2,21 dollars seulement le baril, niveau qui ne reflétait ni l'avantage de transport ni le différentiel de qualité du pétrole libyen.

PRODUCTION PETROLIERE (en 1000 barils-jour)

Opérateur	Part du gouvernement (%)	Janvier-juillet 1976
Oasis (a)	59,2	635,6
N.O.C.	100,0	350,0
Occidental	51,0	289,5
Esso Libya	51,0	187,3
Agip	51,0	151,4
Mobil	51,0	82,1
Esso Sirte (c)	63,5	66,7
Aquitaine-Elf	85,0	11,6
Aquitaine (d)	6,0	7,1
Total		1 578,1

(a) Continental, 16,3 %; Marathon, 16,3 %; Amerada Hess, 8,2 %.
(b) Mobil, 31,85 %; Geisberg, 17,15 %.
(c) Esso, 24,5 %; Grace Petroleum, 12 %.
(d) Aquitaine, 28 %; Hispanol, 42 %; Murphy, 18 %; Elf, 14 %.

parfois fictives et des transactions pétrolières et autres plus que douteuses.

Il n'en fallait pas plus pour que la Libye d'or fût regardée comme un pilier de la sécurité de ravitaillement de l'Occident en pétrole. L'accroissement phénoménal de la production pétrolière défit d'ailleurs tous les records, au mépris des règles les plus élémentaires de la conservation des gisements.

L'exemple le plus connu est celui d'Occidental, qui était une petite société au bord de la faillite avant d'être achetée par un médecin tenu par le « business » de l'exportation de trois ans seulement, cette société a pu porter sa production libyenne à 40 millions de tonnes par an, et devenir la principale société productrice en Libye et l'un des « grands » de l'industrie mondiale.

Les choses ont bien changé depuis. La remise en ordre de l'industrie pétrolière libyenne a été opérée en trois grandes étapes : l'ajustement des prix et le freinage de la production, la prise de contrôle total ou majoritaire des compagnies opératrices et l'unification du pétrole et de ses revenus comme moyen de développement de l'économie nationale.

Le premier objectif pétrolier de la Libye républicaine a été d'augmenter ses recettes d'exportation tout en réduisant la

A la même époque, le pétrole irakien était affiché au même prix dans les ports de la Méditerranée orientale pour une densité inférieure de 3 degrés et un taux de soufre de 1,90 %. Après un an de négociations, en septembre 1970, les compagnies occupèrent un premier relèvement des prix à 2,53 dollars le baril (une majoration de 17,9 %) à compter du 1^{er} septembre 1970. C'était l'un des premiers pas vers le relèvement général des prix mondiaux du pétrole après la guerre d'octobre 1973 et les ajustements qui ont suivi, et qui ont porté le prix du brut libyen de 40° API, à partir du 1^{er} juillet 1976, à 16,35 dollars le baril pour le prix affiché et à 12,62 dollars pour le prix de vente appliqué par le gouvernement.

Bien que la Libye continue de figurer parmi les « durs » de l'OPEP, sur le chapitre des prix, il est à remarquer qu'elle a procédé à des ajustements modérés de ses propres prix, suite à la dernière conférence tenue par l'OPEP à Bali en mai 1976. Cette modération tient à la volonté manifestée par le gouvernement libyen, depuis fin 1975, d'augmenter la production et les exportations pétrolières.

Après la montée en flèche qu'elle a connue sous l'ancien régime (de 910 000 tonnes en 1961 à un pic de 1 659 millions de tonnes en 1970), la production n'a cessé de décliner pour atteindre 71 millions de tonnes en 1975. Cette chute a résulté des limitations de la production imposées aux compagnies dans le cadre de la loi libyenne sur la conservation et l'exploitation plus rationnelle des gisements.

Le plus fort revenu par habitant

(Suite de la page 5.)

Ses ventes, qui n'étaient que de 885,8 millions de francs en 1973, sont passées à 1,4 milliard en 1974 et à 1,73 milliard en 1975, ce qui lui donne la troisième place sur le marché libyen avec 10,3 %. A ces chiffres, il faut ajouter les achats de matériel militaire, qui ont représenté en 1975 quelque 600 millions de francs supplémentaires. Pour les six premiers mois de 1976, nos exportations se maintiennent sensiblement au niveau de l'année précédente : 883 millions de francs.

La progression des exportations françaises ne doit pas masquer les difficultés. L'histoire des relations commerciales franco-libyennes est un peu celle des « occasions perdues ». En dépit de plusieurs voyages ministériels, une certaine incompréhension subsiste entre Tripoli et Paris. Le gouvernement libyen s'inquiète de la diminution de ses exportations vers la France, qui entraîne un déséquilibre commercial important, puisqu'en 1975 la France n'a acheté que pour 857 millions de francs de pétrole (2,2 millions de tonnes contre 17 millions de tonnes en 1970). « Achetez-nous du pétrole », demandent les Libyens, « afin de rééquilibrer le balance commerciale entre nos deux pays ». Et sous-entendent : « si la France fait un geste, nous augmenterons nos achats de biens d'équipement ».

Cette question a été au centre des entretiens entre MM. Chirac et Jelloul, lors du voyage du premier ministre français en Libye en mai dernier. Le gouvernement de Tripoli a même proposé de signer un accord-cadre par lequel la France s'engagerait à importer 20 millions de tonnes de pétrole brut pendant vingt ans. Paris n'a pas donné suite. M. Chirac a fait valoir à ses interlocuteurs que les compagnies françaises étaient

libres de mener leur politique d'approvisionnement. Comment les compagnies expliquent-elles cette baisse des achats de brut libyen ? « Par des problèmes liés à la qualité du pétrole et à son prix », affirme-t-on. Mais est-ce là la seule raison ?

Les compagnies françaises n'ont-elles pas — s'allignant sur les « majors » — jugé utile de donner, ces deux dernières années, une petite leçon à la Libye, dont les dirigeants ont toujours adopté une position « dure » à leur égard. Tripoli s'est fait le champion des hausses de prix au sein de l'OPEP et a signé, il y a plusieurs années, d'importants accords avec des compagnies indépendantes américaines, ainsi qu'avec le groupe italien pétrolier d'Etat, l'ENI, tous concurrents des « majors ».

Face à l'étonnement des autorités libyennes devant l'« impuissance » du gouvernement français à peser sur la politique d'approvisionnement des deux compagnies nationales (Elf Aquitaine et la Compagnie française des pétroles), M. Jacques Chirac avait pris en mars un engagement : celui de demander aux deux compagnies d'accroître leurs achats. On avait même fixé un chiffre : 6 millions de tonnes. Ce niveau ne sera pas atteint puisque, en 1976, la France n'importera qu'environ 3 millions de tonnes de brut libyen. Toutefois, on espère que l'avenir des importations reprendront une courbe ascendante. On compte sur les très importants gisements, découverts par l'ERAP à la frontière libyo-tunisienne. Plusieurs dizaines de millions de tonnes par an devraient être extraites dans quelques années, sur lesquelles la part de l'ERAP est de 11 %.

Cette question fondamentale du déséquilibre du commerce entre la France et la Libye passe incontestablement sur le développement de nos ventes dans ce pays. D'autant que

l'Italie et l'Allemagne fédérale, nos deux principaux concurrents, n'ont pas hésité, elles, à reprendre leurs achats de brut ces derniers mois sur une plus grande échelle. Ces deux pays ont emporté plusieurs marchés que la France espérait se voir attribuer.

Ainsi, les études pour le complexe sidérurgique de Misrata ont été confiées à un groupe indien qui a des liens très étroits avec des industriels allemands. L'Italie a enlevé à la France un important marché de livraison de pommes. Quant au SECAM, dont on parle depuis des années, rien n'est décidé. Lors de sa visite, M. Jacques Chirac espérait obtenir un engagement précis sur ce point. Il n'a pas eu gain de cause. A la présence italienne et allemande. Il faut ajouter le « forcing » des Japonais qui ont obtenu des contrats dans les télécommunications et l'équipement électrique.

Pour relancer une coopération économique, qui paraissent, en 1973, bien partie, il faudrait enfin que les industriels français s'intéressent un peu plus au marché libyen. Force est de constater que nombre d'entre eux le regardent toujours avec méfiance. Il est vrai que les conditions de vie dans l'austère pays du colonel Kadhafi ne facilitent pas la recrutement du personnel français d'assistance technique.

La grande force des entreprises allemandes, japonaises, voire italiennes, réside dans la permanence de leur implantation dans ce pays. Elles ne se contentent pas de vendre un produit, de construire une usine. Elles « suivent l'opération ». C'est une mentalité que certains industriels français ont acquise. Ils sont encore trop peu nombreux.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

La « troisième théorie »

(Suite de la page 5.)

La base est volontariste, les adhérents ont des devoirs très précis : l'organisation générale comprend des unités de base articulées en secteurs, des assemblées et des comités jusqu'à l'échelon du gouvernement, un Congrès national.

Comme en Egypte, les « forces vives de la nation » sont limitées aux « nouvelles générations intellectuelles et capitalistes nationales », et les instances de l'Union devront comprendre 50 % de paysans (c'est-à-dire propriétaires de 30 ha de terres arables). Le président du C.C.R. est de droit président de l'Union et du Congrès. Le C.C.R. lui-même est désigné comme l'« autorité dirigeante suprême de l'Union socialiste ». Il nomme un secrétaire général chargé, sous son contrôle, de toutes les affaires intéressant l'Union.

Cette expérience de socialisme imposée par le sommet de la hiérarchie a déjà au bout de deux années et le colonel Kadhafi a trouvé un second souffle en lançant la « troisième théorie » et la révolution culturelle. Ce nouveau « bond en avant » allait s'avérer le plus difficile à effectuer car, pour l'observateur étranger, la révolution libyenne avait été en grande partie réalisée un an après le départ du roi Idriss.

Le président du C.C.R. ne pouvait donc que « fuir en avant » en lançant le 15 avril 1976 à Zouara les bases d'une « révolution populaire » appelée à constituer la « troisième théorie ».

La plus grande perplexité s'empara des observateurs devant ce transfert « torrentiel » du pouvoir aux masses, la création de comités populaires chargés d'extirper la bureaucratie, de supprimer du jour au lendemain les mentalités réactionnaires et de s'emparer des ministères et des bâtiments publics. Pour mener à bien cette nouvelle lutte, « les masses doivent détenir la réalité du pouvoir, prendre les armes et tenir ouvert le livre d'Allah ».

Cette irruption du peuple dans les affaires du pouvoir devait être le signe d'une « transformation révolutionnaire » de la mentalité et des habitudes hors de laquelle il n'y a qu'enlèvement dans les ornières du passé et de la routine.

Imparfaitement formulée, la « troisième théorie » est un agrégat de principes politiques, économiques et sociaux largement empruntés à la charte nassérienne. Elle est fondée sur les préceptes de l'islam et le socialisme, récusant tout à la fois le capitalisme accapareur et le communisme qui prend sa source dans la matérialisme athée.

Il s'agit, selon le colonel Kadhafi, d'une « voie médiane », qui pousse à mettre un frein à l'égoïsme excessif de l'individu et à limiter la tendance à la toute-puissance de la société. A l'estérieur, cette « troisième voie » est celle du non-alignement et de la coexistence pacifique. M. Haas-nen Haykal, longtemps rédacteur en chef d'Al-Ahram, et confident à la fois du président Nasser et du colonel Kadhafi, estime, pour sa part, que la « troisième théorie » doit beaucoup à Rads égyptien, mais, s'il a avoué à un confrère, « elle me fait penser à une boutade d'Abdel Nasser : « N'aspirez pas l'électricité, on s'en fait avant vous ; il vous en a demandé de savoir l'utiliser et non de la redécouvrir ! »

En conclusion, la « troisième théorie » et la révolution culturelle sont utilisées par le C.C.R. pour créer un « nouvel homme » libyen grâce aux immenses revenus pétroliers du pays et au pouvoir charismatique du colonel Kadhafi sur son peuple. Elles ont peu de chances de trouver des adeptes dans un monde arabe déchiré par la crise libanaise et très marqué par la récente alliance tripartite Ryad-Le Caire-Khartoum, qui constitue la revanche de la monarchie wahabite sur une décennie de nassérisme au Proche-Orient.

Parallèlement aux efforts faits pour augmenter au maximum les recettes d'exportation, la Libye républicaine a procédé à la prise de contrôle de la majeure partie de ses gisements pétroliers, et ce, par la nationalisation totale de certaines sociétés (British Petroleum, Nelson Bunker Hunt, Phillips, Shell et Amoseal), soit par la prise de contrôle ou la nationalisation de 51 % ou plus des intérêts de certaines autres (Oasis, Occidental, Esso et Mobil). Les parts dévolues à l'Etat ont été confiées à la National Oil Corporation (NOC), créée le 5 mars 1970 pour remplacer l'ancienne LIPETCO mise sur pied en 1968 sous l'ancien régime, et qui s'était contentée d'un rôle de simple figurant. A présent, le gouvernement contrôle près des deux tiers de la production pétrolière.

NICOLAS SARKIS, directeur du Centre arabe d'études pétrolières, Paris.

NOËL JEANDET.

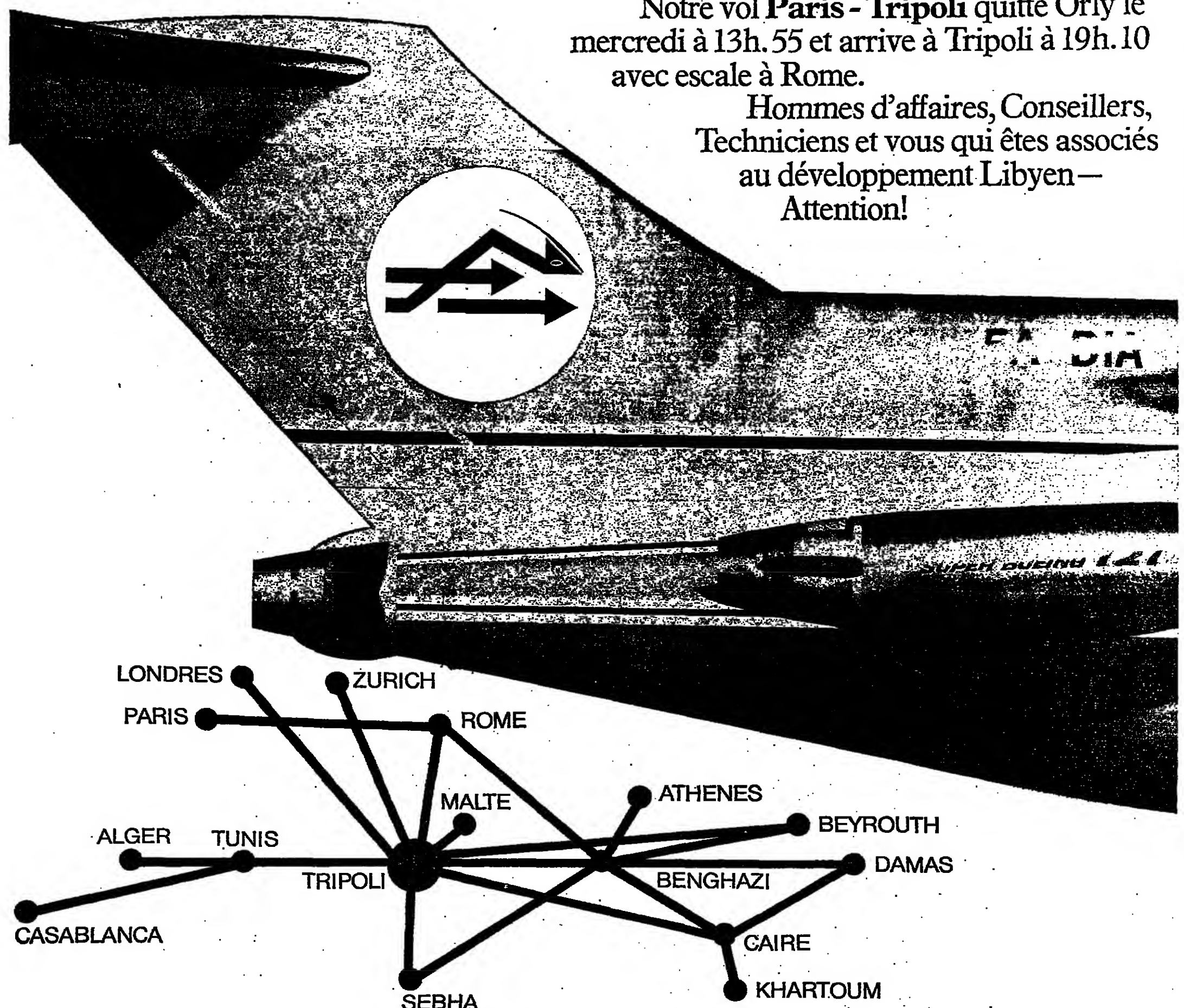
Nous sommes en plein essor

En juin, nous avons augmenté le nombre de vols et étendu le réseau de la Libyan Arab Airlines.

Nos SUPER BOEING 727 décollent de **Zürich** les lundis et mercredis et de **Londres** les vendredis, samedis, lundis et mercredis.

Notre vol **Paris - Tripoli** quitte Orly le mercredi à 13h.55 et arrive à Tripoli à 19h.10 avec escale à Rome.

Hommes d'affaires, Conseillers, Techniciens et vous qui êtes associés au développement Libyen —
Attention!



Voici notre réseau international. Parmi les innovations signalons les vols plus fréquents en provenance d'Athènes ainsi qu'un nombre accru de vols sur le territoire libyen proprement dit.

On trouvera à Tripoli des correspondances vers d'autres destinations d'Afrique et du Moyen-Orient.

انخطوط اجوية العربية الليبية
LIBYAN ARAB AIRLINES

مركز الدخول

POLITIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Les nœuds gordiens

(Suite de la première page.)

Premier outil habituel de l'Etat, en période anti-inflationniste : les économies budgétaires. On a remarqué que M. Raymond Barre avait refusé, samedi, à deux reprises, d'entendre le chiffre de 333 milliards de dépenses publiques pour 1977, décidé en mai par le conseil des ministres. S'agit-il pour l'augmenter ? Sûrement pas : cela démentirait son souci de modération de la demande.

A-t-il alors l'intention de l'abaisser ? Probablement. La réponse sera connue dans dix jours ; mais les syndicats de la fonction publique ont d'ores et déjà fait connaître que toute compression des crédits de l'Etat qui aurait pour effet de réduire sans objet les négociations salariales dans ce secteur serait, pour eux, d'autant plus inacceptable qu'elle compromettrait le « dynamisme de l'économie française », cher au premier ministre, et qui repose depuis le printemps essentiellement sur la vigueur de la consommation.

Au demeurant, l'échec du budget préparé par M. Fournade et qu'il avait approuvé M. Barre en conseil à l'été 1975 le 5 mai s'avère particulièrement difficile. Le progrès nominal de 13,7 % retenu pour ce budget impliquait déjà une fois détachée l'incidence des mesures prises cette année et après déduction des crédits supplémentaires traduisant la priorité accordée au budget militaire sur presque tous les autres. Ne disait-on pas même que, pour rester à l'intérieur de l'épure, certaines administrations avaient été tacitement autorisées par la Rue de Rivoli à ne pas inscrire toutes leurs dépenses dans le projet annuel, une « rallonge » leur étant d'ores et déjà promise pour le premier semestre 1977, une fois revenus dans le bénéfice politique d'un budget équilibré ?

S'il s'agit cette fois d'aller plus loin — en opérant, semble-t-il, un abaissement forfaitaire sur toutes les dépenses prévues — quel, — c'est non seulement le climat espéré de coopération nationale dans la lutte contre l'inflation qui risque d'être menacé par des coupes budgétaires, mais encore le niveau de la demande intérieure — dont dépend la croissance — qui peut se trouver compromis.

Un raisonnement voisin vaut pour le second mode d'action conjonctionnelle : le recours à l'impôt. M. Barre voit dans la fiscalité la « manifestation même de la solidarité nationale ». C'est d'ailleurs pourquoi il s'apprête à ratifier la proposition de M. Poncelet, secrétaire d'Etat aux finances, de couvrir par un dégrèvement supplémentaire d'impôt sur les gros et moyens revenus quelques 5 milliards d'aide aux paysans victimes de la sécheresse. Faire davantage pour équilibrer complètement le budget et comprimer la demande en vue de modérer l'inflation, est-ce possible politiquement ? Déjà les cadres de la C.G.C. ont fait savoir aux agriculteurs qu'ils s'opposeraient à tout prélèvement additionnel les frappant de préférence aux fraudeurs plus fortunés qu'eux. A fortiori prendraient-ils le feu et la flamme si le gouvernement leur demandait — ou aux plus aisés d'entre eux — un second « impôt de solidarité ».

Tout comme ils partiraient en guerre contre un déplacement des cotisations de la Sécurité sociale visant à équilibrer les comptes de cette institution (qu'on évoque en déficit de quelques milliards cette année, et de plusieurs autres l'an prochain). Qu'à cela ne tienne, finissons l'affaire.

LE PALAIS-BOURBON MAISON DE VERRE... ANTIBALLES

Pour empêcher l'intrusion d'éventuels manifestants, le grand portail de la cour d'honneur du Palais-Bourbon va être doublé d'un système de fermeture en verre antiballes. L'accès de la cour pourra être ainsi interdit en quelques secondes, sur ordre du bureau de l'Assemblée nationale.

Cette mesure de protection a été prise à la suite d'une manifestation des ouvriers du livre, qui avaient pénétré dans l'enceinte du palais pour attirer l'attention des parlementaires sur le conflit du « Parisien Libéré », le 19 novembre, jour où était examiné le budget de l'information. Tandis que les députés de gauche prenaient contact avec les manifestants, plusieurs membres de la majorité et M. Fournade protestaient contre cette intrusion, accompagnée de mouvements divers dans les tribunes du public.

L'humanité a du 31 août commenté l'initiative en ces termes : « Rien n'empêchera les délégations populaires de se rendre toujours plus nombreuses quand il le faudra au Fort-Bourbon de la société giscardienne apeurée... »

autrement ! Réponse simple, qui consiste à alourdir la T.V.A. pour ne pas pénaliser les cadres ou pour soulager les industries de main-d'œuvre. Mais relever la T.V.A. c'est majorer les prix : le contraire même de l'objectif recherché.

Le maintien du troisième outil conjonctionnel pose moins de problèmes : le resserrement du crédit peut être décidé du jour au lendemain, sans délibération parlementaire, et entraîner une décelération de la masse monétaire. Le premier ministre, sans tomber dans les excès des théoriciens monétaristes américains, tient cet outil pour efficace et l'a écrit dans ses colonnes (1), s'agissant de la période 1972-1973.

Mais le peut-on pratiquement aller bien loin dans ce domaine, puisque le respect des normes antérieures d'encadrement du crédit est précisément en train de conduire plusieurs banques à se serrer sévèrement les cordons de leur bourse, à l'encontre des particuliers au moins. Frapper plus fort que ce qui revient au même, organiser la rareté de l'argent pour faire monter les taux, — c'est risquer d'entraver le fonctionnement des secteurs les plus sensibles à ce type d'intervention : le marché automobile, très lié aux ventes à tempérament ; le marché immobilier, tant que n'est pas assuré le relais d'un nouveau mode de financement grâce à la réforme en cours d'élaboration ; le secteur de l'équipement ménager.

Ces domaines n'ont assurément rien de l'intonable ; il est parfaitement logique qu'une campagne anti-inflationniste « suffisamment résistante pour être crédible », selon l'expression de M. Barre, y intègre le fer. Mais ce choix en conditionne un autre : celui du rythme de croissance, donc du taux de croissance. En optant naguère pour « la croissance optimale, quelle que maximum », le premier ministre a clairement indiqué que, s'il trouvait excessives les impressions du Club de Rome sur la croissance maximale, il n'entendait pas pour autant faire du taux d'expansion son indicateur principal.

Le propos pourrait rejoindre les discours à la mode sur la qualité du développement, plutôt que sur son ampleur. Mais, dans les circonstances actuelles, il apparaît redoutable. Les prévisions de l'O.C.D.E. prévoient pour le second semestre 1976 et le début de 1977 une croissance française de 4,5 % ; l'an seulement, chiffre peu différent de quelques 5 % retenus par les responsables nationaux de la Rue de Rivoli. Se contenter de moins, c'est admettre une aggravation du chômage, peut-être considérable.

On aura une idée de ce danger en se souvenant que l'expansion française a été pendant trois trimestres (mai 1975 à janvier 1976) de l'ordre de 8 à 10 % l'an, sans réduire de façon significative le nombre de demandes d'emploi tant étaient grandes les réserves de productivité de l'industrie et du commerce. Descendre à un rythme inférieur de plus ou moins, ce serait inévitablement se criser — au moins temporairement — l'emploi à la stabilité monétaire. M. Raymond Barre a, certes, raison de rappeler que le chômage a des causes structurelles, liées notamment à l'adaptation des demandes aux offres et les responsabilités du V.I.P. Plan l'avaient soulignées, aussi. Mais ces derniers avaient ajouté — avec l'accord du patronat comme des syndicats — que, sans la croissance, le chômage, le blème du sous-emploi demeurerait sans solution.

Les conditions d'une modération des revenus

Pour le premier ministre, ce sujet est d'ailleurs lié à celui de la politique des revenus du pays ne peut longtemps réparer plus qu'il ne produit ; le pouvoir d'achat excédentaire stimule les prix, entretient la nation et menace les exportations. Il faut donc, répète M. Barre après M. Chirac, « modérer la progression des revenus ». Comment ? Sur ce quatrième champ d'action conjonctionnelle, les moyens dont dispose M. Barre paraissent encore plus étroits que sur les précédents. Pour trois raisons principales :

1) Les trois quarts des salaires dépendent de négociations entre le patronat privé et les syndicats ; toutes les organisations de salariés et la quasi-totalité du patronat sont très attachées à cette méthode consensuelle de fixation des rémunérations. Obtenir des partenaires sociaux qu'ils réduisent le taux des salaires, c'est risquer de provoquer une défection de ces partenaires à l'action du gouvernement — peu concevable dans la France d'aujourd'hui, s'il est en Grande-Bretagne ou en Allemagne, — soit l'acceptation d'une pause temporaire, en échange de compensations obtenues dans d'autres domaines : des allègements fiscaux, à l'investissement, par exemple, ou la réduction de la durée du travail et substantiels montants que le gouvernement a bien l'intention de s'engager dans une politique d'équité fiscale ou sociale, pour les syndicats ;

2) Or, on a pu voir, à propos

du débat sur les plus-values, combien il était difficile pour le gouvernement de faire admettre à la majorité parlementaire des mesures de ce genre. Comment réagiraient les députés du centre ou de la droite si M. Barre leur proposait une politique comprenant plusieurs des mesures d'équité proposées par tel ou tel syndicat : un impôt autre que symbolique sur le capital ; un blocage des hautes revenus ; une majoration substantielle du SMIC (33 % disent la C.G.T. et la C.F.D.T.) et des allocations familiales ; un abaissement de la T.V.A. sur des produits de grande consommation ; l'interruption des licenciements de délégués syndicaux. De telles mesures seraient loin de supprimer toutes les injustices que les dirigeants syndicaux reprochent au système actuel. Du moins marqueraient-elles une volonté d'aller dans le sens souhaité par les syndicalistes, justifiant de la part de ceux-ci qu'ils modèrent volontiers pendant un temps leurs revendications. Ce se bécotterait d'illusions en imaginant les syndicats partant pour Canossa ; sans concessions substantielles de M. Barre, leur opposition restera ferme à toute modération des revenus :

3) Une grande partie des revenus des salariés a jusqu'ici échappé à tout contrôle sectoriel. Parce que mal connue d'abord. Mais aussi parce que le pouvoir n'avait pas l'intention d'entrer en conflit avec les membres des professions libérales, les commerçants, les artisans, les moyens agriculteurs.

L'action structurelle

Les travaux de l'INSEE et du CERC (2) ont réduit ces dernières années le rôle du secteur, en soulignant notamment l'ampleur de la fraude fiscale, particulièrement fréquente dans ces catégories. Puisqu'on y voit l'impératif d'aller dans le sens souhaité par les syndicalistes, la volonté de sortir du statu quo. Les risques politiques du choix apparaissent aussitôt : le gouvernement peut-il, à l'approche d'une bataille électorale, indisposer tout à la fois les cadres supérieurs, les détaillants, les paysans imposés au forfait, ceux des membres des professions libérales dont les revenus ne sont pas déclarés par des tiers ?

S'il décide finalement que non, M. Barre pourra se contenter de relever — très modestement, vu les impôts — le SMIC à 100 000 F par an, — les retraites minimales des personnes âgées, quelques allocations familiales et même un peu le SMIC (en cherchant d'ailleurs à ce qu'il ne se répercute pas sur les salaires moyens). Ce serait faire « œuvre d'équité », certes. Mais cela ne déboucherait pas sur la politique recherchée de modération des revenus.

Reste l'action structurelle, qui doit s'ajouter aux quatre volets conjonctionnels. M. Barre a répété — y compris encore samedi 28 août — que cette action était indispensable pour gagner à terme la bataille contre l'inflation. Qu'enlève-t-il exactement par là ?

Pour le premier ministre, trop

d'habitudes injustifiées, de prébendes, de privilèges, de rentes de situation, alourdissent la machine France. Sa vitesse s'en trouve ralentie, son rendement diminué, ses fruits détournés. A la différence d'auteurs qui ont fait, avant lui, le discours sur la « société bloquée », M. Barre mêle dans ses impressions les « grandes idées » et les « grandes réalités » : les entreprises nationales qui ont connu d'agréables succès ; le conservatisme commercial ; la « loi Royer » est, à son avis, l'exemple-type et le contrôle bureaucratique des administrations publiques ; les dépenses des familles immobilières nées de la rareté des sols ou des ententes professionnelles ; la rigidité de l'emploi et les craintes excessives d'un chômage qui n'est souvent, pour lui, que passivité devant le mauvais emploi ; le laxisme monétaire pratiqué par les Américains et le laisser-aller de certaines professions qui fondent leur aisance sur des protections anormales.

Un grand coup de balai dans tout cela est souhaité par le premier ministre. Il voudrait que l'économie française retrouve du dynamisme en faisant davantage confiance à la concurrence, à l'esprit d'initiative, à la concurrence professionnelle. Une sorte de philosophie Ruffet-Armand (3) actualisée et rajournée. Mais toute action dans ce domaine, aussi nécessaire soit-elle, demande du temps, des trésors d'esprit persuasif. A court terme, l'incidence sur le taux d'inflation reste homéopathique. Le gouvernement, même s'il s'engage à l'effort, ne peut espérer recueillir des fruits bien visibles.

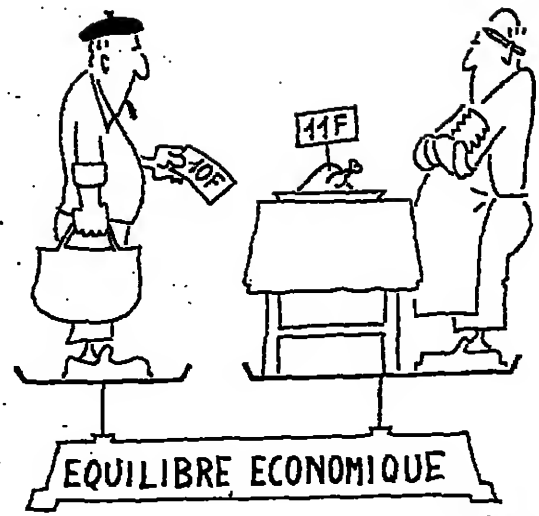
Un blocage temporaire de certains prix jugés excessifs traiterait certes des difficultés avec le patronat — à qui M. Fournade avait promis une libération totale des prix industriels — et contrebalancerait l'impact négatif des options libérales de M. Barre et Giscard d'Estaing.

Peut-être les consultations d'experts et de ministres que poursuit cette semaine le premier ministre lui permettront-elles de mieux discerner comment élargir ses marges d'action, pour l'instant assez limitées, quel que soit le domaine concerné. Le Giscard trop insistant sur la nécessité de faire triompher le « possible » sur le « souhaitable », et trop soulagé ces derniers jours d'une partie de l'« action conjonctionnelle » dans la lutte contre l'inflation, pour qu'on l'imagine peu conscient des bornes de son entreprise.

La manière d'Alexandre tranchant le nœud sans le dénouer n'est en tout cas pas la sienne.

GILBERT MATHIEU.

(1) Le Monde du 3 octobre 1975.
(2) Centre d'étude des revenus et des coûts, qui dirige depuis 1964 le Centre d'étude des salaires.
(3) Animé d'un groupe de réflexion sur la croissance et les rigidités de l'économie française, qui fit en 1969-1970, à la demande du général de Gaulle, de M. Fournade, nombre de propositions pratiques, dont fort peu furent appliquées.



(Dessin de KORR.)

Dans une lettre au premier ministre

LA C.F.D.T. PROPOSE DES MESURES POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET LE CHÔMAGE

Dans une lettre adressée à M. Raymond Barre, et rendue publique le 30 août, la C.F.D.T. estime qu'il n'est pas possible de s'attaquer à l'inflation sans s'attaquer en même temps à ses causes, et notamment au chômage et aux inégalités. Elle souhaite que l'œuvre rapidement des négociations sur plusieurs points :

● LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS, par la fixation du SMIC à 200 000 F par mois ; la revivification des prestations familiales et du minimum vieillesse ; une progression non hiérarchisée du pouvoir d'achat dans tous les secteurs : privé, public et nationalisé ; la mise en œuvre de la loi de répartition des revenus, limitée à 20 000 F mensuels les revenus disponibles et empêche la spéculation ;

● L'EMPLOI, « par la fixation d'un horaire de quarante heures maximum », la retraite à soixante ans, le contrôle des investissements, etc. ;

● LES CONDITIONS DE TRAVAIL, par des négociations sur le travail posté, la suppression du travail au rendement et l'octroi d'un crédit de 1 % des heures travaillées aux salariés et aux syndicats, pour « discuter et contrôler les conditions de travail » ;

● LES LIBERTÉS SYNDICALES, par l'élargissement du droit d'intervention des organisations syndicales dans les entreprises, la réintégration des délégués licenciés, etc.

F.O. MET EN GARDE CONTRE « LES COMPORTEMENTS DÉMAGOGIQUES ET LA SURENCHÈRE »

M. André Berseron, qui a demandé audience au nouveau premier ministre, « pour savoir ce qu'il advenait de la politique contractuelle, notamment dans le secteur public et nationalisé », commente cette démarche dans le dernier numéro de l'organe de Force ouvrière, F.O.-Hédo.

« Quels que soient les jugements portés sur la politique contractuelle, écrit M. Berseron, on ne peut contester le fait que les grands accords de ces dernières années ont permis, à la fois, de tenir les chaînes de main, et de garantir le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des salariés des entreprises nationalisées. »

Le secrétaire général de F.O. note aussi que, « quelle que soit l'efficacité des remèdes qu'il utilisera », M. Barre n'aurait que peu de chances de réussir à vaincre l'inflation, « si la dégradation du climat social n'est par ailleurs tout en cause ».

Sans faire d'allusions explicites à d'autres organisations syndicales, M. Berseron conclut par une mise en garde contre « les comportements démagogiques et la surenchère qui ne tardera pas à se manifester », et appelle ses militants à « assumer pleinement leurs responsabilités ».

LA C.G.C. POSE DES CONDITIONS AU « CONSENSUS SOCIAL »

Le bureau exécutif de la C.G.C. déclare dans un communiqué publié le 30 août qu'elle examinera « avec le plus grand soin » les mesures que pourrait proposer le premier ministre en matière de hausse du coût de la vie et d'inflation. « En aucun cas, la C.G.C., fidèle à la politique contractuelle, n'acceptera une politique de salaires, la diminution du pouvoir d'achat de l'encadrement, en particulier par une aggravation du resserrement de l'ensemble des salaires. »

La C.G.C. rappelle que « l'aboutissement de la concertation engagée par le président premier ministre avec elle constitue un préalable à l'adhésion de l'encadrement à toute tentative de consensus social ».

« En fonction des décisions qui seront prises par le gouvernement dans les semaines à venir, la C.G.C. saura si le dialogue et la négociation sont véritablement possibles ou si elle se trouve dans l'obligation de mener le personnel d'encadrement à un nouveau combat. »

LA F.N.S.E.A. REGRETTE M. CHIRAC

« Nous regrettons M. Chirac parce qu'il connaît les problèmes agricoles », a déclaré M. François Guillaume, secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), lors d'un conseil d'administration de la fédération de Meurthe-et-Moselle.

M. Guillaume a ajouté qu'il souhaitait « retrouver chez M. Barre cette volonté de concertation que M. Chirac avait su développer. Il avait véritablement associé nos organisations à la vie et des problèmes, ce qui a été un progrès incontestable. »

Enfin, il a précisé que l'impôt exceptionnel sur les revenus déclarés par le gouvernement afin de financer l'aide aux agriculteurs « plait » à la F.N.S.E.A. « C'est une opération délicate, un test qui montre que les Français ne sont pas prêts à prendre en compte les difficultés économiques du pays », a-t-il ajouté.

PRESSE

Pour non-respect de l'ordonnance de 1944

UNE ACTION EN JUSTICE EST ENGAGÉE CONTRE LE GROUPE HERSANT

Trois syndicats de journalistes, le S.N.J. (autoproclamé), le S.J.F.-C.F.D.T. et le S.G.F.-Force ouvrière, dans un communiqué publié le 30 août, annoncent qu'ils ont porté plainte contre M. Hersant, directeur de la République des Français, qui siège au conseil d'administration du groupe Hersant pour non-respect de l'ordonnance du 25 août 1944 sur l'organisation de la presse française.

« Les journaux concernés par cette plainte, précisent-ils, sont : le Paris-Match Nord-Sud, le Nord-Eclair, le Paris-Normandie, le Le Havre-Presse, le Berry républicain, la Nouvelle République des Pyrénées ». D'apparition très récente, ce communiqué ne respecte pas plusieurs articles de l'ordonnance du 25 août 1944.

« Le S.N.J., la C.F.D.T. et F.O. regrette, nous dit le texte, de devoir leur fonction, leur application et respecter l'ordonnance du 25 août 1944. »

« Mais aujourd'hui, ajoutent-ils, alors même que le propriétaire d'un grand groupe de presse française fait savoir officiellement qu'il achète des journaux avec la volonté de ne pas respecter l'indépendance de la rédaction (il avait jusqu'à présent prétendu le contraire), il se doit d'agir et tout confiance à la justice pour que la loi ne soit plus violée. »

La cession de « Paris-Match » au groupe Filipacchi sera-t-elle différée ?

Réuni le 30 août en présence de M. Linde, huissier de justice (le Monde date 29-30 août), le comité d'entreprise de la société UPEM, éditeur de Paris-Match et de Paris, a été tenu au courant des informations communiquées par M. Jean-Jacques Delort, administrateur général : « Le 19 août 1976 a été signé un accord entre M. Jean Prost et la société Hachette, qui donne à la société Hachette le contrôle des journaux Paris-Match et Paris ». M. Dominique Ferry a ensuite été présenté au comité d'entreprise comme nouveau directeur-général de la société UPEM, le directeur de la publication restant M. René Cartier (retraité). Le comité d'entreprise a, d'autre part, été informé que ce mardi 31 août devait être signé un accord entre la société UPEM, contrôlée par Hachette, et la société Cegedepresse, présidée par M. Daniel Filipacchi, accord qui doit donner à la Cegedepresse le contrôle du titre Paris-Match. Le magazine Parents reste la propriété de l'UPEM.

Estimant qu'il y avait d'un part défaut notoire d'information quant au retrait de M. Jean Prost de la société UPEM et à sa prise de contrôle par la société Hachette, qu'il n'y avait pas eu, d'autre part, consultation du comité d'entreprise avant la cession du titre Paris-Match par la société Hachette au groupe Filipacchi, le Syndicat national des journalistes C.G.T. a proposé la motion suivante :

« A l'issue d'informations reçues, nous demandons au groupe de presse de M. Amaury, E.-D. G. du Parisien libéré, de nous faire connaître les conditions de la cession de Paris-Match et Paris à la société Filipacchi, et de nous faire connaître les conditions de la cession de Paris-Match et Paris à la société Filipacchi, et de nous faire connaître les conditions de la cession de Paris-Match et Paris à la société Filipacchi. »

UP 14-6-150

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

L'orientation autoritaire de la recherche est la conséquence du manque de crédits

L'appel en faveur de la recherche scientifique, signé initialement par cent soixante scientifiques de haut rang (« Le Monde » du 15 juillet), continue de circuler dans les laboratoires. De nouvelles personnalités ont décidé d'y adhérer. Deux cent quarante-trois responsables scientifiques, dont dix membres de l'Institut, treize professeurs au Collège de France, vingt-huit présidents de commissions

OE penser d'un pays qui, parce qu'il aurait senti son économie s'emballer, aurait pris, dès la fin des années 60, les mesures qui n'ont été décidées ailleurs que cinq ans plus tard : restriction monétaire, crédit limité, etc. ? A-t-il été plus clairvoyant que les autres, ou au contraire, malgré sa perspicacité, a-t-il eu tort ?

La réponse est sans équivoque : il s'est trompé. Après s'être placé volontairement en crise économique, après en avoir tiré les bienfaits possibles, ce pays a besoin d'un retour à une croissance rapide. Mais ses efforts sont vains, car le contexte international le lui interdit.

Heureusement, aucune nation n'a suivi cette politique. Mais une activité nationale l'a suivie : la recherche. Sa situation est donc en conséquence plus dramatique que celle des autres secteurs.

Sous l'impulsion du général de Gaulle, qui en attendait peut-être trop, la recherche scientifique française s'est développée rapidement pendant les années 60. C'est notamment à cette époque que sont lancés les grands programmes nucléaires, spatiaux et informatiques. En 1967-1968, les responsables gouvernementaux prennent conscience de l'emballement de la recherche. Ils estiment qu'il faut désormais surveiller son financement. Depuis, les budgets sont médiocres, sinon mauvais. Le pourcentage de l'activité nationale consacrée à la recherche, qui ne cessait pas de croître, se met sérieusement à baisser. Après dix années de vaches maigres, la recherche française aurait besoin pour subsister d'un fort taux de croissance. Il lui est interdit par la crise économique.

La restriction des crédits a provoqué la remise en ordre des instances de direction de la recherche, et surtout celle de leur mode d'action. Jusqu'en 1968, il s'agissait surtout de juger de la qualité des projets et de financer tous ceux qui étaient sérieux. La limitation de crédits a conduit à une tout autre politique.

La plupart des scientifiques suivant spontanément une carrière linéaire. A la fin de leurs études, ils entreprennent des travaux sur un sujet qu'ils continuent toute leur vie d'approfondir. Cesser l'emballement, comme l'imposaient les restrictions budgétaires, c'était figer la recherche française dans l'état où elle était arrivée à la fin des années 60.

Le mythe de la mobilité

Les responsables de la recherche méritent dans un premier temps sur la mobilité. Ils croient qu'un pourcentage important de chercheurs voudraient bien changer d'activité — ce qui devait permettre d'engager des jeunes pour traiter des sujets nouveaux. Cet espoir ne fut jamais satisfait. Le nombre de places délaissées à toujours était insuffisant. La solution qui consistait à engager les nouveaux chercheurs sur contrat, ce qui permettait, en principe, de les licencier facilement, donc d'engager à leur place d'autres chercheurs plus jeunes après quelques années — fit long feu. L'opposition fut telle que les licenciements autoritaires n'eurent généralement pas lieu. Aussi le gouvernement a-t-il fini par accepter l'intégration des contractuels dans les cadres normaux.

Le renouvellement des sujets par renouvellement des hommes s'étant révélé impossible, le gouvernement a essayé une autre solution : orienter les chercheurs existants vers de nouveaux sujets d'étude plus modernes. Les méthodes autoritaires étant peu praticables, l'action s'est faite indirectement par le biais des crédits. L'augmentation d'argent que les chercheurs qui voudraient se consacrer à des sujets nouveaux déterminés par l'administration. Pour éviter une réaction brutale à cette politique, contraire à l'esprit d'indépendance des chercheurs, les responsables développèrent les contrats incitatifs (1) : des crédits supplémentaires n'étaient accordés qu'à un laboratoire qu'à condition qu'il consacrerait une partie de son effort à une recherche choisie par l'administration. Avec l'engagement d'argent, l'activité d'un laboratoire se trouvait ainsi modifiée dans

du C.N.R.S., dix-huit présidents d'université, l'ont signé aujourd'hui. Cette pétition dénonce deux maux : la quantité insuffisante des crédits et la part excessive prise par les procédures d'orientation de la recherche. Ces deux points sont « a priori » indépendants. En fait, une analyse historique du développement scientifique en France durant les dix dernières années montre que l'un est la conséquence de l'autre.

Le sens souhaité. D'autre part, les grands programmes comme l'espace et l'atome ont été réorientés directement : le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) s'occupe de plus en plus d'activités industrielles et de production. Le programme spatial se concentre sur la fabrication de lanceurs. Et le plan-calculeur a mis à la disposition de l'industrie des sommes de plus en plus considérables.

Rien ne mesure mieux l'influence des procédures d'incitation que l'évolution des crédits qui lui ont été consacrés. Les crédits incitatifs sont passés de 1971 à 1976 de 220,87 millions de francs à 322,74 millions de francs. Leur part dans le budget de la recherche (en pourcentage du total des dépenses hors personnel) est passée de 9,8 % en 1971 à 16,7 % en 1976 (2). Si l'on exclut de ces crédits incitatifs ceux qui vont principalement à l'industrie, la croissance est encore plus forte. Les crédits qui y sont consacrés passent de 161,37 millions de francs en 1971 à 540 millions de francs en 1976.

Les contraintes qui en résultent sur la communauté scientifique sont très sérieusement ressenties. Elles s'ajoutent à l'insuffisance globale des crédits pour susciter un mécontentement qui se manifeste de plus en plus ouvertement. Le processus est, en effet, arrivé au point de rupture. Les choix de recherches sont le plus souvent déterminés administrativement. Aussi les idées importantes venant de la base et qui sont essentielles n'aboutissent-elles plus ou sont-elles relâchées avec un tel retard qu'elles perdent une partie de leur intérêt. En outre, le pourcentage des crédits incitatifs est devenu tel qu'il ne sont plus incitatifs. Ces crédits continuent de financer des activités lancées il y a quelques années et qui ne sont donc plus nouvelles. La machine scientifique que l'on a réussi à maintenir en mouvement par des expédients risque de gripper et de s'arrêter.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

(1) Fonds de la recherche, aide au développement, actions thématiques, programmes, etc.
(2) Et même 17,4 % selon la nouvelle nomenclature budgétaire, qui ne comptabilise plus la part du plan-calculeur consacrée aux activités industrielles. Cette part devait plafonner dans le budget de 1977.

EN TOUTE LOGIQUE

Éviter le train

PROBLEME N° 74

Un homme marche sur un pont de chemin de fer à une vitesse v . Il en parcourt les deux tiers, jusqu'à ce qu'il vole un train arrivant vers lui à 45 km à l'heure. Dans ces conditions, l'homme peut s'échapper de justesse en courant à une même vitesse uniforme, aussi bien vers l'une ou l'autre extrémité du pont.

Sauf, sans doute, à l'égalité, déterminer la vitesse de l'homme ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION

DU PROBLEME N° 73

L'œil du logicien est irrité par un cil qui est arraché chaque fois qu'il y a irritation. Connaissant les jours où a lieu l'irritation, en trouver la raison.

Au lieu de considérer les intervalles entre les irritations, étudions les absences. On obtient : 2, 4, 8, 12, 16, 20, 23, 26, 28, 30, 32, 37, 39.

S'il n'y avait qu'un cil, se produisant normalement, en passant régulièrement, cette suite serait arithmétique. Comme elle ne l'est pas, le phénomène doit être plus complexe. N'y a-t-il pas plusieurs cils de fréquences différentes ?

On observe une suite arithmétique d'origine zéro : 0, 13, 26, 39. Le cil arraché au départ pourrait pousser en 13 jours. Les autres observations ne peuvent s'analyser qu'en 2 suites arithmétiques, de raison 7, à partir de 2 et de raison 8, à partir de 4. L'œil est irrité par deux cils croissant en 7, 8 et 13 jours.

PIERRE BERLOQUIN.

BIBLIOGRAPHIE

« LE NOUVEAU DÉFI DES OVNI »

de Jean-Claude Bourret

★ LE NOUVEAU DÉFI DES OVNI, de Jean-Claude Bourret. Editions France-Empire, 355 p., 36 F.

Il faut d'abord dire que ce livre est honnête. Les sources des coupures volontaires ont été à trop d'impostures pour qu'on ne salue pas la sincérité de Jean-Claude Bourret et de ceux qui ont avec lui, contribué à ce livre. Il faut aussi, hélas ! dire que ce livre est creux.

L'adjectif peut sembler paradoxal. Jean-Claude Bourret réunit des « données brutes », témoignages et rapports de presse, données concernant des apparitions d'OVNI. Dans une deuxième partie, des scientifiques examinent quelques problèmes que soulèvent ces témoignages.

Tout se joue, en fait, dès la première page. L'auteur écrit que « la preuve de l'existence des OVNI est établie ». Plus tard, il parlera à plusieurs reprises du « phénomène OVNI ».

Mais que faut-il entendre par OVNI. Objet volant non identifié ? Nul ne doute que, en ce sens, les OVNI existent. Les témoignages réunis par l'auteur ne sont pas tous mensongers, et peut-être sont-ils tous sincères.

rate de témoignages imprécis et que rien ne relie les uns aux autres, est sous-tendu par un « phénomène OVNI » commun, mais inconnu, et que la science aurait l'urgent devoir d'élucider. L'hypothèse est très forte. Pour prendre une analogie, il y a bon an, mal an, deux mille homicides en France. La police trouve quatre meurtriers sur cinq. Cela laisse environ quatre cents ANI (assassin non identifié). Personne ne doute pourtant que les ANI ne soient des hommes comme les autres, et nul ne s'est jamais penché sur le « phénomène ANI ».

Faute d'avoir établi ce phénomène OVNI — et l'on voit mal comment une unité pourrait sortir d'un ensemble si vaste soit-il de témoignages, quand ces témoignages portent sur des apparitions différentes et non reliées, une grande partie du livre est sans objet. Il est vrai que l'étude de Claude Poirer — le point fort du livre, et malgré ses insuffisances, le plus intéressant — essaie de faire apparaître cette unité sous-jacente à partir de comparaisons statistiques. Mais outre qu'elle s'appuie en partie sur ce qu'elle veut montrer, on peut lui faire suffisamment de critiques méthodologiques pour qu'elle n'emporte pas la conviction. De même on doute qu'un physicien soit convaincu par les raisons que donne Jean-Pierre Petit de l'absence de « bang » créé associé superluminique. La force de L'orgueil « musclée » les laissent rêveurs. — M. A.

Mille deux cents heures d'ordinateur pour un théorème de mathématiques

QUATRE COULEURS POUR UNE CARTE

Un vieux problème mathématique vient d'être résolu : des chercheurs américains ont démontré que chaque carte peut être coloriée en quatre couleurs de manière que deux couleurs voisines ne soient pas de la même couleur.

L'énoncé précis du théorème est le suivant : une surface étant divisée en plusieurs domaines, comment la colorier de façon que deux domaines qui ont une frontière commune — non réduite à un seul point — soient de couleurs différentes. De combien de couleurs doit-on disposer ? La réponse dépend de la surface. Pour un tore, la surface d'une chambre à air de bicyclette, — il en faut parfois sept. Mais dans le cas du plan ou de la sphère l'expérience montre que quatre couleurs suffisent. Et pourtant, il y a deux siècles que les mathématiciens cherchent vainement à le démontrer. Ils ont seulement pu prouver — et ce n'est pas simple — que cinq couleurs permettent de colorier toutes les cartes géographiques. Pourtant, chaque fois qu'on a voulu colorier une carte, si compliquée soit-elle, on a pu se contenter de quatre couleurs.

Deux mathématiciens américains, Kenneth Appel et Wolfgang Haken, qui travaillent à l'université de l'Illinois, ont finalement résolu cet irritant problème, et montré que le nombre de couleurs n'a jamais besoin d'être supérieur à quatre. Ils ont été puissamment aidés dans leur tâche par un de leurs collègues, John Koch, et par un mathématicien d'un genre particulier, un ordinateur.

Une idée de 1879

Leur méthode n'a rien d'original : proposée en 1879 par A. B. Kempe, elle n'a jamais pu être menée à bien, car elle exige des calculs extrêmement longs : on avait déjà montré que certaines configurations de cartes, dites réduites, peuvent être coloriées avec quatre couleurs, et qu'il en est de même de toute carte contenant une carte réduite. Pour finir la démonstration, il suffisait de montrer que toute carte peut être réduite à une carte réduite. C'est là qu'est intervenu l'ordinateur, chargé de dire si la carte qu'on lui présentait était réduite.

Appel, Haken et Koch ont constitué peu à peu une collection toujours plus grande de cartes réduites. Un jour est venu où ils ont pu choisir dans cette collection un ensemble de mille cent trente-six configurations réduites et montrer que toute carte contient au moins une de ces configurations. Le théorème était démontré. L'ordinateur avait calculé pendant quelque mille deux cents heures et fait environ dix milliards d'opérations. Il n'est donc pas étonnant que les prédateurs de nos trois mathématiciens n'aient jamais pu, sans ordinateur, obtenir un résultat.

Le théorème des quatre couleurs est donc démontré, à un ordinateur près. Ce qui pose aux mathématiciens un problème déontologique. Dans quelle mesure peut-on admettre ce genre de preuve ? Une démonstration n'est normalement admise par les mathématiciens que lorsqu'elle a été publiée et qu'un nombre suffisant de connaissances l'ont résolue et jugée correcte. Comment contrôler le travail de l'ordinateur ? On peut certes étudier le programme qu'il a suivi, mais ce programme n'est qu'un cadre général. A partir duquel l'ordinateur a opéré. Pour vraiment vérifier la démonstration, il faudrait suivre toutes les étapes de son travail, qui a comporté dix milliards d'opérations. C'est humainement infaisable. Seule possibilité qui est actuellement en cours de réalisation : refaire la démonstration, avec un autre ordinateur travaillant suivant un programme différent.

MAURICE ARVONNY.

Libres opinions

Prévoir les éruptions volcaniques et les séismes

par CLAUDE ALLEGRE (*)

Après chaque tremblement de terre meurtrier, les empereurs de Byzance présentaient un édit interdisant les constructions à ériger dans la région sinistrée. Généralement, cet édit avait une durée de vie de sept à dix ans. Les citoyens d'Asie Mineure reconstruisaient alors leurs chères maisons à terre, ce qui permettait au tremblement de terre suivant de mettre à son tableau de chasse plusieurs centaines de victimes. Ce phénomène d'année collective n'est pas propre aux Byzantins. Nous ne laissons guère preuve de plus de sagesse. Qui se souvient encore du tremblement de terre de Mantoue, en 1887, qui fit près de trois cents victimes (alors que la Côte d'Azur n'était encore que peu peuplée), qui se souvient avant ces derniers jours des trente mille victimes de la montagne Pelée ? Il faut qu'un phénomène soit « brûlant » pour qu'il suscite l'intérêt. Hier, le tremblement de terre d'Italie, aujourd'hui celui des Philippines, ou de Chine, ou l'éruption de la Soufrière. Devant ces fléaux, la science semble aussi inefficace que la médecine devant beaucoup de cancers, et chacun s'interroge, avec en toile de fond sa religion ou sa conviction philosophique : que font les scientifiques, resteront-ils toujours impuissants devant de tels phénomènes, peut-on les prévoir, peut-on les éviter ?

La réponse à ces questions peut être formulée clairement : 1) Il n'existe actuellement aucune méthode scientifique connue capable de prévoir à coup sûr un séisme ou une éruption volcanique. 2) Depuis peu d'années des progrès considérables ont été accomplis et plusieurs prédictions (surtout sismiques) ont connu un succès certain, sauvant quelques milliers de vies humaines. 3) Pour la première fois, les scientifiques ont les moyens d'aborder ces problèmes de prédiction avec une chance raisonnable de succès.

Les tremblements de terre ou les éruptions volcaniques sont des phénomènes naturels complexes dont il est difficile de connaître les mécanismes. Mais est-il nécessaire de comprendre pour prévoir et pour sauver des vies humaines ? Certains des succès de la médecine nous fournissent tous les jours des exemples du contraire. La communauté médicale nombreuse, ayant de nombreux malades, observe, mesure, classe et compile des quantités importantes de faits au milieu desquels apparaissent quelques corrélations qui conduisent à une prédiction ou à la découverte de nouveaux médicaments. L'explication scientifique intime du phénomène vient souvent après. Cette méthode est excellente et a fait ses preuves. Pourquoi ne pas l'appliquer aux séismes et aux volcans et chercher parmi les caractères observés ceux qui peuvent conduire à guider une prédiction ?

Divers scientifiques ont adopté cette voie depuis longtemps. C'est elle qui est choisie par les Chinois dans leurs méthodes de prédiction des tremblements de terre. Si les succès de cette méthode sont encore très minces, c'est que les « médecins de la Terre », peu nombreux, sauf en Chine, n'ont l'occasion d'observer que peu de malades. Le nombre de volcans en activité intense est faible. Or, comme les hommes, les volcans ne sont pas uniformes. Il en existe divers types, et chacun a des caractéristiques individuelles ; enfin, chaque volcan a une durée de vie qui est de quelques milliers à quelques millions d'années, et le petit épisode de vie qu'il nous est donné d'en observer est différent pour chaque volcan. Les observations sont donc ténues et difficiles à corréler entre elles. Les séismes sont, à l'inverse, beaucoup plus nombreux, mais leur déclenchement est soudain et les zones vulnérables sont bien connues, on ignore l'emplacement exact où ils vont se produire.

Les scientifiques de la Terre sont ainsi contraints de chercher à comprendre avant de prévoir.

La tectonique des plaques permet de cerner et d'expliquer les grandes régions du globe où les séismes et les volcans peuvent apparaître. Mais la tectonique des plaques est un phénomène que l'on comprend bien à l'échelle du million d'années. A l'échelle du temps humain, elle est mal connue et on n'en possède pas de théorie cohérente. A ce niveau, il faut avoir recours à une méthode qui représente une révolution moins spectaculaire mais plus profonde : l'étude de la physicochimie de la Terre.

La mécanique des roches, à partir d'expériences de laboratoire, permet de comprendre la tectonique continentale et ses séismes, de donner aux observations microtectoniques de terrain une base théorique et de proposer le premier modèle évolutif de prédiction des séismes.

La géochimie isotopique permet de mesurer avec précision la durée de vie des volcans et leur stade d'évolution, ou de montrer que la quasi-totalité de l'eau volcanique n'est, en fait, que de l'eau atmosphérique recyclée.

La physicochimie des magmas permet de comprendre leur genèse et leur évolution et prédit, en outre, leur viscosité ou leur limite de saturation en gaz, paramètre fondamental pour comprendre la machine à vapeur volcanique.

La sismologie et l'électromagnétisme apportent leurs moyens théoriques puissants à la compréhension des phénomènes « vivants » du globe et ne se limitent pas seulement à l'étude d'indicateurs de la propagation des ondes acoustiques ou électromagnétiques.

La géophysique du solide et la géochimie des éléments-traces permettent d'expliquer les phénomènes à l'échelle atomique et de faire des modèles de l'évolution chimique d'un volcan.

Il faudrait ajouter à tout cela des moyens technologiques modernes, moyens de mesures et de calcul précis, sensibles, rapides et robustes, qui permettent enfin d'établir des modèles approchant de plus près la complexité énorme des phénomènes naturels.

Au total, les moyens théoriques et technologiques dont nous disposons actuellement semblent enfin à la dimension du problème posé.

Conscients de ces potentialités, des scientifiques de plus en plus nombreux s'intéressent à ces problèmes, qui sont souvent intégrés dans des programmes de recherches importants. Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. d'une part, les Etats-Unis et la Chine d'autre part, en ont fait l'une des bases les plus solides de leur coopération scientifique.

La France a commencé un programme à une échelle plus modeste, mais elle dispose des moyens intellectuels et techniques pour l'intensifier. Si, comme on peut l'espérer, les Etats du monde entier accentuent leurs efforts, nous pouvons escompter dans un avenir assez proche l'éclosion de méthodes de prédiction relativement sûres. Dans une seconde étape, il faudra s'attacher non plus seulement à prévoir mais aussi à « guérir ». Utiliser l'énergie considérable des volcans à des fins industrielles, en évitant du même coup qu'ils ne dissipent leur énergie d'une manière dévastatrice, c'est un objectif que les Américains se sont d'ores et déjà donné pour Hawaï. Chercher une technique pour empêcher la cicatrization des grandes failles de surface et éviter ainsi les tremblements de terre meurtriers de surface est une entreprise sur laquelle diverses équipes réfléchissent et travaillent.

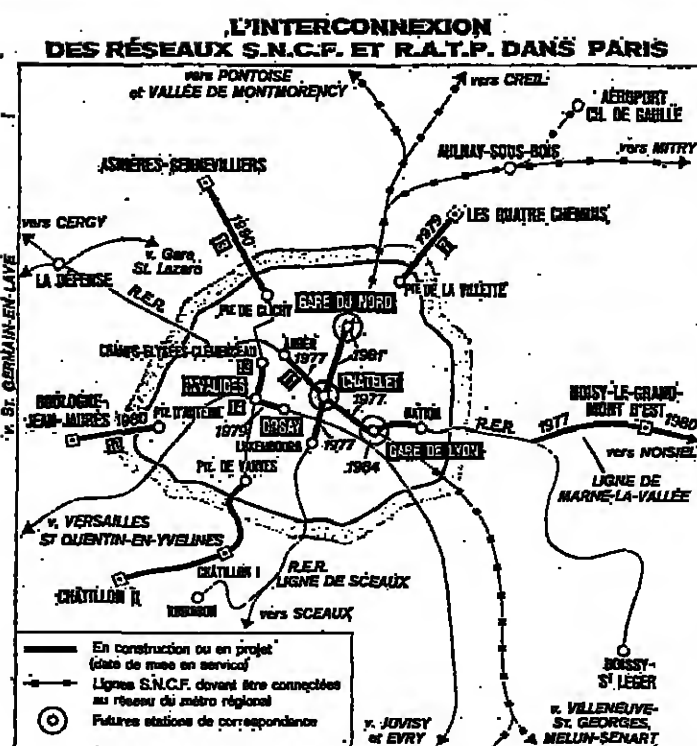
Tous ces projets, qui aujourd'hui ne sont que des rêves, peuvent devenir demain des réalités si l'effort entrepris ne se limite pas aux quelques mois qui suivent un cataclysme. Dans le cas contraire, nous continuerons à déplorer des pertes de vies humaines de plus en plus nombreuses, car la surface de la Terre sera de plus en plus peuplée, alors que l'intérieur de notre globe continuera inexorablement ses mouvements.

(*) Professeur à l'université Paris-VII, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris (université Paris-VI).

Les régions

AU FOND DU TROU DES HALLES

Le métro a rendez-vous avec le train



ALORS que les projets d'aménagement en surface de l'ancien carreau des Halles de Paris faisaient l'objet de vives polémiques, les travaux continuent au fond du « trou », où les premiers trains devraient rouler dès la fin de 1977 dans ce qui sera la plus grande gare souterraine de France par la taille et la fréquentation. Après la remise en cause en août 1974 par le président de la République du projet de Centre français de commerce international qui était censé attirer dans ce quartier des milliers de personnes, les responsables de l'aménagement des Halles com tent essentiellement maintenant sur ce nouveau projet ferroviaire pour drainer vers l'ancien « ventre de Paris » de nombreux usagers. Si ce pari échouait, ce serait tout l'équilibre de l'opération, notamment financier, qui serait remis en cause.

Selon les responsables de la R.A.T.P., aux moments de pointe, la future station « Châtelet-Halles », au point de rencontre des lignes est-ouest (Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Leger) et nord-sud (ligne de Sceaux prolongée jusqu'aux Halles, puis jusqu'à la gare du Nord) du métro régional, verra passer environ 200 000 personnes par heure ; quelque 100 000 descendront à la station, huit fois sur dix pour prendre une correspondance.

Toutefois, souligne-t-on à la région, ces estimations sur la fréquentation de la station lorsque toutes les lignes seront en service ne prennent en compte que les personnes qui viendront travailler dans le quartier des Halles.

Une sortie vers Saint-Eustache

La gare Châtelet-Halles comprendra sept voies (deux pour la R.E.R., deux pour la ligne de Sceaux, trois pour l'interconnexion), les correspondances se faisant sans changer de quai.

Une inconnue subsiste : les aménagements en cours seront-ils suffisamment attrayants pour attirer promeneurs et curieux, comme c'est le cas à Saint-Germain-des-Près ou Montparnasse ? Quoi qu'il en soit, « Châtelet-Halles » sera la grande station du métro régional au carrefour de quatre réseaux :

- 1) La ligne Boissy-Saint-Leger-Saint-Germain-en-Laye du R.E.R. (mise en service à la fin de 1977) ;
- 2) Prolongement de la ligne de Sceaux jusqu'à Châtelet-Halles (mise en service au début de 1977) ; puis, dans un deuxième temps, prolongation de cette ligne jusqu'à la gare du Nord (achèvement prévu pour 1981) ;
- 3) La ligne de métro n° 4 (Porte de Clignancourt-Forêt d'Orléans) qui passe déjà aux Halles, mais dont la station sera déplacée ;
- 4) Enfin, l'interconnexion : entre les réseaux de la R.A.T.P. et ceux de la S.N.C.F., permettra, vers 1983-1984, à des trains de banlieue venant de la gare du Nord d'accéder jusqu'aux Halles, puis de continuer, dans une deuxième phase, vers la banlieue Sud-Est.

En outre, la nouvelle station sera directement reliée à l'actuelle station Châtelet (où passent quatre lignes de métro urbain).

La jonction entre 13 et 14

Parallèlement à cette grande opération, la R.A.T.P. continue son programme de travaux classiques qui, en 1975, ont représenté (en autorisations de programme) 2 241 millions de francs d'investissement.

Les travaux sont allés bon train sur la ligne est-ouest du métro express régional entre Aubert et Nation, entre Luxembourg et Châtelet et en direction de Noisy-le-Grand (Val-de-Marne).

Les chantiers des prolongements de la ligne numéro 13, à Saint-Denis (achevés en 1976), de la ligne numéro 13 bis vers Asnières, de la ligne numéro 14 vers Châtillon, de la ligne numéro 7, vers La Courneuve, et de la ligne numéro 10, vers Boulogne, ainsi que celui de la jonction des lignes numéros 13 et 14 ne connaissent pas de retards notables.

POINT DE VUE

La Lorraine face au Luxembourg

TRAVAILLER AU NORD, DORMIR AU SUD

par JULES STOFFELS (*)

L'APPARITION contemporaine de plusieurs « désert islands » sur le bord de la frontière franco-luxembourgeoise, en terrain meurtri-et-moellan, a provoqué un certain désarroi chez les Français, sans aucune analogie avec la sérénité de leurs voisins luxembourgeois, forts de la réussite économique et sociale de leur politique d'aménagement territorial.

Dans son rapport annuel, le patronat de l'Union de la métallurgie française relève les carences d'ordre économique et administratif apparues dans le bassin de Longwy et se demande si le territoire en question peut encore « être considéré comme une région française de quelque intérêt » (Le Monde, 18 juillet).

De 1968 à 1975, faute d'investissements suffisants, le solde migratoire négatif de la population active des cantons de Herserange, Longwy, Mont-Saint-Martin, Longwy et Villenuit s'est chiffré à 8 332 personnes. Beaucoup de Meurthe-et-Mosellans ont pu trouver un emploi au grand-duché de Luxembourg, où le nombre des travailleurs français (frontaliers compris) a augmenté de 1 400 en 1961 à environ 7 000 en 1974.

Si les industriels français sollicités par les Longwyciens ne se sont pas pressés, le patronat étranger, faisant sienne l'affirmation de Jean Bodin suivant laquelle il n'y a richesse ni force que d'hommes, n'a pas attendu pour valoriser le « trop-plein » de la main-d'œuvre du « no man's land » d'en face.

La capacité d'absorption de l'économie luxembourgeoise en main-d'œuvre étrangère est de 200 000 personnes, ce qui explique la diversification mise en œuvre par la loi-cadre de 1962. Celle-ci a facilité l'installation méthodique d'un très grand nombre d'entreprises, américaines pour la plupart, créant plus de 12 000 emplois. A présent, la valeur ajoutée à ces entreprises représente à peu près 20 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'industrie.

Bien que l'industrie sidérurgique reste prépondérante, la diversification industrielle a atténué sensiblement le caractère monolithique de l'économie luxembourgeoise et cela tout particulièrement si l'on tient compte du développement ful-

gurant du secteur tertiaire et notamment bancaire — 13 banques en 1955, 76 en 1975 — qui a fait du grand-duché de Luxembourg (350 000 habitants) une des premières places financières de l'Europe. Le développement de l'aéroport international est, parmi bien d'autres, un élément important de la nouvelle politique économique luxembourgeoise, considérée, à juste titre, comme la deuxième révolution économique du pays.

Faute de coopération interfrontalière, la région de Longwy risque de prendre tôt ou tard l'aspect d'un grand dortoir ou d'un aile de retraités situés au milieu d'un environnement économique obsolète et décadent. Des centaines de chômeurs longwyciens attendent toujours l'installation de la Saviem près de Bény, qui, apparemment, devrait créer trois mille emplois d'ici à 1983.

Une offre de la France ?

Le principe de la mobilité des facteurs de production, inhérent au traité de Rome, n'a rien de commun avec la désertion et l'ampleur de la migration négative signalées dans le cas de Longwy. Il existe au sein de la Communauté européenne des institutions qui ont pour mission de faciliter la coopération européenne notamment dans les régions interfrontalières et, en particulier, lorsqu'il s'agit de la création d'entreprises communautaires. La mise à profit de ces institutions requiert l'apparition d'un promoteur qui, dans le cas présent, ne peut être que la France elle-même.

La survie de la civilisation française en bordure des frontières de la Lorraine — qui est au moins aussi nécessaire que dans certains pays d'outre-mer — exige, pour ce qui concerne le bassin de Longwy, la mise en application d'une politique de diversification et de reconversion économique résolue, ayant pour effet la création de nouveaux emplois et l'arrêt de l'effritement en cours.

L'époque où le charbon et l'acier étaient rois appartient au passé. La régression relative de la sidérurgie européenne ne signifie pas sa disparition et sa mise au rebut. Selon les experts, les bassins sidérurgiques si-

tués à l'intérieur du territoire européen, afin de pouvoir rivaliser avec les usines situées sur le littoral et les voies d'eau à grand gabarit, vont s'orienter vers une sidérurgie plus fine et produire des aciers de qualité utilisés par les industries transformatrices situées dans leur voisinage. A cette fin, les hauts fourneaux et les aciéries à oxygène de ces bassins seront peu à peu remplacés par les aciéries électriques, effectuant la réduction directe du minerai de fer enrichi.

Compte tenu de la situation géographique et des acquis, la structure économique de la Lorraine et celle du Luxembourg resteront longtemps marquées par celle des aciéries et des industries de transformation connexes. La modernisation requerra de fortes quantités d'énergie électrique. En l'occurrence, seule l'énergie nucléaire sera avantageuse au point de vue de la quantité et des prix. Vu les circonstances, le gouvernement français ne pourra différer longtemps la mise en chantier de la centrale nucléaire de Cattenom-sur-Moselle. La conversion économique de la Lorraine, et en particulier celle du bassin de Longwy, en dépend très étroitement. La diversification du bilan économique et énergétique implique en même temps la revalorisation du charbon lorrain comme « source d'énergie et matière première chimique ».

Dans l'intérêt de la coopération dans la région interfrontalière, la France, qui possède l'expérience et le savoir-faire dans le domaine de l'énergie nucléaire, aurait intérêt à accorder au Luxembourg, grand consommateur d'énergie, une participation dans la centrale de Cattenom. Ce faisant, elle éviterait à la région interfrontalière les discordances et frictions suscitées inévitablement par la création des deux centrales juxtaposées, séparées d'une dizaine de kilomètres, projetées l'une à Cattenom et l'autre à Remerschen (Luxembourg), sur une rivière à très faible débit et dans un environnement qui n'est pas des meilleurs. Ainsi, la France aurait la possibilité de renforcer sa présence dans une région qu'a été le berceau de la Communauté européenne.

Pour les étrangers en provenance de l'est, très longtemps, la porte de Longwy a signifié beaucoup ; aujourd'hui, hélas, pour la plupart elle ne représente plus rien ; à la France de prendre l'initiative pour qu'elle redevenue quelque chose.

(*) Professeur luxembourgeois.

UNE EXPÉRIENCE DANS LES HAUTES-ALPES

Les habitants de Veynes ont décidé de faire travailler le soleil

V EYNES, Hautes-Alpes, vous connaissez ? La neige à grands skis, c'est un peu plus haut, et l'olivier, un peu plus bas. A 814 mètres d'altitude l'hiver est blanc entre Crêt-de-Garnesier, Pic-de-Bure et Oula, mais entre les mélèzes, les pins de l'été crissant parfois de cigales, et le soleil dur est ici chez lui comme dans les lavandes de Valensole. Au sud, le défilé de Sisteron a l'air d'interdire la Provence claire, mais au nord le col de la Croix-Haute arrête les Alpes sombres. Où est-on, à Veynes ?

On y fut tirailé entre duc de Savoie et comte de Forcalquier, entre Provence et Dauphiné, et cela ne fit en somme que renforcer l'indépendance du caractère de ce village.

Aujourd'hui on regarde plus souvent Grenoble que vers Gap — la voisine et le chetieu — mais le Busch court vers la Durance. « Et le cœur va où les eaux coulent ! » Toutefois, le provençal qu'on entend ici n'est pas languedocien ni même rhodanien. Il est d'ici.

Il est vrai que, longtemps, par ces vallées transversales, on circulait davantage d'est en ouest que de nord à sud. Par là, après les pistes préhistoriques, passa la voie romaine — la via Cottia — d'Italie en Espagne, Lombards, Piémontais, Florentins, connaissaient le chemin. Il en est resté quelque chose.

En ce pays d'agriculture montagnarde subsiste un « dépôt », comme une moraine, de commerçants vifs et d'artisans inventifs, parfois italiens ou juifs.

Il demeure qu'avant tout, à Veynes, on passe. On va vers Briançon, Montgenèvre, l'Italie, ou vers Grenoble-Lyon, Die-Valence, Sisteron-Mancosque, Vivignon-Margolite. Et depuis le temps qu'il y a la gare s'appelle Veynes-Dévoluy, où sont les plates.

Le fameux agneau de Savournon

Au vrai, la petite ville renâcle à n'être que passage. On passe, on l'oublie. Trop souvent en haute lieux, on passe encore pour la grande époque du chemin de fer tout neuf qui la confirmait dans sa vocation. Les nouveaux chemins — du progrès — faisaient d'elle une plaque tournante, un nœud ferroviaire. Autour de la gare, du dépôt des machines et du centre d'apprentissage vivaient sept cents familles de cheminots : c'était Veynes-la-Rouge, qui déjà en 1851 avait entendu de la bonne oreille l'appel des insurgés bas-alpins en marche contre Louis-Napoléon, pour la « sociale », pour la Commune de Digne. Encore un ingénieur originaire de Veynes avait-il un peu dirigé la ligne de son côté pour loger dans sa ville natale ce nœud

pas tout à fait central... Mais tout alla bien tant que l'énergie lut à la vapeur. Et puis, lentement, le dépôt tomba en agonie et Veynes en déclin, mais pas en somnolence, obstinément à la recherche des sources et des débouchés de son énergie montagnarde. Elle a fini par trouver. En levant les yeux au ciel.

Locomotives parties, arboriculture et conservation en baisse, restait l'élevage ovin : le fameux agneau de Savournon. On n'en tombait pas moins, d'un recensement à l'autre, de trois mille sept cents à trois mille quatre cents habitants. Départ des jeunes vers les grandes villes... Alors, toujours, sempiternellement, la bouée du tourisme ? Fallait-il se résigner au rôle de station-service au service des stations alpines et de ski ?

Fière de ses artisans créateurs d'hier et tirant sur le rouge cheminot — qui ne facilitait pas les recrutements auxiliaires Veynes a plongé au fond de son passé pour ressurgir, sautant le présent morne, en plein futur, sinon futurisme.

Indépendance, artisanat, poterie, vannerie, tissage ? Certes, on ne méprise pas ces chemins-là. Ils ont le lien. Mais l'avenir veut ici d'autres envolées, plus d'imaginations. Le regard porte haut dans le ciel — le plus pur de France — que va scruter bientôt, après l'observatoire de Saint-Michel-de-Provence, le nouveau radiotélescope du pic de Bure. Pas de brumes. Le soleil est toujours là, qu'on « vend » à tout de bras et de déliants sur les pistes d'alentour.

A Veynes, après les mécaniciens astucieux en correspondance avec Vaucanson, après l'énergie de l'eau et de la vapeur, on va s'élever tout naturellement jusqu'à l'énergie solaire. Le maire adjoint, épouse de médecin, en rêve de jour et de nuit. Rêve, utopie... Il en faut, mais tout le monde de s'exalte pas en même temps... Un si petit pays... Pourtant un noyau se forme. Plus échoués d'autres petites industries, plus Veynes aura le sentiment d'être abandonnée dans son (haut) trou, plus le noyau durcira et grandira.

Se crée une Association solaire qui, partie avec six volontaires volontaires, se retrouve avec cinquante membres : enseignants, paysans, artisans, architectes, avocats, étudiants, revenus au pays du coup ! — et tout le conseil municipal. Cette fois le soleil est dans l'air. A Veynes on rêve, dans toutes les langues, tout ce qui s'écrit — délire compris — sur cette idée du jour.

On se lie à l'université, aux laboratoires. On va voir, on invite les plus qualifiés, en France, à l'étranger. On reçoit même les projets de mille farfelus petits inventeurs en chambre, tant il est vrai que l'aventure solaire fait bouillir partout les imaginations. L'avenir est là, riche en énergie promise, magnifiquement naturelle, quand le pétrole sale et sanglant se fait rare et laid. Riche aussi en poésie (solaire) où se ruent les plus vieux mythes de l'homme.

Un concours exigeant

Bon creuset, Veynes, entre montagne et Méditerranée (1), pieds par terre et tête dans le ciel, pour aller ensemble poésie et réalisation concrète : Prométhée, qui voulait ravir un autre feu du ciel, et Lavoisier, qui fondait le fer à l'énergie solaire. D'ailleurs, Barre le dit, qui vint s'égarer là : « Il y a dans la Provence une trois domaines distincts : la Riviera, le Rhône et l'irréprochable région montagnarde. C'est la tortue, de grandeur austère et mélancolique, où la race a mis à l'abri son trésor de courtoisie aisée et familière, d'énergie bien sèche et bien nette ».

Bien nette, bien sèche, l'énergie — solaire ! — de l'association veynoise ! Elle attaque tous azymus : sondage de population, popularisation, information, concertation, et en juillet fêtes et exposition — illustrant recherches et réalisations dans le monde — exposés de professeurs de Grenoble et d'ailleurs, démonstrations par des étudiants — dans le style Palais de la découverte — qui en profitent pour faire leur cuisine (odorante) sur des « plaques solaires ».

Quand on apprend au bout de tout cela — au pays du soleil ! — qu'une résidence entière des Ardennes doit son eau chaude à un capteur solaire et qu'une maternité fonctionne entièrement à l'énergie solaire... à Liverpool, Veynes tout entière se sent comme loutillée ! Par dizaines, des particuliers installent leur propre chauffe-eau, et un artisan fabrique lui-même ses capteurs pour sa « maison-tout-solaire ». Il n'est plus question maintenant que de réaliser.

La préfecture, l'équipement, la D.D.A. sont assaillis, et répondent. La municipalité offre un terrain et 700 mètres carrés de locaux, avec large extension possible et raccordement à la S.N.C.F. Un « contrat de pays » doit aider le financement. La S.A.R.L. est constituée, les comptes sont faits et revus, la main-d'œuvre attend, des cadres aussi, et la municipalité — la collectivité — gère. Le choix est pratiquement fait du « capteur » qu'on va construire. Ça va partir. C'est parti.

On part — sagement — avec le chauffe-eau, mais on vise — soûloirement — bien plus haut. Deuxième étape : une maison cent pour cent solaire va être construite sur un terrain municipal par une équipe d'artisans locaux. Cette réalisation constituera le prix offert à l'équipe — architecte et héliotechnicien — auteur du meilleur projet d'un concours public.

On sait que le prix — actuel — de revient d'une telle maison et son aspect parfois très inesthétique ralentissent l'expansion de la formule. Aussi le règlement du concours est-il exigeant sur ces deux points : le prix global ne doit pas excéder 250 000 F (terrain non compris), et si l'on demande aux concurrents d'apporter toutes les innovations techniques souhaitables, il leur faudra cependant tenir compte d'une tradition architecturale régionale qui s'appuie sur une certaine forme de civilisation (que l'on peut qualifier de méditerranéenne). Ni gadget ruineux ni usines à plaques noires...

Les projets affluent. Un jury — de haut niveau — se prononcera le 9 septembre, et la maison solaire commencera aussitôt à s'élever — des mains des artisans locaux, — symbole de l'audace et de l'obstination d'une petite ville claire — et un peu oubliée — qui veut vivre son temps, « au pays ».

JEAN RAMBAUD.

(1) Plusieurs atolliers privés de la région construisent déjà des « capteurs » : à Digne, Nyon, Embrun et, plus au sud, Aix, Antibes, Vallauris, Nice, etc. A Veynes, l'initiative — comme celle du concours de maisons solaires — appartient à la collectivité locale.

150

ARTS ET SPECTACLES

Festivals

Deux «Œdipe» à Dubrovnik

Quatre heures du matin. Les pierres des rues méditerranéennes de Dubrovnik, polées par les réverbères, brillent sous les réverbères. La pluie, désormais quotidienne, vient de cesser. Œdipe à Colone pourra être joué, comme prévu, au lever du soleil. Des autocars attendent devant les murs de la ville les spectateurs encore endormis pour les emporter sur la Strada, la colline qui surplombe Dubrovnik et la mer. Là, il faut encore marcher longtemps, sur un sentier étroit qui n'en finit pas de monter, entre les pierres, les pins et les cyprès. Presque au sommet de la colline, sur un petit plateau à la croisée de deux chemins, des jeunes bergers, vêtus de blanc, attendent les spectateurs, ou plutôt les pèlerins qui s'avancent en procession. Chacun s'assied où il peut, sur de vieilles pierres, face à la mer qui s'étend à perte de vue. Œdipe, qui arrive bientôt, dans un long manteau usé, soutenu par sa fille Antigone, foudroyé dans les cheveux et sec au dos. Vieux, épuisé, il est assis dans la campagne de Colone, aux portes d'Athènes. Le vieillard aveugle sait qu'il mourra là, en terre étrangère, à l'ombre du bois sacré des Euménides, où, une dernière fois, il sentira la chaleur du soleil.

Cette représentation peu commune d'Œdipe à Colone de Sophocle, ou plutôt cette œuvre étrange sur la Strada, a été l'événement de ce festival de Dubrovnik. Au cours de ce festival, créé en 1950, pendant près de deux mois, se succèdent concerts, théâtre, folklore, dans les décors naturels de l'ancienne République de Raguse, petite ville méditerranéenne (au sud de la côte adriatique dalmate) d'une harmonie rare, si unique, où se mêlent, sans aucune fausse note, le gothique, le renaissance et le baroque.

C'est au théâtre que William Gaskill, directeur pendant de longues années du Royal Court Theatre de Londres, qu'il a dirigé les mises en scène d'Œdipe Roi et d'Œdipe à Colone. Pour les deux pièces de Sophocle, Gaskill a voulu que la lumière du soleil remplace celle des projecteurs. Les deux pièces ne lui ont pas été favorables. Le ciel est resté décevantement gris. Parfois, le théâtre grec est un théâtre du jour — à Athènes, les représentations se déroulaient avec la lumière de la nuit, et que la lumière est particulièrement importante dans le drame d'Œdipe. Œdipe Roi est donc joué à dix-huit heures, et Œdipe à Colone le lendemain matin, à cinq heures trente.

Inutile de préciser que Œdipe de Gaskill n'a pas remporté tous les suffrages à Dubrovnik. Et les sites et les heures insolites ont irrité certains qui, tels les vieillards de Thèbes, craignent tout ce qui sort des conventions et accusent Gaskill de monter Sophocle comme si c'était du Bond (Gaskill est effectivement un spécialiste d'Edward Bond, dont il a créé toutes les pièces à Londres) et de lui ôter sa dimension tragique. Ont également choqué les costumes de Hayden Griffin, étrange mélange d'éléments antiques et contemporains qui à la fois rapprochent Œdipe de nous et lui permettent de

garder un caractère sacré (les robes longues des hommes ont un aspect religieux, explique Gaskill). Œdipe à Colone, d'ailleurs, est encore qu'Œdipe Roi, est moderne. Créon a un canotier, Thésée est vêtu d'un uniforme qui ressemble comme un frère à celui de Tito, tandis que Polyte ou au combat avec d'un uniforme de commandant (qui fait bien mieux sentir au public l'importance de la guerre que ne l'aurait fait un costume de guerrier grec, souligne Gaskill).

Georgi Paro, directeur depuis cette année du programme théâtral du Festival de Dubrovnik et metteur en scène lui-même, partage les options de Gaskill. « Il ne faut pas, dit-il, que sur des lieux scéniques exceptionnels comme en possède Dubrovnik (où

les spectacles se donnent au sommet des tourterelles, dans la cour du palais du Recteur ou sur les places de la ville) on se contente de déplacer sous les étoiles des mises en scène conventionnelles de salles de théâtre. » Jusqu'ici, à part quelques rares exceptions, le Festival de Dubrovnik, dans sa partie théâtrale en tout cas, a été assez conventionnel et répétitif. C'est ainsi que certaines pièces font depuis des années partie intégrante du Festival. C'est le cas de Hamlet, qui a trouvé, il est vrai, dans la forteresse du XIII^e siècle, Lovrijenac, un Elscuor magnifique et qui depuis des années ne désemplit pas mais s'use doucement.

Œdipe a marqué un tournant vers ce que M. Paro appelle le théâtre vivant.

VANJA LUKSIC.

Cinéma

«UNE FEMME FIDÈLE», de Roger Vadim

Après avoir réalisé en 1959 une version « modernisée » des Liaisons dangereuses, Roger Vadim nous propose aujourd'hui (d'après un scénario de Daniel Boulanger) une suite de variations romanesques sur certains thèmes du livre. Les personnages ont changé de noms, mais, à travers le cynisme ou la perversité des uns, la loyauté ou l'innocence des autres, on reconnaît aisément les caractères de Valmont et de la marquise de Merteuil, de la présidente de Tournai et de Cécile de Volanges. L'époque a changé également : nous ne sommes plus à la fin du XVIII^e siècle, mais au début du XIX^e, en 1828, sous Charles X. Ce qui nous vaut de beaux paysages échevelés et l'apparition d'un des premiers trains ayant roulé en France. C'est d'ailleurs dans un des wagons de ce train, symbole du machinisme naissant, que le comte Charles de Lapalme (le Valmont de l'histoire) commence à troubler la très prude, très fidèle et finalement très vulnérable Mathilde Leroy.

La suite du récit est, dans ses grandes lignes, conforme au modèle. De faux repentins en désespoirs simulés, Charles finit par conquérir Mathilde. Devant un feu de bois où se consume — dernier rempart de sa vertu — la chemise de la pécheresse, les deux amants goûtent pendant vingt jours et vingt nuits aux plus délicieuses voluptés. Puis Charles, assailli de sa victoire et ignorant encore que l'amour l'a vaincu, regagne Paris, tandis que Mathilde, restée seule et victime de l'odieuse stratagème lomenté par une ancienne maîtresse de son amant, murt d'avoir trop pleuré sous la pluie.

Cet arrangement d'un chef-d'œuvre littéraire nous ramène vingt ans en arrière, à l'époque où triomphait sur les écrans ce qu'on appelait la « qualité française ». Tout ici est élégance, raffinement, distinction. La perversité elle-même, quand elle pointe, demeure de bon aloi. D'un sujet sulfureux, délibérément édu-

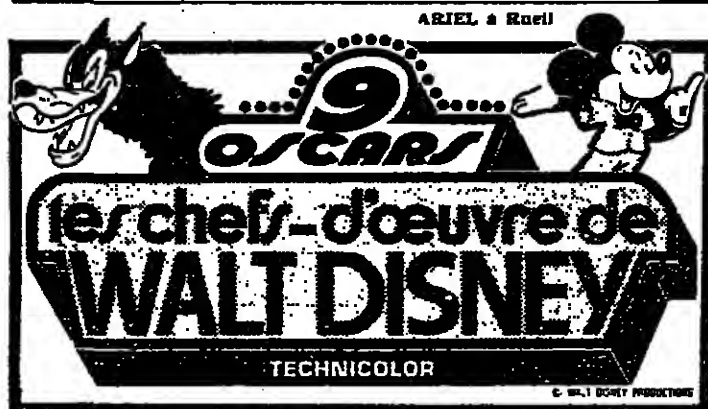
coré, Vadim a tiré une histoire sentimentale, où le vice et la vertu combattent à fleurs mouchettes, une sorte de mélodrame romantique que l'on croirait être le fruit d'une étrange collaboration entre Lucien et Zola. Fleurit, une collection d'estampes qui ravissent les yeux, mais laissent le cœur indifférent.

Car, malgré les regards mouillés, les rougeurs, les élan mal réprimés d'une Sylvia Kristel touchante de sincérité, on ne vibre guère aux ardeurs et aux pampans de la pauvre Mathilde. Et l'on ne frémit pas davantage à la duplicité du comte de Lapalme, dont le personnage bénéficie pourtant de la prestance et du talent de l'acteur anglais Jon Finch. Entre eux et nous, entre leur sensibilité et la nôtre, le courant ne passe pas.

JEAN DE BARONCELLI.

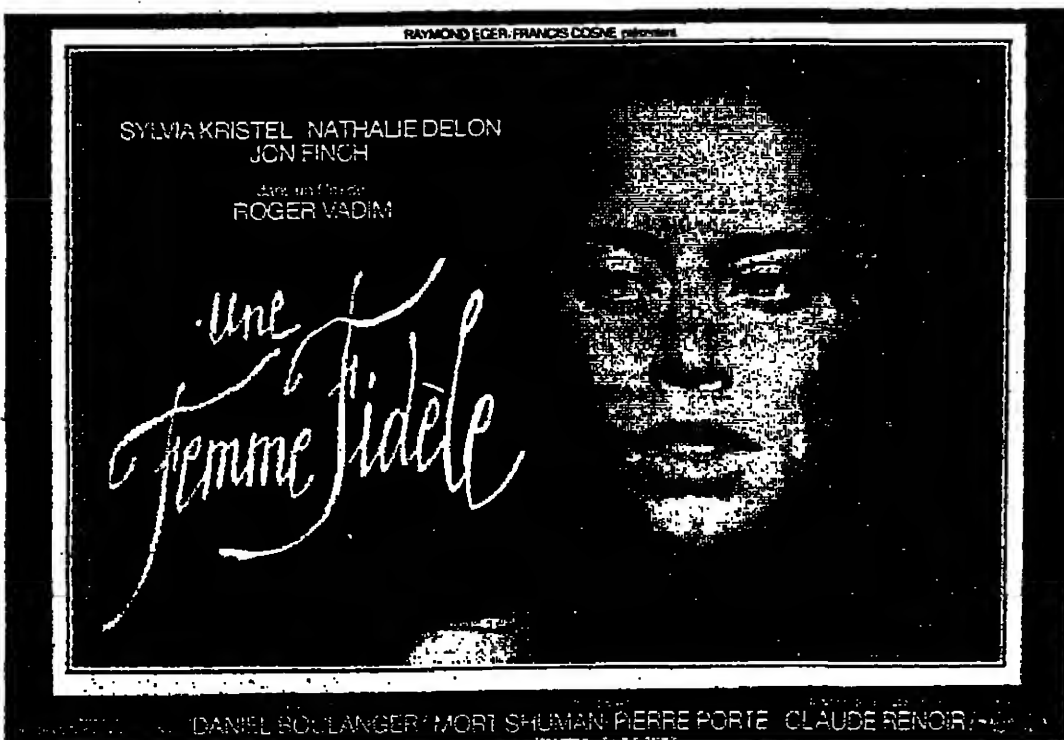
★ Studio Jean-Cortese, Publicis Saint-Germain, Ermitage, Publicis Champs-Élysées, Jean-Linder, Paramount Opéra, Liberté, Paramount Opéra, Miramar, Muret, Paramount Mallo, Secrétaire.

CONCORDE PATHE - LA ROYALE - RAYMONT THÉÂTRE - RAYMONT SUD - CAMBROUZE MONTPARNASSE PATHE - RAYMONT GAMBETTA - OLIVIER PATHE - QUINTELL THIAIS Belle Étoile - ORSAV Ulla 2 - ASNIERES Tricycle - CHAMPIREY Multiplex Pathe ENGLISH Français - SARGELLES Flanades - PARLY 2 Studio - EBY Bismont



UGC MARBEUF - OMNIA - VENDOME - JEAN-RENOIR - NORD CINEMA - UGC ODEON - STUDIO RASPAIL - CYRANO Versailles - FLOREAL Sartrouville

Vadim a réalisé là un de ses meilleurs films. Michel Mohrt - Le Figaro



Renaissance du Tazieh à Chiraz

Il y a toujours, lorsqu'on arrive à Chiraz au crépuscule, une atmosphère tactile, la ville ocre cernée de montagnes et une foule agglutinée à l'aéroport, des centaines d'yeux qui vous épient sous les voiles noirs. En dix ans, remanquent les habitudes, la ville a bien changé : elle sent l'argent ; partout des lotissements prolifèrent aux dépens des jardins ; on coupe les vieux arbres, le climat se dégrade. Chiraz fait sa crise de croissance, le festival aussi.

Il a commencé modestement en 1967 avec un programme musical. Peu à peu le théâtre, la danse puis le cinéma ont fait leur entrée. En 1970, le festival de Chiraz-Persopolis était devenu une plate-forme de la production d'avant-garde offrant ses sites millénaires aux délices du Magic Circus ou au rituel de Grotowski. Dans la brèche tout le nouveau théâtre s'est engouffré, le Street and Puppet, André Serban, Ova-nessian, Bob Wilson, la danse de Cunningham, Nikolaï ou Béjart, la musique de Cage, Xenakis, Stockhausen...

Cette année encore, suivre ces manifestations suppose un mode de vie accordé à l'air du temps : la matinée est consacrée aux films sur le thème du tiers-monde. Vers 17 heures, après la forte chaleur on peut aller entendre en plein air l'American Brass Quintet ou l'Orchestre de chambre de la radio-télévision iranienne dirigé par Ivo Malec, à moins que l'on aille choisir d'aller voir Béjart à Persopolis. Mais aucune journée ne saurait se terminer sans le concert de musique traditionnelle indo-iranienne à minuit, près du tombeau du poète Hafiz.

Béjart est venu

La politique ne fait pas toujours bon ménage avec les arts, et ce dixième festival a connu des défections. L'opéra populaire Lhamsa, d'origine tibétaine, n'a pas été autorisé à venir. Xenakis, invité par solidarité avec les contestataires iraniens ; la compagnie de Merce Cunningham a décidé par vote de s'abstenir : c'est avant tout, ont expliqué les danseurs, pour manifester contre les livraisons d'armes américaines et la politique d'engagement de leur pays en Orient. Maurice Béjart lui, est venu : « J'ai accepté l'invitation pour

Chiraz, précise-t-il, de la même façon que je participerai, le 12 septembre, à la fête de l'Humanité. Ce que j'ai à dire, je le dis dans mes ballets. A Persopolis, je donne Golestan mais aussi l'Oiseau de feu, qui est une sorte de chant des partisans. » Béjart a créé, cette année, Héliogabale. Ce ballet confirme la nouvelle orientation du choréographe amorcée avec Notre Faust. Béjart a appliqué au texte d'Antonin Artaud le même traitement qu'à celui de Goethe : emploi de la voix, jeux de masques, parti pris de dérision. Dans Héliogabale, tout est provocation. La dualité du personnage s'exprime tantôt dans des rythmes noirs, tantôt par des airs de Verdi chantés par la Callas et symbolisant la décadence de Rome. Des allusions très précises aux perversions du jeune empereur se succèdent dans un vaste collage délirant. Un épisode de castration assez vivement suggéré provoque la fuite du public iranien venu en famille.

On aime ou on exécère ce spectacle, bien mis en scène, débordant d'idées et littéralement enfiévré par une troupe rassemblée et « chauffée à blanc ». Il y a toujours chez Maurice Béjart un côté de démonstration un peu scolaire qui gêne.

Le successeur de Mahomet

A Chiraz, cette année, le théâtre traditionnel iranien a tenu une grande place. Nul doute que les critiques amies dans le monde contre l'Iran n'aient engendré dans le pays un réflexe nationaliste ; celui-ci se manifeste par le renouveau d'une forme spectaculaire ancienne, tombée en désuétude depuis plus d'un siècle : le Tazieh.

Le Tazieh est une représentation populaire donnée dans les mosquées ou sur les places des vil-

lages pour célébrer le martyre d'Ali, d'Husayn et des siens. Il s'agit d'un théâtre directement relié à la religion iranienne qui, à la différence de l'ensemble du monde musulman, reconnaît comme successeur de Mahomet son gendre Ali et ses descendants, tous morts dans les supplices. Les Tazieh relatent ces épisodes. Ils tiennent à la fois du mystère de la Passion et de la chanson de geste. Des tirades parées (pour les méchants) et modulées (pour les justes) sont entrecoupées de tableaux épiques joués dans un style d'images d'épinal : autour du théâtre en rond où se tiennent l'imam et sa famille, une piste sablée est réservée aux évolutions des chevaux et aux combats. Les rôles de femmes sont tenus par des hommes.

Le Tazieh est vécu par le public religieux. Annonce par d'immenses trompettes, il va se dérouler pendant trois ou quatre heures, ponctué par un petit orchestre (trompette, tambour et cymbales) ou des roulements de grosses caisses. Il s'achève dans un flot d'hémoglobine et de membres éparpillés, les gémissements et les pleurs de la foule.

Déjà les théatologues se sont emparés du sujet : colloques et débats ont jalonné ce festival. C'est une véritable réactualisation du Tazieh qui a lieu. Il est question de créer un centre de documentation et de recherches, un musée, une école de comédiens.

Le Tazieh est-il exportable ? Certains y pensent déjà. Pourtant, un des éléments essentiels de ce théâtre reste le rapport entre les acteurs et le public et la participation active des fidèles, qui répondent comme à la messe, se frappent la poitrine et pleurent. On n'imagine pas un Tazieh privé de ce support. Il faut le consommer sur place.

MARCELLE MICHEL.

LETTRES

Le bonheur est dans le pré

(Suite de la première page.)

La nature, ils n'ont que ce mot à la bouche. Ils ne cessent de lui parler par l'intermédiaire des bêtes, des feuilles ou des cailloux. « Mes chères, je les aime autant que du monde. Elles ne disaient jamais de sottises », soupire Mme Rezac, fermière à Chavignol, et Clément, le dernier tailleur de pierre du Calvados, dialogue avec une roche de 100 kilos : « Je lui dis : « Viens cocotte ! », je l'engueule quand elle me pince les doigts, je la sonne pour la faire chanter. »

Mme Alain, sculpteur sur bois dans l'Aisne, converse avec les arbres : « Salut mon vieux ! Tiens encore ça qui l'a repoussé. M. Guillot, garde-chasse du Puy-de-Dôme, échange de longs adieux muets avec le renard qu'il tient en joue : « Je l'affronte depuis trois ans. Et puis, le jour où je l'ai eu, il a mis dix minutes à arriver sur moi, je l'attendais

marcher, la neige craquait. Et je n'ai tiré qu'au dernier moment parce que je regrettais presque de le tuer. » Michel, le pêcheur breton, adresse ses condoléances au homard qu'il retire d'un casier. « Il a l'air tout triste. Je lui demande : « Tu es malade ? » Il ne me le dit pas, mais je le sais. Il n'a plus son œil vivant, comme dans le temps... Le grand maître de la France, c'est la course aux sous. L'homme, avant, était gentil, social. Maintenant c'est fini, il faut des sous : à la pêche, à la chasse, il est devenu destructeur. »

Des sous, les interlocuteurs de Pierre Bonte s'en moquent ou s'en méfient. « Pourquoi courir ? On arrive tous ensemble au 31 décembre », remarque un Provençal : « Il veut mieux un peu souffrir de la faim que de tant travailler », constate son voisin, et un Charentais ajoute : « Être le plus riche au monde, ça ne m'a jamais intéressé. » Pour ce pêcheur de Sète, qui se définit comme « un paysan de l'eau, lié à la mer comme l'autre à sa terre », il suffit de pouvoir « se mettre une petite côtelette de côté », et la servante du curé, reconvenue dans la photographie, de conclure : « Les nuages, les fleurs des champs, les meilleures choses nous sont données par Dieu, pour rien. »

Ces compatriotes exemplaires n'ont qu'une faiblesse : la boisson. Ils prêtent à l'alcool des pouvoirs prodigieusement magiques. Un garde forestier du Verdon affirme : « Le pèlerin relâche l'eau ; ce n'est pas de la biague, et il élimine tous les maux qu'on peut avoir. » Un vigneron de l'Yonne regrette « le temps où les gamins, avant de partir pour l'école, buvaient un coup de ratafia, deux litres de vin pour un tiers d'alcool à 55 degrés. On ne voyait pas beaucoup de gens mourir jeunes, preuve que ce n'était pas si mauvais que ça », tandis que son collègue de Vouvray dénonce les méfaits de l'eau minérale : « Ça, c'est le poison. Voyez l'histoire contemporaine. En 1940, ils ont mis le gouvernement français à Vichy, une ville d'eau, ce n'a pas été une merveille. Et pour les affaires d'Algérie, y-a-t-il mis le à Evian, et quand y-a-t-il parti du Sahara, ça a raté. » A tour de rôle, ils lèvent leur verre pour « se donner un peu d'esprit », alors qu'ils en ont à revendre. Ecoutez-les. Ils ont l'accent, le souffle d'un terroir aujourd'hui menacé et dont ils célèbrent ingénument les richesses. Ils ripostent aux offensives du béton civilisateur à coups de champignons et de myrtilles. Et peut-être, qui sait ? remporteront-ils la victoire, car ils ont les fées dans leur camp. Oui, les fées qui ont confié à l'un d'eux, vieux conteur de Charente, que « dans la vie, en faisant le bien, on trouve toujours le bien ».

GABRIELLE ROLIN.

* Stock éd., 344 pages, 32 F.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Société hypermarchés

AUCHAN

17 magasins - 3,5 milliards de C.A. en 1976
40 % de progression par an depuis 10 ans
4 ouvertures en 1977

recherche pour magasin du Nord

Chef de secteur services généraux

Homme solide de caractère, minimum 30 ans, rigoureux, aimant les responsabilités, de formation acquise sur le terrain ou en université, capable de diriger les services sécurité, surveillance, entretien, nettoyage.

CHEF DE RAYON NÉGOCE PRODUITS FRAIS
CHEF DE RAYON PHOTO-CHASSE
CHEF DE RAYON HI-FI-SON
CHEF DE RAYON GROS ET PETIT ÉLECTRO
CHEF DE RAYON TEXTILE
VENDEURS SPÉCIALISTES PHOTO-CHASSE (armes)

- Qu'est-ce qu'un chef de rayon à AUCHAN ?
Le chef de rayon autonome dans sa fonction anime son équipe et gère son rayon cellule de base de l'hypermarché. C'est un commerçant qui doit acheter, vendre, fixer ses marges et ses prix de vente, surveiller ses stocks, aménager et animer son aire de vente. Il se fixe des objectifs annuels et, pour suivre leur réalisation, est aidé par la connaissance de son chiffre d'affaires journalier par des tableaux de bord, par un compte d'exploitation détaillé mensuel.
- Pour réussir vous devez être :
Commerçant, gagnant, jeune et disponible, diplômé d'études supérieures, désireux de montrer ces capacités, ou autodidacte ayant fait ses preuves.
Si vous êtes candidat à l'un de ces postes, nous vous remercions de nous envoyer pour vous expliquer le fonctionnement de notre société et nos possibilités d'avenir.
Réponse et discrétion assurées.

Envoyer C.V. et photo à : **Guy DUJARDIN - DIRECTION RÉGIONALE AUCHAN - 200, rue de la Recherche, 59650 VILLENEUVE-D'ASCQ.**

RÉGION RHÔNE-ALPES

TRES IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE
offre un poste de **DIRECTION**

CADRE
diplômé
H.E.C., ESSEC ou similaire

Ce poste conviendrait à un collaborateur ayant au moins 10 à 12 années d'expérience dans le service commercial d'une grande Société d'engins travaux publics (condition absolument indispensable).

Le candidat retenu ne devra pas être allié à des problèmes techniques.

Entrée en fonction immédiate ou selon accord.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. détaillé, correspondant au profil indiqué et indiquant dernier traitement perçu, adressée à :

B.E.O. (S.S.) - 3, rue de Téhéran, 13005 MARSEILLE

DISCRETION ASSURÉE

GROUPE NATIONAL IMPORTANT ET DYNAMIQUE

recherche pour une de ses filiales son **CHEF COMPTABLE**

Homme jeune, dynamique, disponible, tit. DEC2 ou tout dipl. équival. Exp. de la compt. générale analytique. Budget, fiscalité, paie, informatique.

Minim. 4 ans.

Sera « patron » de l'ensemble de la fonction compt. et financière.

Devra dans les 6 mois devenir le contrôleur de gestion.

Rémunération élevée. Lieu de travail MARSEILLE. Angl. parlé et écrit souhaité.

Adresser C.V. manuscrit et photo, à **SUD MARKETING, n° 11.994, 245, avenue Roger-Salengro, 13015 MARSEILLE**

comex

Leader Mondial dans le domaine des interventions sous-marines
2.400 personnes
Notre Direction Planification Finances recherche

AUDITEUR INTERNE

(Réf. : 2/76.H2)

- niveau DEC2
- 3/5 ans minimum expérience dans groupe multinational ou cabinet audit.
- pratique de l'anglais indispensable.
- la mission : définir et assurer la suivi des procédures comptables.

Lieu de travail : Marseille.

COMPTABLE CONSOLIDATION

(Réf. : 2/76.H1)

- 5 ans minimum expérience comptabilité française et anglo-saxonne.
- pratique des techniques de la consolidation - utilisation de l'informatique.
- anglais indispensable.

Lieu de travail : Marseille.

Le poste est à pourvoir rapidement.

COMPTABLE BANQUES & TRESORERIE

(Réf. : 2/76.H3)

- niveau B.T.S.
- 5 ans minimum expérience.
- la mission : prévision, suivi des comptes bancaires, situation de trésorerie.

Lieu de travail : Marseille.

COMPTABLE 1er échelon

(Réf. : 2/76.H4)

- niveau B.T.S.
- 2/3 ans minimum expérience.
- la mission : suivi, avancement projets techniques du secteur Recherche & Développement

Lieu de Travail : Marseille.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Adresser photo, C.V. et prétentions sous référence correspondante à : **COMEX - Service Recrutement 13275 MARSEILLE CEDEX 2**



emplois internationaux

COTE D'IVOIRE

IMPORTANTES SOCIÉTÉS recherche :

- Pour ses huileries de palme (région côtière) plusieurs officiers mécaniciens marine marchande et et techniciens supérieurs (électro-mécaniciens) pour postes de

CHEFS DE PRODUCTION ET/OU ENTRETIEN
adjoints aux Responsables d'usines
(réf. 122M056)

- Pour une huilerie de graines (palmiste-Coprah) située à Abidjan.

UN INGENIEUR DE FABRICATION
(réf. 122M057/A)

UN INGENIEUR D'ENTRETIEN
(réf. 122M057/B)
ayant l'un et l'autre au moins cinq ans d'expérience dans les industries huilières ou sucrières.

PLUSIEURS CHEFS PRODUCTION
(réf. 122M057/C)
pour ateliers pression-extraction, huiliers confirmés de préférence.

PLUSIEURS CHEFS CENTRALE-CHAUFFERIE MANUTENTION
(réf. 122M057/D)

Pour tous ces postes, une première expérience de la vie Outre-Mer sera appréciée.

- Logements équipés-mobiliés. Voiture ou indemnité.
- Facilités de scolarisation des enfants.
- Contrats expatriés et avantages sociaux inhérents.
- Deux mois de congés payés tous les 10 mois (voyage payé, en Europe pour toute la famille dès la deuxième année de séjour).

Adresser lettre de candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions à : **30, rue de Mogador - 75009 PARIS** en rappelant la référence correspondante



Groupe à vocation internationale recherche

FISCALISTE

Au sein de la Direction Financière, il coordonnera, contrôlera, dans un premier temps, l'ensemble des questions fiscales des sites français du groupe. Ce poste évoluera très rapidement vers une compétence internationale. C'est un cadre d'au moins 30 ans, av. impérativement, une exp. dans l'administration. Pratique de l'anglais Indispens.

Lieu de travail : région méditerranéenne. Déplacements de courte durée à l'étranger.

Envoyer C.V. + photo et prêt, à : **SUD MARKETING, n° 11.994, 245, av. Roger-Salengro, 13015 MARSEILLE**

BANQUE REGIONALE recherche

CHEF D'AGENCE

NIVEAU
Tal. 58-47-48 de 9 h 30 à 13 h et 14 h. 15 à 18 h. 30.

LABORATOIRE PHARMACEUT. recherche

DELEGUE COMMERCIAL

INTRODUIT dans les pharmacies de Paris et région. Fire + Prime + Frais. Env. C.V. + photo + prétentions, à : **EDICO, 16, place Bellecour, 69002 LYON**

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES recherche

INGENIEUR E.N.S.I.

Ayant une expérience dans les domaines de la mécanique des sols, des études et contrôles des matériaux, pour poste de responsabilités à STRASBOURG

Ecrire avec C.V. à : **C.E.B.T.P., 12, rue Brancion, 75017 PARIS CEDEX 15**

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

Pour faire partie d'une équipe d'études sur bruits et vibrations.

Bonnes connaissances en vibrations mécaniques, intérêt pour mesures en laboratoire et sur sites.

Anglais Indispensable. Allemand souhaité. Esprit d'équipe développé.

Ecr. avec C.V., photo et prêt, à : **75.00, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.**

Clinique Chirurgicale d'Accès, quartier résidentiel, recherche :

40 à 50 ans, INFRIMIERES

Séances réf. chirurgicales. Bon salaire. Possibilité de logement et de nourriture.

Ecrire en communiquant un numéro de téléphone au : **75.00, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.**

F.I.T. 170 membres recherche URGENT

DIRECTEUR ADJOINT

20 à 30 ans, ayant bons contacts.

ECONOMAT-GESTION CONVENT. COLLECTIVES

Env. C.V. à : **Chalvire, 14 bis, r. de Robespierre, 67000 STRASBOURG**

UN EDUCATEUR ou UN STAGIAIRE

pour encadrer enfants difficiles mais intelligents. Institut Psychopédagogique St-Maximin, 67000 St-Maximin. Tél. : 455-16-10

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DIEPPE recherche

un assistant technique à l'industrie

IL AURA POUR MISSION :

- Le conseil en gestion auprès des P.M.I.
- La mise au point et l'animation d'action de formation à différents niveaux ;
- Une participation à l'animation d'actions collectives.

SON PROFIL :

- 28 ans minimum ;
- Formation supérieure ;
- Expérience industrielle ou en cabinet conseil de quelques années.

Une expérience des relations avec les partenaires sociaux, serait un atout certain.

Rémunération : 50.000 à 60.000 Frs / an.

Adresser lettre manuscrite C.V. photo sous référence 608 à :

CEPAGI 89 avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (120 PERSONNES) construisant machines automatiques recherche pour TOURS

INGENIEUR B.E. DIPLOMÉ

35 ans minimum. Ingénieur d'hommes. Expérience encadrement B.E. Solides connaissances électromécanique, automatisme pour études, mises au point, réalisation matériel manutention.

Adresser C.V. manuscrit, TELEPHONE + photo + salaire actuel à : **réf. 75.000 à PAULE DELORME, 24, rue de la Scellerie, 37000 TOURS**

Tél. : (47) 65-41-54. Chargée de la sélection.

SOCIÉTÉ CIRA-GEIGY S.A. Usines de Saint-Fons (Rhône) recherche

ING. confirmé BUREAU d'ETUDES

pour poste d'avenir LYON

- Formation Centrale ou A.M.
- 30 ans minimum.
- Expérience intell. chimiques souhaitée.

Ecrire avec C.V. à : **Service des Personnes B.P. 65 - 69190 SAINT-FONS**

Important Constructeur français Matériel Electrotechnique Haute Tension recherche

SECRETAIRE GENERAL

- Chargé notamment des problèmes de personnel et administratifs.
- Age minimum 40 ans.
- Formation générale supérieure ou bon autodidacte.
- Expérience similaire en milieu industriel.
- Poste situé dans le Haut-Rhin.

Adresser C.V. et lettre motivée sous réf. 72013 G

ORES SE.C.E. 11 Allée de Robertusau 67000-STRASBOURG

IMPORTANTES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES recherche

LIBRE RAPIDEMENT (1-12-1976 ou plus tard) pour sa filiale de COTE D'IVOIRE implantée à ABIDJAN

UN CHARGÉ DE PROGRAMMES

auquel seront confiées l'étude, le montage et le suivi d'une importante opération de construction et ce tant sur le plan financier et fiscal que sur le plan administratif et technique.

Le candidat retenu, qui bénéficiera durant les trois ans prévus initialement pour ce détachement du régime « des expatriés », devra avoir impérativement une formation technique (niveau Ingénieur T.S. ou équivalent) complétée par un diplôme de gestion du type I.A.E. ou équivalent.

Il devra en outre avoir une expérience professionnelle de 2 à 5 ans minimum, acquise et possible dans une entreprise générale de bâtiment.

Ecr. avec C.V. détaillé et prêt, sous no 71.772 à **CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, 75009 PARIS** Cedex 04, qui transmettra.

INTERNATIONAL PARTNERS

offre OPPORTUNITÉS EXCEPTIONNELLES

QUAGADOUGOU (Haute-Volta) à

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Réf. de 2^e plan exigées pour disciplines suivantes : Économiques - Juridiques - Comptables.

Adresser C.V. et photo récente à : **INTERNATIONAL PARTNERS (Bureau de Paris), 14, passage Duguesclin, 75015 PARIS.**

Coll. Centre Afrique demande prof. Math. 1^{er} Cycle.

Ed n° 7254, « Le Monde » Pub., 3, r. des Italiens, 75221 Paris-8^e

COME TO ENGLAND au pair. Peu de frais. Pour plus de détails, écrire à : **Au Pair International (S.M.), 18 Succleuch Road, Branksome Park, Poole, Dorset, BH 13 6 L.F., Angleterre**

chefs de produits

BSN-Gervais Danone, premier groupe alimentaire français, recherche pour

Kronenbourg, la marque de bière de luxe la plus dynamique en France et en Europe, des H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., I.S.A. ou M.B.A. : compte-tenu de leurs

compétences et de leurs expériences (entre 2 et 5 ans de la gestion de produits de grande consommation), ils se verront proposer un poste « junior » ou « senior »

Intégrés à des équipes jeunes, ils auront en charge le développement de marques de Kronenbourg en France ou en Europe : la connaissance de deux langues étrangères dont l'Anglais, est souhaitable.

Postes à pourvoir à Strasbourg, corréleur économique et culturel, au sein d'un groupe facilitant les évolutions de carrière.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. D 10, à **Daniel HARDQUIN, BSN-Gervais Danone 128-130, rue J. Guesde 67000 Strasbourg**

bsn.gervais danone

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Les systèmes de gestion: un secteur en perpétuel devenir

Produire une gamme de systèmes continus et cohérents, qui soient en mesure de suivre l'évolution des besoins des clients: c'est le but de notre action technique. Mais, nous ne pouvons pas atteindre une situation optimale sur le marché sans la complémentarité de l'action commerciale.

Le rôle de nos Ingénieurs Commerciaux - aider les acquéreurs à choisir le système le mieux adapté à leurs besoins - implique qu'ils aient la culture économique (formation commerciale supérieure) et la tournure d'esprit permettant le dialogue avec les clients et leurs collaborateurs.

Des postes sont à pourvoir à PARIS, et en Province.

Adresser CV et prétentions à Monsieur GIESE sous référence 140 OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg St-Honoré 75008 PARIS.

olivetti

EUROMARCHE

1 CHEF COMPTABLE

Stagiaire

Ce poste comportera des voyages en Province et commencera à tout moment.

- D.E.C.S. ou diplôme équivalent.

- Expérience informatique confirmée.

Le Candidat ne doit pas avoir moins de 25 ans et doit posséder un sens de l'organisation du travail et du contact humain.

Ce poste réclame une forte personnalité et un dynamisme caractérisés.

Nombreuses possibilités à l'intérieur d'un groupe en pleine expansion.

La rémunération sera déterminée en fonction des aptitudes des Candidats.

Envoyer CV Préférences et photo à: EUROMARCHE Monsieur Ph. GILLES 182 R.N. 7 - 91200 ATHIS-MONS

digital

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Leader dans le domaine des mini-ordinateurs
et Constructeur de grands systèmes de réputation mondiale.

INGENIEURS SOFTWARE (LOGICIEL)

pour fournir une assistance à la clientèle sur PDP-11 et DEC SYSTEMS 10/20

NOUS DEMANDONS:

- une expérience de 2 ans au moins en Scientifique ou gestion.
- La connaissance approfondie d'un système d'exploitation d'un langage assembleur et d'un langage évolué.
- La maîtrise de la langue anglaise.

Venez vous joindre à un groupe dont le développement est tel que chacun peut y trouver une évolution de carrière à la mesure de ses capacités et de ses ambitions.

Postes à pourvoir à PARIS (réf. ISP11) et LYON (réf. ISL12).
Veuillez adresser votre CV + photo à: DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Direction du Personnel 18, rue Saarinen - Cidex L 225 - 94533 RUNGIS

ECOLE PRIVEE PARIS-EST
recherche
PROFESSEUR PHYSIQUE
expérimenté et service partiel.
Ad. C.V. à CLAIR, 28, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui tr.

A.T. ELECTRONIC
niveau B.T.S. ou D.U.T., stage O.A. pour S.A.V. Nombreux déplacements France et étranger. Niveau certifié supérieur, révis. et photo à: PICA, B.P. n° 2, 75220 Le Mesnil-Saint-Denis.

STC EXPERTISE COMPTABLE
recherche
CHEF DE MISSION
niveau certifié supérieur, révis. et photo à: STC, 50, rue de la Justice, Paris (20^e).

emplois régionaux

MICHELIN

recherche

jeunes cadres commerciaux

H.E.C. ESSEC. ESCP. ou équivalent

Alliant leurs connaissances à un goût réel du commerce et à des qualités d'homme de réflexion, de concertation et d'action.

Nous leur proposons

- de débiter une carrière commerciale dans notre réseau de vente après une solide formation sur nos produits, nos structures et nos méthodes.
- de développer ensuite cette carrière dans l'une des différentes filières de notre commerce international en France ou à l'étranger (direction des ventes, direction commerciale, administration commerciale).
- de réelles possibilités d'évolution vers des responsabilités de premier plan à ceux qui sauront joindre avec rigueur leurs talents personnels à la solidité de notre expérience.

Adresser candidature à MICHELIN SP/33 63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX
La discrétion la plus absolue est assurée.

NAVIGES DE LIGNE

Compagnie internationale transports maritimes armement, importante flotte. Flotte navires de charge et pétroliers recherche pour son bureau de Monaco

CHEF D'EXPLOITATION

Navires de ligne, connaissance approfondie conférences maritimes, expérience acquise auprès armateurs et/ou courtiers. Age: 35 ans environ. Parfait bilingue anglais.

Adresser candidature, C.V. détaillé, photo récente (recommandée), résumés, actualité, prêt, n° 400.077 M. Régie-Presse, 15 bis, r. Beaumour, Paris-2^e, qui tr. Discretion absolue.

ingénieur process d'exploitation

Ce poste, intégré à l'équipe process consiste, à apporter aux services fabrication toute l'assistance technique dont ils peuvent avoir besoin.

Il sera proposé à un Ingénieur Grande Ecole de haut niveau ayant une formation complémentaire I.F.P. et/ou une expérience de 2 ans minimum dans un service d'exploitation pétrochimique.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 5103T.

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

GALVANOR COLORACIER (filiale d'USINOR)

50 kms nord de Paris - recherche pour son service Informatique

Ingénieur Débutant

libéré des obligations militaires, de formation ENSI.
Nous attachons plus d'importance à la valeur personnelle du candidat, à sa disponibilité, à son esprit d'équipe qu'à sa formation technique qui sera assurée au sein de la Société.

Ce poste peut évoluer rapidement vers la responsabilité de projets.

Adresser lettre man. + CV détaillé à M. CLERE sous réf. 73361/M, Sèle - CEGOS - 33, Quai Gallieni, 92153 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Sèle CEGOS

GIS

GESTION INFORMATIQUE SYSTEME

Dans le cadre de notre développement nous recherchons

PROGRAMMEURS

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Niveau IUT ou maîtrise informatique ayant minimum 1 à 2 ans d'expérience.

INGENIEURS ANALYSTES

Formation Ingénieur ou maîtrise Informatique. Ayant minimum 2 à 4 ans d'expérience d'analyse et conduite de projet.

INGENIEUR D'AFFAIRES

chargé du suivi technique des travaux et des relations avec la clientèle et le personnel. Formation d'ingénieur, ayant minimum 4 à 5 ans d'expérience dans fonctions similaires.

- Rémunération avantageuse et plan de carrière assuré.

Ecrire C.V. détaillé + photo à GIS 48, rue du Banalegh - PARIS (19^e)

AUTOMATISMES INDUSTRIELS directeur d'usine

Nous concevons et fabriquons des automatismes industriels fort capables sur le marché européen. Nos efforts permanents pour améliorer notre gestion nous conduisent aujourd'hui à rechercher le responsable de notre principale usine (300 personnes).

Sa mission essentielle sera de concevoir et mettre en place les moyens nécessaires à une gestion moderne de l'usine visant à satisfaire les impératifs commerciaux (qualité, délais) au moindre coût. Il aura pour cela l'assistance des services fonctionnels de l'entreprise (organisation, informatique, contrôle de gestion...).

Ingénieur (E.C.P. A.M. par exemple), il aura une expérience de production et possèdera de bons contacts avec le monde de la série, des qualités de leader et d'animateur et la volonté ferme de développer une organisation performante et motivante.

Le poste est à pourvoir rapidement dans une ville proche de la région Parisienne où existent toutes les possibilités scolaires.

Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidatures. Vous pouvez compter sur leur discrétion. Ecrivez-leur sous réf. 50.213-M

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vaucresson

IMPORTANTE SOCIETE MULTINATIONALE

(Banlieue Sud Paris)

recherche pour son Service Marketing

jeune statisticien débutant

pour utilisation d'outils statistiques, en vue d'application marketing.

Niveau licence mathématiques ou maîtrise Gestion/Economie avec option statistiques.

Anglais courant. Sens de responsabilité. Goût du contact.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions sous réf. 30867, à Havas Contact 156 Bd Haussmann; 75008 Paris qui transmettra...

IMPORTANTE SOCIETE BANLIEUE SUD

recherche pour son SERVICE DU PERSONNEL

2 JEUNES CADRES ADMINISTRATIFS

- L'un sera chargé de la constitution et de l'exploitation d'un fichier informatique de gestion des personnels et d'études sur les problèmes de réglementation.

- L'autre, des questions salariales (étude et suivi des rémunérations, enquêtes, budget...).

FORMATION: Licence en Droit ou équivalent. Une première expérience dans la métallurgie serait appréciée.

Ecrire sous n° 72.134 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmet.

No 1 EN FRANCE (Bicentenaire du Bâtiment)

nous créons, sur proche Ouest parisien, le poste de:

ASSISTANT-MARKETING

Adjoint du Directeur Commercial, il aura pour tâches de:

- préciser nos marchés réels et potentiels,
- participer à la définition et au développement de notre ligne de produits,
- participer à l'amélioration de nos méthodes de communication et de distribution et intervenir dans leur mise en application.

Le candidat retenu aura une formation commerciale supérieure et au moins 3 ans d'expérience dans une fonction analogue.

Ecrire avec C.V. photo et prêt sous n° 6101 à: CINOBIEN - 104, rue La Fayette, 75010 PARIS, que nous avons chargé de ce recrutement.

SOCIETE INDUSTRIELLE (BIENS EQUIPEMENT FERROVIAIRES)

proche banlieue Nord recherche

INGENIEUR QUALITE

chargé du contrôle sous-traitance du suivi des techniques de l'assistance technique (conception/étude) aux constructeurs et utilisateurs.

Ce poste s'adresse à un homme jeune, mobile, rigoureux, capable contacts tous niveaux.

Formation technique, niveau ingénieur ou technicien supérieur.

Envoyez C.V. manuscrit, TELEPHONE + photo + salaire actuel à réf. 75.007, à PAULE DELOORME, 24, rue de la Solierie, 97000 FORT-DE-FRANCE.

Tél.: (47) 05-41-54. Chargé de la sélection. Les interviews auront lieu à PARIS.

SNCF

OFFRE

105 EMPLOIS

DANS SES BUREAUX D'ETUDES

Recrutement par concours

des 20, 21 et 22 octobre

(Connaissances en DESSIN INDUSTRIEL néces.)

OUVERTS AUX JEUNES GENS:

- Français ou naturalisés français, nés entre 31-12-1947 et le 31-12-1958.

- titulaires d'un baccalauréat ou d'un brevet de technicien scientifique ou technique.

Rémunération de début: 3.000 F par mois environ. Carrière intéressante - Emploi stable.

Avantages sociaux

Ecrire à: Département du Personnel à PARIS.

- Direction de l'Équipement, 17, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS (70 emplois).

- Réseau EST, 13, rue d'Alsace, 75010 Paris (8 emplois).

- Réseau NORD, 18 bis, rue de Dunkerque, 75475 Paris (8 emplois).

- Réseau OUEST, s'adresser au Réseau du SUD-OUEST (8 emplois).

- Réseau SUD-OUEST, 1, place Volubert, 75013 Paris (15 emplois).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS le 20 SEPTEMBRE

INGENIEUR SYSTEME

Intégré à la Direction Informatique du Siège, il remplira des missions de consultant et d'assistance technique auprès des groupes études et exploitation. (CHB Série 60)

Il aura la responsabilité de concevoir les études prospectives des divers produits logiciels et il participera à la réalisation des projets de télétraitement.

Pour cela, il aura une formation supérieure en informatique, et une expérience similaire de 3 ans minimum sur ordinateur de moyenne puissance (CHB ou IBM) sous OS.

Compétence technique et souplesse dans la collaboration apparaissent ici comme des éléments indispensables.

Un poste est à pourvoir à PARIS.

olivetti

Adresser CV et prétentions à Monsieur LAJEAT sous référence 5 25 OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg St-Honoré 75008 PARIS.

Jeune 150

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,35
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS recrutent par concours
30 ANALYSTES et 30 PROGRAMMEURS SYSTÈME

- Formation rémunérée
- Possibilité de poursuivre études universitaires
- Avantages Indemnitaires
- Accès aux emplois supérieurs

Epreuves écrites les 25-26-27 octobre 1976
INSCRIPTION JUSQU'AU 20 SEPTEMBRE

Paris
DIRECTION DES POSTES DE PARIS
140, boulevard du Montparnasse
75675 PARIS CEDEX 14

Province
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES POSTES
au chef-lieu du département de résidence

Très importante société industrielle. Fabrication en grande série pour l'automobile. recherche pour l'une de ses usines à 60 km au nord de Paris :

CADRE

gestion de production

30 ans environ. Formation technique supérieure. Dépendant directement de la Direction et faisant équipe avec les services commerciaux, de fabrication et de méthodes, il aura la responsabilité de la gestion des stocks, des programmes de fabrication et de la définition des séries économiques, en liaison avec le département informatique du siège.

Expérience indispensable de l'ordonnement et de la gestion de série en mécanique.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi : 01 4121 30 30 - 13h30 à 18h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Référence 812.
65, avenue de Wagram
75017 Paris

IMPE ENTREPRISE BATIMENT
recherche pour la région parisienne

Personnel Administratif Comptable

- Compétence générale et analytique
- Gestion du personnel
- Services administratifs

Formation exigée
D.E.C.S. ou B.T.S. - D.U.T.

Ecrire avec C.V. à n° 72.129 CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}, qui transmettra

AUDIT
CABINET INTERNATIONAL
Recherche

JEUNES DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES ou équivalent

Nous offrons une formation aux techniques d'audit par cours, séminaires, travail auprès des clients et stages à l'étranger.

Requis : au moins 2 certificats du DECS ou équivalent, bonnes connaissances de l'anglais.

Envoyer curriculum vitae détaillé (de préférence avec N° de téléphone) à :

Coopers & Lybrand
Boite Postale 451-68 - 75308 Paris Cedex 08

FILIALE AMÉNAGEMENT D'UN GROUPE IMMOBILIER IMPORTANT
recherche

un chargé d'affaires

Il aura la responsabilité du montage juridique et financier d'importantes opérations d'aménagement ou de rénovation urbaine ainsi que de leur coordination.

Ce poste conviendrait à jeune cadre, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant au moins deux ans d'expérience dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence PARD (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS ET CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75006 PARIS

Honeywell
HB NETWORK INFORMATION SERVICES
recherche

UN SPÉCIALISTE EN TÉLÉCOMMUNICATION

qui sera responsable du fonctionnement de son réseau européen de TIME-SHARING.

Le candidat, INGENIEUR ou équivalent, devra justifier d'environ 3 années d'expérience, avoir le sens de l'organisation et parler normalement l'anglais, avoir travaillé dans un contexte international hautement professionnel, nécessitant des voyages de courte durée tant en Europe qu'aux États-Unis.

Ecrire sous réf. 76-2-1 avec C.V. et prétentions à Direction du Personnel HB N.I.S. International, Tour Atlantique Ceder 06, 92096 Paris-La Défense.

Société FRANÇAISE IMPLANTÉE DANS TOUTE L'EUROPE LEADER SUR SON MARCHÉ
recherche

Un RESPONSABLE PROMOTION COMMERCIALE

pour sa Direction Marketing-Communications. (Organisations d'expositions, salons, manifestations, relations publiques).

Le candidat aura 2 à 3 ans d'expérience minimum. Connaissance de l'édition appréciée.

Env. C.V. manuscrit, photo, prétentions, n° 71.857, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Nous sommes une Société Française de 1^{er} Plan fortement implantée sur les marchés extérieurs. La Direction Exportation offre un poste de

CHEF de ZONE

pour le BASSIN MEDITERRANEE (Moyen-Orient excepté) + quelques pays européens non affectés

100.000 F+

Il faut avoir une très sérieuse expérience de la vente de biens d'équipement de préférence dans les domaines des Travaux Publics et Bâtiment.

— Base PARIS.

— Langue anglaise parfaite.

Adresser C.V. détaillé + photo sous réf. 14.005 à

AN.P.M.

JEUNES DIPLOMÉS de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Licence Sciences Économiques
Option Gestion d'Entreprises

si vous :

- êtes attirés par les contacts humains,
- recherchez une activité dynamique,
- avez des aptitudes à convaincre,
- souhaitez "faire" votre situation dans la Région Parisienne,

la **Banque Populaire** de la Région Sud de PARIS vous propose, à l'issue d'un stage de formation rémunéré, des perspectives intéressantes de promotion dans le domaine de son :

ACTIVITÉ COMMERCIALE

conduisant à des postes de responsabilités dans la branche "Exploitation".

Les candidats sont invités à écrire :

B.I.C.S.
Direction du Personnel,
55, avenue A.-Briand, 92120 MONTROUGE

jeune cadre comptable

Importante Société de Produits de grande consommation recherche pour ses services comptables, un jeune cadre disposant d'une formation supérieure (ESG, St.Eco, Maîtrise de Gestion) + D.E.C.S.

Il aura acquis 2 à 3 ans d'expérience de la comptabilité générale soit en entreprise soit en cabinet spécialisé.

Il sera d'abord chargé d'analyser et de prévoir l'évolution de la structure financière de la société (bilans prévisionnels, espérances de résultats nets, gestion de portefeuilles, études financières diverses...).

Il pourra évoluer ensuite dans le domaine comptable vers des responsabilités plus larges impliquant l'animation d'une équipe.

Poste à pourvoir dans proche banlieue Ouest de Paris.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, en précisant rémunération actuelle et prétentions, sous réf. E 72048, à HAVAS CONTACT, 156 bd Houssmann 75008 Paris.

Important laboratoire pharmaceutique nous recherchons un (e)

comptable

expérimenté en comptabilité générale

Si vous avez 30 ans minimum, une formation niveau BTS et quelques années d'expérience comptable, nous vous proposons de vous intégrer dans notre service comptabilité. Vous traiterez les problèmes de comptabilité générale et vous participerez à des travaux d'analyse concernant la gestion et le budget. Notre système de comptabilité intégrée vous amène à travailler en étroite collaboration avec vos collègues et nécessite un bon esprit d'équipe. La classification : Agent de Maîtrise. Avantages sociaux importants. Réponse et discrétion assurées à titre lettre man. + C.V. + photo + rém. adressés à réf. A/5018/5 à Mme Sigollet.

bernard juliet psycom
92, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

BACTÉRIOLOGISTES

Hommes ou Femmes

Solide formation théorique et pratique en BACTÉRIOLOGIE GÉNÉRALE et LAITIÈRE pour surveillance, contrôle et développement de fabrication de ferments lactiques.

Travail en banlieue NORD (4 km de Paris).

Envoyer curriculum vitae et photo à n° 69.744, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

FILIALE TRÈS DIVERSIFIÉE D'UN GROUPE INTERNATIONAL IMPORTANT
recherche IMMÉDIATEMENT pour son siège social. Bénéficiaire EST,

UN CADRE ACHETEUR

de formation École Supérieure d'Approvisionnement ou équivalent, ayant deux ans au moins d'expérience de la fonction : recherche de fournisseurs, études de marchés à l'achat, négociations, sélection, rédaction de contrats, suivi. Anglais souhaité, ainsi que faculté de voyages occasionnels.

Env. C.V. détaillé, photo (retournée) à n° 71.587, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

Jeune diplômé d'Ecole Commerciale ou Professionnel de la vente, profitez de l'opportunité que vous offre la société RANK XEROX en posant votre candidature comme

ATTACHÉ (E) COMMERCIAL (E)

pour diffuser notre gamme de copieurs-duplicateurs en étant responsable et gestionnaire de votre zone d'activité.

Nous vous proposons :

- 5 semaines de formation de base rémunérées ;
- Un salaire élevé dès le départ (fixe + variable) ;
- une participation aux fruits de l'expansion ;
- Statut cadre ou assimilé suivant votre diplôme ou votre expérience.

Des postes sont à pourvoir en REGION PARISIENNE, NORMANDIE, PICARDIE et dans les départements des YVELINES et de l'OISE.

Ecrivez-nous en joignant votre curriculum vitae sous référence V 96 à C. RIGAUDIER.

RANK XEROX Service Recrutement, B.P. 69, 93002 Aubay-sous-Bois

UNILEVER FRANCE
recherche pour renforcer son équipe informatique à PARIS

ANALYSTES de GESTION

- Jeunes diplômés (les) d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, MBA...) ou scientifiques (ECP, Mines...) avec une formation complémentaire de gestion.
- Au niveau national ou international, les perspectives de carrière sont très ouvertes dans les divers secteurs de la gestion.

Ecrire avec C.V. (réf. XIV/76) à UNILEVER FRANCE, Département Central du Personnel, 8, avenue Delcassé, 75384 PARIS CEDEX 08

COMPAGNIE D'ASSURANCES moyenne importance mais en constante expansion, recherche

chef de projet INFORMATIQUE

— Formation Grande École — Age min. 30 ans. Pour assurer l'étude et la mise en route de l'automatisation de l'ensemble des services de l'entreprise.

Une expérience de participation à un précédent projet est indispensable.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Poste intéressant et d'avenir pour candidat ouvert, disponible et capable de s'intégrer dans une équipe.

Si vous répondez à ces critères, écrivez en envoyant C.V., photo, références et prétentions sous n° 78

CAPIC 18, rue Volney 75002 PARIS

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE
fonctionnant en cabinet de groupe existant depuis 20 ans (15 millions d'honoraires en 1975)
recherche

COLLABORATEURS FORMÉS

- à la révision comptable,
- à l'expertise judiciaire et
- ou Commissariat aux comptes.

Niveau certifiant supérieur de révision comptable ou diplôme d'expert-comptable souhaité.

Rémunération élevée pour élément de valeur. Possibilité association après période probatoire.

Adresser curriculum vitae, photo à B&O, arr. 30, 5, place des Victoires, 75001 PARIS, qui transmettra.

SANDVIK CONVEYOR (AUBERVILLIERS)
filiale française d'un Groupe International recherche

ingénieur d'affaires

- afin de développer sa branche maintenance spéciale et process dans les industries chimiques, textiles et alimentaires,
- ce collaborateur de 35 ans minimum devra avoir une formation Ingénieur A.M. ou équivalente,
- il devra avoir le sens des contacts commerciaux à haut niveau, assurer le suivi des affaires, être dynamique et faire preuve d'esprit d'équipe,
- une expérience d'au moins 5 ans dans des fonctions similaires est exigée.
- La pratique courante de l'anglais est indispensable, l'allemand serait apprécié.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 786/NA à

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY 93340 LE RAINCY

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS
recherche pour recrutement immédiat dans sa Direction des Personnels et des affaires sociales

UN CADRE

DE FORMATION INGENIEUR

à qui seront confiés les problèmes de qualification et de conditions de travail.

Le candidat, dont l'âge souhaitable se situera autour de 40 ans environ, doit avoir une solide expérience industrielle. Il devra particulièrement être un homme de méthodes, d'innovation et de relations.

Le poste, situé au siège social à PARIS, réclamera de nombreux déplacements en province.

Adresser curriculum vitae avec prétentions : 12, quai Henri-IV - 75004 Paris.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS
recherche pour Paris

COLLABORATEUR (TRICE) RECRUTEMENT

- Capable de développer puis diriger l'activité sélection de personnel.
- Formation psychologie appliquée exigée.
- Expérience en sélection de personnel indispensable.

Ecrire avec C.V., photo, sous n° 460.038 M à REGIE-PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, Paris (2^e) qui transmettra.

Entreprise en pleine expansion PARIS (20^e) recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

30 ans minimum. Connaissances comptables, informatiques, gestion financière. Bases de droit social.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 7161 à P. LICHRAO S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

USINES DE BEAUCHAMP (Val-d'Oise)

INGÉNIEUR CHIMISTE

- formation de type ENSI, INSA, etc.
- débutant ou ayant une première expérience professionnelle d'ingénieur : procédés en industrie chimique,
- bon niveau en anglais très apprécié.

— RÔLE : aide technique à la production, suivi des performances techniques produits, modifications des références existantes et développement des nouveaux produits en fonction des besoins du marché.

Devant agir en temps que conseiller, l'ingénieur devra faire preuve d'un excellent contact à tous niveaux et d'un sens de la persécution.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à 3M FRANCE, Service Recrutement, avenue Boule, 95250 BEAUCHAMP.

3M

demandes d'emploi[illegible][illegible][illegible]

L'immobilier

pavillons

PECO (78) **DOMAINE**
CD-CHAMP 40 m (ter.)
à 590.000 F. **ENF.** 120 sq. m.
P. CHAMP ENGHEN 120 sq. m.
à 600.000 F. **ENF.** 120 sq. m.
1 et 60. 000 F., 11 citr./an. 74.
P. P. 635.000 F. P. 199.141 F.

LE VESINET
Jardinet Chénierie VILLAS
dét. Récept. à 52 m2 s'd'ord.
arbres, balis. Tour confort,
St Jardin basé 173 m2 sur p.
à 1.200.000 F. **LA TERRASSE**
Le Vesinet - 976-050 Orpl

LE VESINET
ma. agréable, maison fami-
lière, bon dét. Récept. 40 m2
cuis., chambre, bain, toilettes,
porcel. Beau jardin boisé de
fruits. P. 700.000 F. Orpl

L'AGENCE LA TERRASSE
Le Vesinet - 976-050 Orpl

VILLAGE DU HAUT VAY
MAISON DE PROXIMITÉ
dans parc h v. ch.
DE-DE-CHAIRIE : pièces
et réception avec grande
cuisine et autres cuisines.
chambre, WC, salle de bain,
garage.

SAISON : 3 chambres, bains,
cave, 2 gardiens, garages,
dépendances.
P. 350.000 F.

SAISON : 2 chambres, 1
plein sur place. Total (15-4)
1. demand. 10 m à Glas-
vay ou GUYVER au SOUV.
B. 3940 Glasvays.

terrains

Archard de biens cede
118 (11), proche M. Ober-
ville, lotissement en p.c.
n° 1, 1758 H.O. habitations.
CODEP Paris - 536-46 (Or)

CONNELLES (Eure)
km de Paris, à saint-
denis de la forêt, sur bar-
de Seine non polluée, 32
m. AL. PARENT, 736-06 (Or)

les annonces -
Mon
sont reçues par
du lundi au vendredi de 9 h
à 18 h

233.4
postes 392

[illegible]

525.25.25
INFORMATION
LOGEMENT

Un choix de 40.000 appartements et pavillons
neutres à l'achat.

- un entretien personnalisé avec un spécialiste;
- une documentation précise sur chaque programme;
- des renseignements juridiques et fiscaux;
- un plan de financement adapté à votre budget;
- un service entièrement gratuit.

INFORMATION LOGEMENT

Centre Etoile
49, avenue Kléber, 75116 Paris
525.25.25

Centre Nation
45, Cours de Vincennes, 75020 Paris
371.11.74

Centre Malne
210, avenue du Maine, 75014 Paris
539.22.17

LOCATIONS S.S. AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
rue la Michodière, 10e Arr.,
rue d'Alsacia, Mo Alsacia,
tél. 3130 300 F - 742-78-93.

immeubles

Recherche PETIT IMMEUBLE
ou grand PAVILLON en province.
CANNES - 733-4418.

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi de 9 à 12 h. et de 14 à 18 h.
au
233-44-21
postes 392 et 364

٥٥١ من المجلد

SPORTS

POLO

Le « Chat maltais » à Deauville

Deauville. — Le meeting de Deauville n'est pas terminé et le vainqueur du Grand Prix rentré dans son van qu'une élite, en ce dernier dimanche d'août, traverse les grandes pistes de l'hippodrome pour gagner le terrain contigu du polo.

La Coupe d'or, créée par François André en 1930, va se disputer là entre les redoutables

« bleu et jaune » de Brattas et les « roses » de La Vicuna. Les averse de cette journée exceptionnelle ont rendu le terrain lourd, ce qui n'empêchera pas le soleil de luire bientôt entre les nuages ni les prompts petits sabots de se lancer dans des galopades éperdues jusqu'à l'horizon de la Touques, dominés par leurs lanciers à maillet.

De notre envoyé spécial

« Le poney de polo tient quelque peu du poète. Est-il né avec l'amour du feu qu'on peut en faire quelque chose. » Ce jugement équestre s'applique au « Chat maltais » de Ruydard Kipling qui entretenait des dialogues muets avec son cavalier et poursuivait la balle autant avec la tête qu'avec les jarrets dans des enroulements d'équilibre, de dog-carts, d'ombrelles et d'officiers en tenues écarlates pour Gunga Din. C'est aujourd'hui l'orgueil des cavaliers de polo argentins. On l'a bien vu tout au long du match gagné de justesse par ceux de Brattas. Produits d'un pur-sang et d'une jument type « bourbonnaise », créés dès l'âge de deux ans par les pions des « estancias », entraînés comme des acrobates au démarrage instantané, aux dépens du group de pied ferme et sur le reculer, aux virages « tourne bride », ces champions hors concours ont pour 80 % dans le triomphe des challenges qui, de Bagatelle à Deauville, en passant par Vittel, constituent la saison internationale de polo.

Si cette équitation de haute envergure au premier chef les

ponies, si elle motive non moins passionnément les centaures qui les montent, pourquoi n'attire-t-elle point le grand public, lui celui des élites et des curistes, et plus particulièrement les cavaliers, habitués rouges ou écuyers ? Divisés en périodes avec une marque facile à suivre comme au hockey sur glace, animés de dribblings spectaculaires, et de goals tirés comme au football, de revers et de coups directs distribués comme au tennis, le polo est devenu très compréhensible aux yeux des commentateurs d'un speaker averti, souvent joueur lui-même (le meilleur en l'occurrence à Deauville : Roland Sardon).

Mais sans doute faut-il observer de plus près et dans l'intimité ses joueurs, hommes et chevaux, pour se convaincre de sa rare qualité sportive.

Une visite dominicale de bon matin aux écuries du polo et à la saison d'entraînement à laquelle j'ai assisté par la suite m'en ont beaucoup plus appris à cet égard que le match officiel de l'après-midi.

Les écuries des poney se situent entre l'hippodrome et la gare de Deauville, au bout de la petite rue de l'Avant. De vieux « besson-neux » à balcon, un haut pavillon en bois stéré style Nouvelle-Orléans, mentes de chiens, des chantiers curieux sortant des bords où sont attachés leurs noms triviaux (Caricla, Diable, Bleu, Chariot), des groupes bavards de garçons d'écurie entre des balles de paille : l'ambiance ne m'aurait guère paru différer du « royal crotin » de nos anciens quartiers de cavalerie si la présence de quelques jolies silhouettes d'équiers ne l'avait très heureusement rebasé. Cent vingt-six pensionnaires, principalement d'Amérique du Sud, un peu plus de quatre chevaux, 50 000 francs d'entraînements, ces chiffres démontrent éloquentement que le polo n'est pas seulement un sport argentin mais un sport argenté. N'importe quel citoyen n'a pas en effet les moyens des Rothschild — grands introducteurs du polo en France — pour entretenir une écurie de poney à l'année sans autre avantage que la distribution de coupes équivalentes aux « Cots de robes » des concours hippiques.

Le long des écuries, derrière une ligne de peupliers, s'étend le terrain de jeu. Les cavaliers, en « polos » baroques, s'entraînent à toute la machine, s'élancent au vent, galopent parfois des écuries sur une pelouse parsemée de balles et filant en flèche, dans une complète indépendance de la monte proprement dite, un peu à la manière des désobéissants de hockeyeurs sur glace ignorant leur patinage : c'est alors, au milieu de ces échauffourées apparemment allégres, dont les cris se répètent sur l'herbe

VOILE

Des vainqueurs inattendus pour la Mini et la Threequarter Ton Cup

Disputées par des vents très faibles, les quatre épreuves de la première Mini Ton Cup ont été remportées par « l'Étrange », un « 16 pieds » singulier puisqu'il mesure 730 mètres, soit autant qu'un « 18 pieds » de la Quarter Ton Cup et qu'il est dépourvu de voile d'avant. Le libéralisme de la jauge a permis au Rochelais Patrick Phélipon, qui l'a conçu, d'engager un bateau très à l'aise dans le seul petit terrain. Favorisé par les circonstances, « l'Étrange », barré par J. Gelusseau, spécialiste du 470, l'emporte nettement au classement général. Mais cette curieuse création ne peut donner naissance à une série.

En revanche, les deux voiliers qui suivent, construits eux aussi pour la Mini Ton Cup, retiennent déjà l'attention de plusieurs chantiers : *Brut* dessiné par Jean Berret, de La Rochelle, et *Chacok*, dû à Jacques Fauroux de Cannes, ne présentent rien d'insolites dans leur coque ni dans leur grément. Menés respectivement par Bertrand Chéret et par Bruno Troublé (qui se trouvaient, le premier en 1972, le second en 1975, à bord du *Soling* représentant la France aux Jeux olympiques), ces deux « 16 pieds » auraient certainement devancé l'Étrange si le vent eût été moins redouté.

Dans cette première édition de la nouvelle Coupe, la participation internationale n'est pas apparue aussi brillante ni aussi étoffée qu'on l'aurait souhaité. Soixante concurrents, au total, ont pris part à l'épreuve : un peu plus de trente ont participé aux épreuves. Mais la partie est gagnée. Très bien organisée par la société des Régates rochelaises, la confrontation imaginée par François Tuffier devrait attirer l'an prochain, dans les mêmes eaux, un nombre appréciable de Britanniques, de Néerlandais, de Suisses et d'Italiens. Et qui sait si les États-Unis n'entreraient pas en scène ? Dès maintenant, on peut penser que l'équipette « mini tonnar » apparaîtra sur plusieurs petits voiliers à deux cou-

chettes exposés en janvier prochain, au Salon de la plaisance.

Courue à peu près en même temps, à Plymouth, la Threequarter Ton Cup réunissait une trentaine de voiliers jaugeant 24,5 pieds, c'est-à-dire mesurant environ 10 mètres. Comme la One Ton Cup gagnée à Marseille par *Resolute Salmon*, la compétition disputée en Grande-Bretagne a été remportée par un bateau inattendu, *Finn Fire*, nouveau voilier finlandais dessiné par un professeur en mathématiques, Elvind Sill, qui naviguait à bord avec son fils. Le reste de l'équipette, et en particulier le chef de l'équipe Bruce Banks, était britannique. Le vainqueur est salonné par deux bateaux anglais de Ron Holland, *Golden Delight* et *Machismo*. Vient ensuite un voilier français *Blou Blou*, à D. Malbrand, sur lequel on trouvait un bon équipage comprenant Patrick Carpentier qui, à vingt-six ans, a déjà disputé la Course autour du monde et le Triangle atlantique. *Blou Blou*, un *Contention* 33 de série, est le premier classé des Petersen.

On remarque que Douglas Peterson, dont les créations avaient enlevé l'an dernier la One Ton Cup et la Threequarter Ton Cup, a dû s'incliner cette année dans les deux épreuves et tout particulièrement dans celle-ci.

YVES ANDRÉ

Motocyclisme

WALTER VILLA SUCCEDE A JOHNNY CECOTTO

L'Espagnol Walter Villa et l'Espagnol Angel Nieto ont été sans conteste les grands triomphateurs du Grand Prix d'Allemagne de motocyclisme, avant-dernière épreuve du championnat du monde, disputée le 29 août sur le circuit du Nürburgring.

Déjà champion du monde en 1975, Villa, sur Harley-Davidson, a non seulement remporté cette course, mais aussi celle des 350 cm³, devenant champion du monde 1976 de cette catégorie et déclinant le jeune vénézien Johnny Cecotto (vingt ans).

L'autre grand triomphateur de la journée, l'Espagnol Angel Nieto, tenant du titre des 50 cm³, n'a pas été inquiété outre mesure par l'outsider ouest-allemand Herbert Rittberger. Prenant la tête dès le début de la course, Nieto finit celle-ci avec une confortable avance sur le vice-champion du monde et conserva ainsi son titre.

OLIVIER MERLIN.

CONFLITS

LA C.F.D.T. DÉNONCE LE LICENCIEMENT D'UN DÉLÉGUÉ SYNDICAL AUTORISÉ PAR M. DURAFOUR

Avant de quitter la rue de Grenelle, le 25 août, M. Michel Durafour, alors ministre du travail, a autorisé le licenciement de M. Daniel Torque, délégué syndical C.F.D.T. à l'usine Saint-Prères de Filzou (Somme), fabrique de jute et de textiles d'emballage dépendant du groupe Agache-Villot. Selon la C.F.D.T., le comité d'entreprise, le comité central d'entreprise, le comité de travail avaient refusé ce licenciement demandé par la direction de l'usine. Cette dernière avait alors fait appel auprès du ministre du travail.

Tout au long du mois de décembre, indique la C.F.D.T., les travailleurs de l'usine de Filzou avaient réclamé l'ouverture de négociations portant sur un treizième mois de salaire. Devant le refus de dialogue opposé par la direction, les ouvriers avaient duré leur action, retenant, le 6 janvier (le Monde du 8 janvier), des cadres dans les locaux de l'entreprise. La police était intervenue et il y avait eu des dégâts matériels assez importants.

Dans un communiqué, la fédération habillage-cuirs-textiles (HACUTEX) C.F.D.T. a dénoncé la décision, inadmissible d'un ministre du travail qui n'hésite pas à dévaliser ses inspecteurs pour donner des gages au patronat (...). Cette décision prouve la volonté du pouvoir de causer les opérations syndicales s'opposant à sa politique, qui est de faire supporter les frais de la crise aux travailleurs.

L'exception du travail avait consisté que l'action revendicative menée le 6 janvier était collective. Eux de Grenelle, on rappelle que la ligne de conduite de M. Michel Durafour était d'autoriser le licenciement « en cas de violence ».

GUY DEMESSENCE

Informe son aimable clientèle de la réouverture du restaurant « CHEZ FRANÇOISE »

Aérographe des Invalides, le 1^{er} septembre, tél. 551-87-20

CONDITIONS DE TRAVAIL

La rentrée des classes

DES FACILITÉS D'HORAIRE POUR LES MÈRES DE FAMILLE QUI TRAVAILLENT

Chaque année, le jour de la rentrée des classes, certaines mères de famille qui travaillent éprouvent des difficultés pour accompagner à l'école leurs enfants qui abordent la vie scolaire.

C'est pourquoi, comme en 1975, le C.N.P.F. recommande aux chefs d'entreprise, dans un communiqué, d'accorder, dans toute la mesure du possible, des aménagements d'horaires, le mardi 14 septembre 1976, pour donner aux mères qui le souhaitent, le temps d'emmener leurs très jeunes enfants à l'école.

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres. Cours général FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, réservé à des futurs cadres polyvalents, durée environ 3 mois, études à plein temps ou à temps partiel (pas d'enseignement par correspondance). Début de la prochaine session : 15 octobre 1976. Conditions d'admission (voir dossier) : a) principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent). Langue de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé essentiellement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseils). Contrôle continu et systématique des connaissances.

L'ECL organise également un « Cours supérieur Préparation à la Direction des Entreprises », réservé aux cadres déjà en fonction.

Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétaire de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECL, chemin de Monnex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MF 21

Football

M. MARC BOURRIER NOMMÉ ADJOINT DE M. MICHEL HIDALGO

Le conseil fédéral, réuni le 28 août à Paris, a nommé M. Marc Bourrier, ancien entraîneur d'Avignon, adjoint de M. Michel Hidalgo à la direction des équipes de France.

La direction technique nationale du football français est actuellement composée de cinq entraîneurs :

M. Michel Hidalgo (Sud-Ouest, Midi, Centre-Ouest) ; M. Henri Guérin (Normandie, Ouest et Atlantique) ; M. Jacky Braun (Paris, Région parisienne et Rhône) ; M. Marc Bourrier (Est, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Nord-Est et Franche-Comté) ; M. Gaby Robert (Sud-Est et Lyonnais).

● Pour pallier les forfaits des Stéphanois Gérard Parison et Christian Lopez, M. Michel Hidalgo, directeur des équipes de France, a fait appel à Michel Boes (Nantes) et Jean-Pierre Adams (Nice). L'équipe de France qui rencontrera le Danemark, le 1^{er} septembre à Copenhague, aura donc la composition suivante : Barateil (Nice), Janvion (Saint-Etienne), Adams (Nice), Lemer (Marseille), Boes (Nantes), Benayen (Saint-Etienne), Larqué (Saint-Etienne), Platini (Nancy), Rocheteau (Saint-Etienne), Lacombe (Lyon), Six (Valenciennes).

FAITS DIVERS

UNE ENQUÊTE VA ÊTRE OUVERTE SUR LE FONCTIONNEMENT DES CENTRES AÉRIÉS

L'intoxication de près de cent enfants dans deux centres aérés du bois de Vincennes (le Monde du 27 août) a attiré l'attention du préfet de Paris, M. Jean Taulieu, qui a demandé un rapport sur le fonctionnement des centres à l'inspection générale. Les élus communistes du Conseil de Paris, qui ont réuni lundi une conférence de presse sur le grave incident de Vincennes, estiment que cette mesure est un premier succès.

Certains enfants sont hospitalisés depuis une semaine, et quelques-uns doivent subir des soins douloureux et des perfusions. Plusieurs parents contestent que la contamination ait eu lieu une semaine auparavant, puisque le virus a atteint des enfants qui ne fréquentaient le centre que depuis deux jours. Ils accusent l'administration de vouloir étouffer l'affaire.

● Trafic d'op à la frontière franco-suisse. — Une caisse de vingt-cinq pièces d'or d'une valeur de 525 000 francs et des fourchettes d'horlogerie estimées à 9 000 francs ont été découvertes lundi 30 août par les douaniers français dans une automobile à la frontière franco-suisse. Les trois occupants de la voiture et un complice, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été écroués à Thionville-Bains (Haute-Saône).

Près de Beauvais

UNE FILLETTE EST DÉCOUVERTE ÉTRANGÉE DANS UN CHAMP

Une fillette âgée de douze ans, Françoise Wilmet, domiciliée à La Rue-Saint-Pierre (Oise), a été retrouvée étranglée, lundi 30 août, vers 14 heures, dans un champ de maïs situé en bordure d'un chemin vicinal à Breilles, près de Beauvais. La jeune fille, partie vers 10 heures à bicyclette du domicile de ses parents, était allée faire des courses au bourg de Breilles, distant de 3,7 kilomètres.

Étranglée avec un bout de pantalon défilé, Françoise Wilmet n'a pas semble-t-il subi de violence. Les provisions achetées par la jeune fille ainsi que l'argent qu'elle avait donné sa mère (60 F) ont disparu. Le parquet de Beauvais (Oise) a ouvert une enquête.

● Après le naufrage d'un canot à moteur dans le lac Léman, au large d'Yvoire (Haute-Savoie), dans la nuit du 22 au 23 août, une information a été ouverte par le parquet de Thonon pour rechercher les causes de la mort de quatre des six occupants de l'embarcation. Le juge d'instruction chargé du dossier entendra les témoins, notamment les deux rescapés, qui ont déjà déclaré avoir été surpris par l'arrivée subite de l'eau dans le fond du canot. Le magistrat va également désigner des experts afin que ceux-ci puissent examiner l'épave, gisant actuellement sur un fond d'une cinquantaine de mètres, et que l'on espère pouvoir renflouer.

Appel d'Offres

Les gouvernements de la République Arabe du Yémen (RAY) et la République Populaire Démocratique du Yémen (RPDY) ont reçu des prêts du Fonds Arabe de développement économique et social pour la construction d'une route reliant la ville de Aden à la ville de Taiz en YAR portant sur :

1. Section en RAY : Environ 60 kilomètres de route asphaltée à deux voies, de 7 mètres de largeur, avec des banquettes de deux mètres de largeur de part et d'autre de la route, partant d'un point situé à six kilomètres de Taiz sur la route Taiz-Sana'a et s'étendant jusqu'à la frontière entre la RAY et la RPDY en passant par Ar-Rahda et comprenant un pont en béton armé.

2. Section en RPDY : Environ 58 kilomètres de route asphaltée à deux voies, de 7 mètres de largeur avec des banquettes de 2 mètres de largeur de part et d'autre, allant de Aden à Nawbat Dikelm avec des travaux d'amélioration portant sur environ 6,4 kilomètres de la route actuelle reliant Nawbat Dikelm à la frontière entre la RPDY et la RAY, y compris 4 ponts en béton précontraint et un pont en béton armé.

Les firmes d'entreprises de qualifications internationales sont invitées à soumettre leur offre pour la construction de l'une ou des deux sections ci-dessus.

Les documents d'adjudication peuvent être obtenus à partir du 15 septembre 1976 contre une somme non remboursable de 200 dollars US (deux cents dollars US) pour chacune des sections.

Highway Authority, Sana'a, YAR, pour la section en RAY. Ministry of Communications, Khormaksar, Aden, RPDY, pour la section en RPDY.

ou : Dar Al-Hadassah Consultants (Share and Partners), 91 New Cavendish Street, London W1M 7FS.

ou : Al-Jalal Al-Tal Building, Jabel Al-Husseini, opp' Mosheer Hospital, Amman, Jordan.

Les documents d'adjudication doivent être dûment remplis et retournés simultanément à : Highway Authority, Sana'a, YAR, pour la section en RAY ; et à : The Secretary, Central Tender Board, Aden, RPDY, pour la section en RPDY, le 15 novembre 1976 avant midi au plus tard, et suivant les instructions contenues dans les documents de soumission.

ESTADO DO PARANA SECRETARIA DE ESTADO DAS FINANÇAS COMPANHIA PARANAENSE DE ENERGIA ELETRICA COPEL

CIA. AUXILIAR DE EMPRESAS ELÉTRICAS BRASILEIRAS CAEBB INVITATION TO PROSPECTIVE SUPPLIERS OF ELECTRIC AND ELECTRONIC EQUIPMENT AND MATERIALS

The COMPANHIA PARANAENSE DE ENERGIA ELÉTRICA - COPEL, has contracted the services of COMPANHIA AUXILIAR DE EMPRESAS ELÉTRICAS BRASILEIRAS (CAEBB) to co-ordinate the purchase of the materials listed hereinafter. The program will cover the expansion of the subtransmission and distribution systems of COPEL, which will include, but is not limited to, the purchase of the following materials and equipment:

- 1 - Aluminum conductors with and without steel reinforcement
- 2 - Copper conductors
- 3 - Accessories and line hardware
- 4 - Suspension, pin and pedestal insulators
- 5 - Power fuse switches
- 6 - Disconnect switches, hand driven and motor driven
- 7 - Load break switches
- 8 - Capacitors
- 9 - Capacitor oil switches
- 10 - Reactor oil switches
- 11 - Distribution type voltage regulators
- 12 - Potential transformers and current transformers
- 13 - Galvanized steel cable diameter 9 mm SM and diam. 8 mm HS
- 14 - Automatic sectionalizers
- 15 - Reclosers
- 16 - Transformers and accessories
- 17 - Power transformers
- 18 - Distribution transformers
- 19 - Circuit breakers
- 20 - Metalclad switchgear
- 21 - Relays
- 22 - Lightning arresters and discharge counters
- 23 - Test board
- 24 - Watthour meters
- 25 - Control and protection switchboards
- 26 - Battery/battery charger set
- 27 - Grounding systems
- 28 - Laboratory equipment
- 29 - Hot line maintenance equipment
- 30 - Radio communication equipment
- 31 - Topography equipment
- 32 - Steel structures
- 33 - 15 kV insulated conductors
- 34 - 800 V insulated conductors
- 35 - Test and laboratory equipment utilized on electric distribution system
- 36 - Mobile substation

Invitations to bid will be issued by CAEBB and are open to any manufacturer or supplier located in Switzerland or any member country of the International Bank for Reconstruction and Development - IBRD.

Suppliers or manufacturers located in Switzerland or in any member country of the International Bank for Reconstruction and Development - IBRD who wish to be included in a mailing list in order to receive information regarding invitations to bid are requested to express their interest in a letter addressed to:

CAEBB
Attenção Coordenador de Compras
Avenida Rio Branco, 136 13º andar
Post Office Box 883
22-000 Rio de Janeiro 20.000, Brazil

The letters from prospective suppliers and manufacturers should include the materials and equipment which they propose to bid.

These letters will be received up to and including NOVEMBER 1, 1976 and all letters will be included in the mailing list of the bids.

After the bid has been evaluated, COPEL shall ascertain whether the lowest bidder has the capability and financial resources effectively to carry out the supply. If the bidder does not meet this test, his bid shall be rejected.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SÉCHERESSE

Dans plusieurs départements

Les paysans manifestent contre le plan d'aide du gouvernement

Les ministres de l'agriculture des neuf pays du Marché commun se réuniront le 9 septembre, à Bruxelles, pour examiner la situation créée par la sécheresse. A l'annonce M. Lardinois, membre de la Commission européenne chargé de l'agriculture, assurant que la sécheresse n'entraînerait pas de pénurie alimentaire dans le Marché commun.

En France, le plan d'aide d'urgence à l'agriculture adopté par le gouvernement (le Monde du 27 août) continue de provoquer des réactions, parfois très vives, dans les départements écartés des aides ou bénéficiant d'aides limitées. Dans le Gers et en Dordogne, nos correspondants nous signalent que les agriculteurs ont manifesté contre le plan d'aide dans la nuit de lundi à mardi 31 août. En Dordogne, deux cents à trois cents agriculteurs ont barré la voie ferrée afin de bloquer le train Bordeaux-Cahors et le train-bœuf. A Auch (Gers), un com-

mando de cent cinquante paysans a investi la résidence du secrétaire général du préfet puis la cité administrative.

Le MOPES a appelé les agriculteurs à manifester, ce mardi 31 août, dans l'après-midi, à Saint-Jean-Poutge (Gers). Enfin, le 30 août, dans la matinée, une centaine d'agriculteurs ont barré l'autoroute A7 entre Vienne et Lyon.

A Paris, plusieurs organisations syndicales agricoles ont émis de nouvelles réserves sur le plan d'aides à la sécheresse. La Fédération nationale bovine précise dans un communiqué que « les aides directes à l'animal ne correspondent pas entièrement aux besoins immédiats des éleveurs ». Elle demande, d'une part, la mise en place d'un plan d'approvisionnement en aliments du bétail, et, d'autre part, des mesures permettant « aux éleveurs de faire face à leurs échéances, notamment en aliments du bétail, et pour le remboursement des

prêts » (moratoires ou prêts à très longue durée). La Fédération générale de l'agriculture C.F.D.T. considère pour sa part la première étape du plan gouvernemental comme « partielle et incomplète ».

La Confédération générale des planteurs de betteraves, enfin, s'est élevée, lundi 30 août, contre le prélèvement fiscal exceptionnel annoncé par le gouvernement qui « rend les agriculteurs particulièrement antipathiques » auprès de l'opinion publique. Précisant que la production de sucre n'atteindra cette année que 2,2 millions de tonnes (contre 3 millions de tonnes environ l'an passé), les betteraviers ont estimé que les pertes de la branche s'élèveraient au total à 2,2 milliards de francs (1,3 milliard pour les cultivateurs et 900 millions pour les transformateurs). Les besoins de trésorerie des exploitants ne deviendront importants qu'à partir de la fin de l'année, a précisé la C.G.P.B., qui demande, pour subvenir aux besoins de la branche, une augmentation de 0,50 F (soit 25 %) du prix du kilo de sucre, une augmentation des prêts à taux peu élevés du Crédit agricole et la suppression de la taxe destinée à financer le budget annuaire des prestations sociales agricoles (BAFSA).

M. Charpentier (C.G.C.) explique dans une lettre à M. Debatisse (F.N.S.E.A.) son opposition à l'impôt de solidarité

« Nous avons toujours constaté la vigueur avec laquelle les agriculteurs savent défendre leurs intérêts, même si parfois nous n'approuvons pas toujours les méthodes. Aujourd'hui et à votre exemple, les cadres sont décidés à en faire autant », écrit M. Yvon Charpentier, président de la Confédération générale des cadres (C.G.C.), dans une lettre adressée à M. Debatisse, secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, dans laquelle il précise la position de la C.G.C. sur les mesures décidées en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse.

Après avoir affirmé que la C.G.C. « considère que, devant les conséquences de la sécheresse, il est parfaitement naturel que les agriculteurs reçoivent en 1976 une aide exceptionnelle », M. Charpentier explique l'opposition des cadres à l'impôt exceptionnel, destiné à financer les aides versées à l'agriculture. Il rappelle

notamment que « le régime fiscal français ne traite pas toutes les catégories d'une manière équitable. J'évoque ici, ajoute-t-il, à la fois un certain nombre de régimes particuliers relatifs à différentes catégories dont celle des agriculteurs, ainsi, bien entendu, que l'absence de transparence des revenus réels, qui conduit à une fraude fiscale évaluée aujourd'hui à 20, 30, voire 40 milliards de francs français ».

La C.G.C., conclut M. Charpentier, regrette que « par ces modalités entachées par le gouvernement, il n'y ait pas eu une part de l'aide alimentée par : un emprunt de solidarité ; une part sur les bénéfices industriels et commerciaux ; une part dégagée grâce à des économies de l'Etat, qui doit donner l'exemple des efforts à réaliser par tous ». M. Charpentier propose à M. Debatisse, en terminant, de s'entretenir avec lui des problèmes posés par le prochain plan gouvernemental.

Energie

● HAUSSE DES CARBURANTS : DECISION MAINTENUE, MAIS REPORTEE. — Le comité des prix prévu pour le 31 août, qui devait notamment décider de la hausse des prix de l'essence et du fuel domestique, est reporté, indique-t-on au ministère de l'économie et des finances. Il pourrait se réunir au début de la semaine prochaine. La hausse des carburants, dont le principe est, semble-t-il, maintenu, est donc reportée jusqu'à cette nouvelle réunion.

Etranger

● IMPORTANTE COMMANDE LIBYENNE A L'ALLEMAGNE

A L'ÉTRANGER

Une grève dans le canton de Neuchâtel risque de remettre en cause la politique des conventions collectives

De notre correspondant

Berne. — A l'appel des syndicats, plus de deux mille personnes ont participé, samedi 28 août, à Neuchâtel, à une manifestation de solidarité avec les travailleurs de l'entreprise de machines-outils Dubied S.A., en grève depuis trois semaines. Le conflit a éclaté le 9 août, à la suite d'une décision du tribunal d'arbitrage d'autoriser une réduction des trois quarts du troisième mois de salaire pour 1976 et d'envisager sa suppression pour l'année prochaine. Dès que fut connue la nouvelle, les quelque mille cinq cents ouvriers des trois usines Dubied du canton de Neuchâtel ont cessé le travail en signe de protestation. Depuis lors, les positions se sont durcies, et une véritable épreuve de force s'est engagée entre les syndicats et le patronat. En fait, conséquence directe de la récession des dernières années, l'affaire Dubied prend aujourd'hui valeur de test, car elle pourrait remettre en cause la politique des conventions collectives, qui a assuré à la Suisse plus de trente ans de « paix du travail ». Débordant de son cadre initial, la grève a suscité un vaste mouvement de solidarité. En se

prolongeant, elle a aussi pris de plus en plus une coloration politique amenant le gouvernement du canton de Neuchâtel à intervenir pour tenter de sortir de l'impasse.

Spécialisée dans la production de machines à tricoter, l'entreprise Dubied est l'une des plus importantes du canton. Mais, au cours des trois dernières années, ses ventes ont diminué de 65 % dans ce secteur, tandis que le chiffre d'affaires de la société tombait de 86 millions de francs suisses en 1974 à 66 millions en 1975. En raison de la crise, la firme Dubied avait déjà procédé à des compressions de personnel et à des réductions d'horaires. S'estimant victimes des conséquences d'une mauvaise gestion, les travailleurs réclament depuis plusieurs mois une restructuration de l'entreprise. La Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie considère la décision du tribunal d'arbitrage comme « une provocation » et menace de recourir au tribunal fédéral.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

FAITS ET CHIFFRES

FEDERALE. — La Libye a décidé de confier à un consortium allemand, animé par la société Salzgitter, la construction d'un important complexe industriel sur les gisements de sel de la région de Abu-Kamash. Le montant du contrat est de 2 milliards de deutschemarks (2,5 milliards de francs environ).

● LES SIDERURGISTES AMERICAINS ONT DECIDE D'ANNULER la hausse des prix de 4,5 % prévue pour le 1^{er} octobre, notamment sur les tôles et plaques utilisées dans l'automobile. Annoncée au

milieu du mois d'août, cette nouvelle augmentation avait surpris dans la mesure où elle suivait de près une hausse de 6 % décidée en juin.

● EN ITALIE, le ralentissement du rythme de l'inflation, déjà amorcé en juin, est confirmé par les chiffres fournis par l'Institut central des statistiques. Les prix de gros ont augmenté de 1,1 % en juillet, soit le taux le plus bas enregistré depuis le début de l'année. Il atteignait 4,6 % en mars, 5,2 % en avril, pour retomber à 1,5 % en juin. — (A.F.P.)

● LE JAPON VA CONSTITUER DES STOCKS DE METAUX NON FERREUX afin de pouvoir faire face éventuellement à une pénurie de nickel, de chrome, de tungstène et de molybdène.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OMNIUM FRANÇAIS DE PÉTROLES (O.F.P.)

Le bénéfice net de l'Omniun Français de Pétroles au 30 juin 1976 s'élève à 22 387 805 F et, en conséquence, en francs courants de 16 % par rapport au bénéfice du premier semestre 1975 (19 280 035 F).

L'O.F.P. a encaissé, au cours du premier semestre, la majeure partie des dividendes provenant de ses filiales et participations.

Par ailleurs, les ordres commerciaux que l'O.F.P. détenait au 1^{er} janvier 1976 au titre de ses activités pétrolières antérieures ont pu être exécutés dans des conditions satisfaisantes et les provisions constituées à cet effet, devant être sans objet, ont été versées en totalité.

Il en résulte que le bénéfice du premier semestre 1976 est très supérieur à la moitié du bénéfice attendu au titre de l'exercice 1976. Au total, celui-ci devrait, sauf événement imprévu, se situer au moins au niveau de celui de l'exercice 1975.

BANQUE DE FINANCEMENT POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (B.F.I.C.)

Groupe « ANCIENNE MUTUELLE »

Le conseil d'administration de la B.F.I.C. s'est réuni le 27 août et a enregistré la démission de ses fonctions de président et d'administrateur de M. François Maureau.

M. André Reichen, directeur de la Banque Rivaud, déjà administrateur, a été élu président-directeur général.

Par ailleurs, le conseil d'administration a coopté comme administrateur la Banque Rivaud, représentée par M. Jean Coninx.

Ces nominations confirment la volonté de collaboration et de rapprochement, dans le respect de l'indépendance réciproque, entre le groupe Ancienne Mutuelle et le groupe Rivaud déjà exprimée en avril 1975 lors de la prise de participation du groupe Ancienne Mutuelle dans le capital de la Banque Rivaud.

Pour louer une voiture en Jordanie, réservez chez

europcar 645.21.25

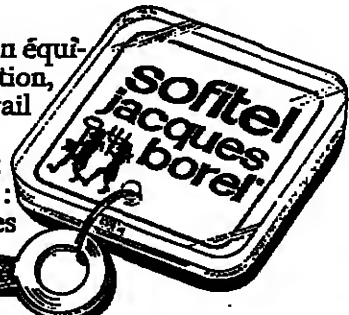
Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port. Un grand hôtel pour un grand site.

Le 1^{er} septembre, dans l'un des plus beaux et des plus célèbres sites du monde, l'hôtel Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port ouvre ses portes.

Sa vue exceptionnelle sur le Vieux Port, sa conception architecturale très adaptée au cadre, sa décoration et son ambiance méditerranéennes, ses deux restaurants, ses bars, sa piscine découverte, son patio, ses boutiques, ses chambres avec terrasse donnant sur le Vieux Port ou sur les jardins du Pharo en font un lieu de rencontre privilégié, au centre de Marseille.

Ses salles de réunions et de réceptions, son équipement en matériel audiovisuel, son organisation, son garage, ses services en font un lieu de travail et de détente idéal.

Sofitel Jacques Borel Marseille Vieux Port et Sofitel Jacques Borel Marseille Aéroport : 2 hôtels 4 étoiles pour répondre à tous les besoins de ceux qui s'arrêtent à Marseille.



Réservation centrale Paris
Tél. 657.11.43
Téléc. : 200.432

Réservation dans tous les
Sofitel Jacques Borel
ou chez votre agent de voyages.

Sofitel Jacques Borel
Marseille Vieux Port
13722 Marseille
Tél. (91) 52.50.19 Téléc. : 401.270.

Sofitel Jacques Borel
Marseille Aéroport
13722 Marignane
Tél. (91) 89.91.02 Téléc. : 401.980.



سوفيل جاكوبوريل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
- ASIE
3. EUROPE
- L'AFFAIRE LOCKHEED
4. PROCHE-ORIENT
- OUTRE-MER
- 5 à 8. LA LIBYE SEPT ANS APRÈS
LA RÉVOLUTION
- 9-10. POLITIQUE
10. PRESSE

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

PAGE 11
— L'orientation de la recherche
est la conséquence du man-
que de crédits.
— Libre opinion : « Prévoir les
éruptions volcaniques et les
séismes », par Claude Allègre.

12. ACTUALITÉ MÉDICALE
- RELIGION
13. LES RÉGIONS
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
21. SPORTS
- FAITS DIVERS
- 21-22. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (17 à 20) :
Aujourd'hui (16) ; Carat (16) ;
Journal officiel (16) ; Météo-
rologie (16) ; Mots croisés (16) ;
Bourse (23).

Le numéro du « Monde »
daté 31 août 1976 a été tiré
à 559 688 exemplaires.

SAN FRANCISCO
EST OUVERT
1, rue Mirobeau (16^e) MIR. 75-44
PARKING

LAMAZÈRE
23, rue de Ponthieu-P. ELY. 66-66
RÉOUVERTURE
MERCREDI 1^{er} SEPTEMBRE

LE
Relais Louis XIII
8, rue des Grands-Augustins
326-75-96 ou 326-22-55
est OUVERT

NOUVELLES COLLECTIONS
Avec la garantie
d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND TAILLEUR
27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

ECOLE des CADRES
Jeunes Filles
Etablissement privé d'enseignement supérieur
• Secrétariat de Direction bilingue-trilingue (*)
• Publicité (*)
• Hôtesses d'aéronautique et de relations publiques
• Section spécialisée Tourisme et Loisirs (*)
(*) Formation sanctionnée par Diplôme d'Etat BTS
Examen d'entrée : 15 septembre
E.D.C. 92, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine - Tél. 747.06.40.

En Grande-Bretagne

Des affrontements entre policiers et Antillais ont fait plus de six cents blessés à Londres

De notre correspondant

Londres. — Une véritable bataille rangée a opposé lundi soir 30 août à Londres des policiers et de jeunes Antillais. Elle a fait plus de six cents blessés, dont deux cents parmi les policiers ; seuls vingt-neuf de ces derniers sont restés à l'hôpital mardi matin. Cet affrontement a eu lieu vers la fin du traditionnel « carnaval des Caraïbes », organisé depuis dix ans par les soixante mille membres de la communauté antillaise dans le quartier de Notting-Hill, près du marché antillais de Portobello Road. L'arrestation d'un pickpocket a été à l'origine des affrontements ; la foule a commencé à jeter des briques et des bouteilles sur l'armement formé par les policiers. En quelques minutes, les scènes d'émeute se sont multipliées dans les différentes rues. Parmi les policiers, certains ont reçu des coups de poignard. Plusieurs magasins ont été pillés et des voitures incendiées. La police, qui a pu rétablir l'ordre au bout de deux heures, a procédé à soixante-dix arrestations, dont sept femmes et une douzaine de très jeunes enfants. Le carnage s'est poursuivi après les incidents.

Le quartier de Notting-Hill avait déjà été le théâtre, en 1980, de violents troubles raciaux. Pour expliquer les derniers incidents, les responsables de la communauté antillaise ont estimé qu'un déploiement, à leurs yeux excessif, des forces de police dans les rues a été mal interprété par certains jeunes, qui ont aussitôt réagi au premier incident. Une nouvelle fois, le problème de l'intégration des milliers d'immigrés en Grande-Bretagne a été posé d'une manière dramatique. Le malaise devient de plus en plus profond. — (Interfax).

Chef de l'Etat chypriote en juillet 1974

M. NIKOLAS SAMPSON EST CONDAMNÉ A VINGT ANS DE PRISON

Nicosie (A.F.P.). — M. Nikolas Sampson, qui fut nommé président de la République chypriote par des officiers chypriotes grecs, au lendemain du coup d'Etat contre l'archevêque Makarios, le 15 juillet 1974, a été condamné à vingt ans de prison par la cour d'assises chypriote grecque. Lundi soir 30 août, M. Sampson avait indiqué qu'il plaiderait coupable, reconnaissant non une participation directe au coup d'Etat, mais une collaboration avec ses auteurs. « Je ne regrette rien. Tout ce que j'ai fait était dans le but unique de servir mon pays », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « Je ne prétends pas être innocent et je ne demande pas la clémence ».

Le procès de Nikolas Sampson a duré environ trois mois. Il avait été, au départ, examiné par la Cour de cassation, la défense soutenant que l'accusé était couvert par l'immunité parlementaire et par l'amnistie accordée par Mgr Makarios, lors de son retour à Chypre, en décembre 1974, à tous ceux qui avaient participé au coup d'Etat. La Cour de cassation avait rejeté la requête de la défense et renvoyé l'affaire devant la cour d'assises la semaine dernière.

En Méditerranée

COLLISION ENTRE UN SOUS-MARIN SOVIÉTIQUE ET UNE RÉGATE AMÉRICAINE

Une collision s'est produite samedi 28 août en Méditerranée, entre un sous-marin nucléaire soviétique de la classe Echo II (5 600 tonnes) et la frégate américaine *Vogé* (3 400 tonnes). Des dommages ont été observés sur le kiosque du sous-marin, qui a fait surface. Le *Vogé*, dont l'hélice a été endommagée, a été pris en remorque en direction de la Crète. Des bâtiments américains qui croisaient à proximité ont proposé de prêter assistance au sous-marin soviétique, qui s'est égaré sans donner de réponse. Un marin de la frégate a été blessé. On ignore s'il y a des victimes parmi la centaine d'hommes que compte l'équipage du sous-marin. Celui n'était pas accompagné de bâtiments de surface.

● Mort du poète Kazi Nazrul Islam. — On apprend la mort, survenue à Dacca (Bangladesh), le 29 août, du poète Kazi Nazrul Islam. Agé de soixante-dix-sept ans, Kazi Nazrul Islam s'était acquis en Inde une renommée de « poète rebelle », pour avoir, dans ses écrits, appelé à la révolte contre la Grande-Bretagne, au temps où celle-ci était encore la puissance colonisatrice. Après la guerre indo-pakistanaise, il avait pris la nationalité bengalaise.

Aux États-Unis

HUIT OUVRIERS D'UN CENTRE NUCLÉAIRE SONT CONTAMINÉS À LA SUITE D'UNE EXPLOSION

À la suite d'une petite explosion chimique le lundi 30 août, huit ouvriers du centre nucléaire de Hanford, à une trentaine de kilomètres de Richland (au sud-est de Washington) ont été contaminés. Ces ouvriers travaillaient sur des déchets radioactifs pour en extraire un élément transurannique, l'actinide, employé par l'industrie comme source radioactive. Les produits dangereux étaient confinés dans une enceinte étanche dénommée « boîte à gants » (de dimensions approximatives de 1 m x 2 m x 2,5 m). Pour une raison inexpliquée, on se faisait l'extraction de l'actinide, une explosion a éclaté, brisant l'enceinte étanche. Les produits radioactifs se sont répandus dans la pièce, contaminant les huit personnes présentes. L'une d'entre elles, plus proche de la « boîte à gants », a été blessée par des éclats de verre.

Une petite partie de la radioactivité s'est échappée de la pièce où se trouvait l'explosion, mais elle n'est pas sortie de l'immeuble.

En Iran

DEUX NOUVELLES EXÉCUTIONS CAPITALLES

Téhéran (A.F.P.). — Deux « terroristes » iraniens, Mohammad Safari Langaroudi et Asam Roush Abangaran, condamnés à mort par des tribunaux militaires, ont été exécutés lundi matin 30 août, à Téhéran, annoncent les journaux de la capitale. Selon la presse, l'iranien, Langaroudi, appartenait à un groupe de terroristes depuis trois ans et avait été entraîné à l'étranger. Les journaux indiquent également que la police avait saisi une importante quantité d'armes lors de l'arrestation d'Abangaran, au cours d'un affrontement armé.

Tous deux, ajoute la presse, étaient accusés de nombreux crimes, notamment de l'assassinat d'un commerçant, à une date non précisée.

● Le Front Polisario a annoncé, dans un communiqué publié lundi 30 août à Alger, qu'un groupe de maquisards avait coulé, le 25 août, à l'entrée du port d'El-Aoun, un navire battant pavillon espagnol et chargé de munitions. La veille, un avion à réaction F4 de l'armée de l'air marocaine aurait été, toujours selon le Front, abattu dans la région de Tifariti par des guérilleros. — (A.P., Reuters).

Selon un rapport américain

La France et quarante pays sont accusés d'avoir formé un cartel de l'uranium

Los Angeles (A.F.P.). — Les documents divulgués dimanche 29 août par M. Ronald Doctor et Leonard Ross, selon lesquels un cartel international de l'uranium aurait été créé en 1972 pour fixer les prix de l'uranium, ont été du lundi 30 août au département américain de la justice et rendus publics.

La France, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud sont accusés d'avoir formé un cartel similaire à celui de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), afin de se partager le marché mondial de l'uranium.

M. Doctor, qui travaille pour la commission de l'énergie de Californie, et M. Ross, pour la commission des services publics de cet Etat, ont précisé qu'ils étaient entrés en possession de ces documents par l'intermédiaire d'une association de défense de l'environnement, les amis de la terre. Cette dernière leur tenait d'une personne non identifiée qui les aurait dérobés à la compagnie australienne Mary Kathleen Uranium Ltd. Elle du groupe britannique Rio-Tinto Zinc. Les deux fonctionnaires américains ont souligné que la compagnie Mary Kathleen avait demandé à M. Doctor et M. Ross, pour la commission des services publics de cet Etat, qu'il s'agissait de faux.

Selon ces documents le cartel s'est formé à Paris en février 1972 (1), lors d'une réunion organisée par la société Uranex, groupement d'origine française de producteurs d'uranium contrôlé pour un tiers par le gouvernement français, par l'intermédiaire du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). Le but de la réunion était de discuter des moyens de garantir un prix adéquat de l'uranium, en échange duquel le cartel s'octroyait de surproduction et où le plus gros consommateur, les États-Unis, interdisait l'importation chez lui.

Tous les membres du cartel fonctionnaient toujours, la situation de plusieurs partenaires ayant entre-temps évolué. Le dernier document du dossier est daté du 8 juillet 1974, et rien n'indique si le cartel fonctionne toujours. La situation de plusieurs partenaires ayant entre-temps évolué. Le dernier document du dossier est daté du 8 juillet 1974, et rien n'indique si le cartel fonctionne toujours. La situation de plusieurs partenaires ayant entre-temps évolué.

Le Canada avait délégué un (1) N.D.L.R. — Le Monde du 3 février 1972 a annoncé la réunion à Paris d'experts français, canadiens, australiens et britanniques pour coordonner le marché de l'uranium.

LA CHINE A LANCÉ SON SIXIÈME SATELLITE

La Chine a lancé, le lundi 30 août, son sixième satellite ; le premier l'avait été le 24 avril 1970, et le second un an plus tard. Il y eut ensuite une interruption de quatre ans, suite de ce qui parait être un nouveau programme spatial : entre le troisième satellite, mis en orbite le 26 juillet 1975, et le sixième, il se sera écoulé à peine plus d'un an.

L'agence officielle Chine nouvelle, en annonçant le lancement, s'est bornée à dire que l'équipement de bord du satellite fonctionne normalement, et que son lancement réussi constitue « une nouvelle victoire de la révolution prolétarienne du président Mao et de la critique de la ligne révisionniste et contre-révolutionnaire de Teng Hsiao-ping ».

En l'absence d'autres précisions techniques, il est difficile de savoir quelle est la mission du satellite. Il est même possible qu'il soit habité. La Chine a fait savoir sur Terre, le 1^{er} janvier dernier, son quatrième satellite, lancé le 26 novembre 1975.

La brève de ce séjour dans l'espace, et une allusion du journal de Pékin à « Guangming Ribao » (courant) l'essai d'hommes dans l'espace (« le Monde » du 9 janvier 1976), ont conduit certains observateurs à l'idée que ce vol était une répétition préalable à l'essai de satellites habités.

Il se peut aussi que ce satellite soit destiné à la surveillance de la frontière sino-soviétique. L'absence de toute précision sur la trajectoire peut être une indication en ce sens.

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS
Etablissement privé d'enseignement technique supérieur
PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT
GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING
admission sur titre pour les bacheliers
admission sur examen pour les non bacheliers
EXAMEN D'ENTRÉE
SESSIONS
8 septembre et 23 septembre
130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
252.27.27 Documentation gratuite sur demande

Après les incidents en Corse

M. MAX SIMEONI RESTERA AU MAQUIS

M. Max Simeoni, qui à la tête d'un commando de militants autonomistes avait dynamité, le dimanche soir 22 août, une cave vinicole près d'Aghione, en Corse, entend garder le maquis. Dans une lettre remise au correspondant de l'A.F.P. à Bastia, il pose comme condition préalable à sa sortie de clandestinité le départ de M. Jean Riopacci, préfet de région, qui selon lui, a couvert les mercenaires barbares et les enlèveurs dans les plus du chapard tricolore.

M. Max Simeoni, qui se défend de toute idée de séparatisme, apporte quelques précisions sur l'opération d'Aghione. « J'ai dû, dit-il, modifier mon programme initial qui comportait un séjour plus prolongé dans la cave, car j'ai pu savoir que les autorités étaient prêtes à renouer le dialogue sanglant d'Aghione : un bouclage se préparait, les troupes étaient prêtes. Une autre raison est que beaucoup d'éléments incontrôlés, qui n'avaient pas eu le temps d'intervenir à Aghione, s'apprêtaient cette fois-ci à venir pour une partition non prévue à mon programme. C'est pourquoi j'ai préféré brusquer les choses pour leur conserver le caractère de mise en garde scientifique que je voulais leur donner ».

D'autre part, des incidents ont marqué à Ajaccio, le lundi 30 août, le départ du car-ferro Napoleon. Avant que ne débute l'embarquement des voitures à bord du Napoleon, qui devait quitter Ajaccio pour Marseille à 20 h 30, M. Jacques Fieschi, président du Syndicat des transporteurs routiers corses (S.T.R.C.), a bloqué à l'issue d'un camion-remorque, l'entrée de la passerelle d'accès du navire. Il voulait ainsi protester contre l'impossibilité de faire passer son camion, toutes les places étant réservées d'avance par les véhicules des touristes et ceux des transporteurs continentaux.

Après avoir tiré deux coups de fusil sans atteindre M. Fieschi fut finalement maîtrisé par une quinzaine de G.R.S.

LE DÉRAILLEMENT DE COMPIÈGNE

Le bilan définitif du déraillement d'un camion semi-remorque à Longueuil-Annel, près de Compiègne (Oise), est de six blessés. Deux d'entre eux sont toujours hospitalisés ; le conducteur de la motrice et un voyageur néerlandais. Les autres blessés, tous de nationalité néerlandaise, ont regagné Amsterdam. Les circonstances de l'accident semblent élucidées.

C'est à la vitesse de 140 km/h que le train Nice-Amsterdam a percuté un semi-remorque qui s'était couché sur la voie ferrée. Celle-ci longeait la route à cet endroit. Le camion roulait à 40 km/h au moment où il a dérapé. Selon le transporteur, les treize tonnes n'auraient jamais atteint le ballast si la route avait été pourvue d'une glissière de sécurité.

NOUVELLE HAUSSE DU FRANC

Le dollar à 4,907 F

Amorcé jeudi après la nomination de M. Barre au poste de premier ministre, la hausse du franc, qui s'était fortement accentuée lundi sur les marchés des changes, s'est poursuivie mardi matin. En fin de matinée, le dollar s'échangeait à 4,907 F contre 4,922 F contre 4,907 F contre 4,922 F contre 4,907 F.

Sans doute faut-il voir dans la personnalité de M. Barre l'une des causes de la remontée du franc. Sa désignation a provoqué le « déleu » du franc, le fait que le premier ministre ait pris en charge l'économie et les finances a également favorisé l'impressionnisme des opérateurs, qui anticipent actuellement des mesures d'encouragement au franc (voir en première page). « La situation ne peut être pire, il va bien falloir faire quelque chose », déclarent des cambistes, traduisant l'état d'esprit qui règne sur le marché.

Le système des changes flottants facilite ce redressement. On a pu constater à maintes reprises dans le passé que ce système amplifiait les mouvements, en raison notamment de la présence d'une « spéculation », qui, marginale au plan du volume des échanges, n'en pèse pas moins dans un sens ou dans l'autre. La hausse du franc avait été très rapide, trop rapide même, bien des spéculateurs, qui n'excluaient pas, lorsqu'ils ont vu le franc monter, qu'il « stabilise » autour de 5 francs pour 1 dollar, une reprise de forte ampleur alimentée par des rachats de vendeurs.

Le ralentissement de la spéculation à la hausse du franc a permis de l'assainissement de la lire et de la livre contribuant également à accentuer la reprise du franc, qui apparaît plus comme la cible favorite de la spéculation.

Une déclaration du président du C.N.P.F. à Europe 1

M. CEYRAC : il faut encourager l'investissement.

Le gouvernement doit s'attacher à rétablir la confiance, parmi les industriels, a déclaré en substance lundi 30 août, sur les antennes d'Europe 1, François Ceyrac, président du Centre national du patronat français (C.N.P.F.). « Cette confiance, a-t-il poursuivi, suppose que deux conditions soient remplies : un plan de lutte contre l'inflation, qui fasse appel de façon équilibrée à l'effort et aux sacrifices des uns et des autres ; un effort d'encouragement à l'investissement, qui est la condition de notre avenir et d'une amélioration de la situation de l'emploi ».

Evoquant ensuite la lutte contre l'inflation, M. Ceyrac a déclaré : « Il nous paraît tout à fait utile de poser des problèmes à la lutte contre l'inflation. Il faut d'abord poser le problème et voir ensuite les difficultés. Mais dire, comme certains, pas de discussion sans solution au problème des inégalités, ou, comme d'autres, pas de solution sans imposition préalable du profit des sociétés, est une façon peu raisonnable d'aborder la lutte contre l'inflation ».

● Un Conseil agricole européen extraordinaire se réunira le 9 septembre à Bruxelles pour examiner les problèmes posés par la sécheresse. L'approvisionnement en fourrage des éleveurs sera notamment à l'ordre du jour, et la Commission autorisera les mesures nationales déjà prises en France et en Allemagne ou à prendre (en particulier en Belgique). Elle envisagera éventuellement de les coordonner.

A B C D E F G

JP 11-62 1550